

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES

MARAISS DESSÉCHÉS DU BAS-POITOU

Vidi ego quod fuerat quondam solidissima tellus
Esse fretum ; vidi factas ex aequore terras
Et vetus inventa est in montibus anchora summis
Et procul a pelago conchae jacuere marinae.

(OVIDE. *Métamorphoses.*)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mercredi 11 décembre 1907, à 1 heure 1/2

PAR

René RIOU

Président : M. JACQUELIN, professeur.

Suffragants : { MM. BERTHÉLEMY, professeur.
 HITIER, agrégé.

PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTÉS

A. MICHALON

26, Rue Monsieur-le-Prince, 26

—
1907

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES

MARAIS DESSÉCHÉS DU BAS-POITOU

Vidi ego quod fuerat quondam solidissima tellus
Esse fretum; vidi factas ex aequore terras
Et vetus inventa est in montibus anchora summis
Et procul a pelago conchae jacuere marinae.

(OVIDE. *Métamorphoses*.)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mercredi 11 décembre 1907, à 1 heure 1/2

PAR

René RIOU

Président : M. JACQUELIN, professeur.

Suffragants : { MM. BERTHÉLEMY, professeur.
HITIER, agrégé.



PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTÉS

A. MICHALON

26, rue Monsieur-le-Prince, 26

1907

PRÉFACE

Nous avons conçu le dessein de cette étude sur les marais desséchés du Bas-Poitou à la suite de diverses constatations faites sur l'administration des sociétés de dessèchement. Il nous a semblé que leur situation juridique était très nuageuse, ce qui se traduisait en pratique par la routine dans les affaires courantes et par le tâtonnement dans les cas plus complexes. Il fut facile de voir aussi que cette faiblesse des sociétés de marais a été mise à profit par l'autorité préfectorale pour prendre une place de plus en plus importante dans l'administration des dessèchements.

Il devait donc être intéressant de rechercher quelles étaient les règles précises sur lesquelles on pouvait asseoir solidement l'administration actuelle des vieux dessèchements du Bas-Poitou, et quels étaient les droits et les devoirs stricts de l'autorité préfectorale vis-à-vis des sociétés de marais.

Nous espérons que l'excellence du but nous fera par-

donner notre témérité et estompera les défauts de cette humble étude.

Il nous a semblé nécessaire pour nous rapprocher le plus près possible de notre but, de faire l'histoire de nos marais et de leur desséchement. Pour cela nous avons largement puisé aux archives de la Vendée et aux archives de toutes les sociétés de marais, fort aimablement mises à notre disposition. Qu'il nous soit permis d'adresser ici nos remerciements pour leur accueil empressé à M. l'archiviste du département de la Vendée et à MM. les directeurs des différentes sociétés de marais.

Au point de vue doctrinal, toutes nos recherches bibliographiques ont été infructueuses, tant le cas juridique des marais du Bas-Poitou est spécial. En effet tous les dessèchements exécutés au ^{xviii}^e siècle dans le nord et dans le midi de la France ont eu leur administration réorganisée depuis par des décrets se référant à la loi du 16 septembre 1807 : rien de semblable ne s'est produit pour les marais du Bas-Poitou, si ce n'est pour le desséchement de Morieq en 1849 : tous les autres sont encore régis par leurs anciens règlements, faits à une époque où les conditions économiques, politiques et administratives étaient très différentes de ce qu'elles sont aujourd'hui : de là les difficultés qui surgissent à chaque instant.

L'autorité des anciens règlements une fois établie, nous avons étudié dans quelle mesure l'administration

des marais tels qu'ils la réglaient a été modifiée par les lois postérieures ; — quelle était la situation actuelle de ces sociétés de dessèchement vis-à-vis de l'administration préfectorale, — enfin si cette situation était si excellente qu'on n'en put désirer une meilleure.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

I^o. — Bibliographie historique

Annuaire départemental de la Société d'Émulation de la Vendée.

ARCÈRE (Le P.). — Histoire de la Ville de La Rochelle et du pays d'Aulnis (*tome I^{er}, introduction*). — La Rochelle, R. J. Desbordes, 1756, 2 vol.

ARNAUD (Charles). — Histoire de Maillezais (Niort, Robin, 1840).

ARNAUD (Charles). — Histoire de l'Abbaye de Nieul sur l'Antise (*Mémoires de la Société de statistique des Deux-Sèvres*. — 2^e série, tome II).

BAUDRY (l'abbé). — Les antiquités du Bernard.

BERNARD (Antoine). — Chronique de la commune du Langon (publiée par La Fontenelle de Vaudoré, dans ses chroniques Fontenaisiennes (*Archives historiques du Bas-Poitou*, t. I). — Fontenay-le-Comte, Gaudin fils, 1841).

BOUCHEUL. — Coutumier général de Poictou.

BOUTETIÈRE (de la). — Possessions territoriales des ordres religieux et militaires dans le département de la Vendée (La Roche-sur-Yon, 1873).

BROCHET (Louis). — Histoire de l'abbaye royale de Saint-Michel en l'Herm (Fontenay-le-Comte, Baud, 1891).

BROCHET (Louis). — Le canton de Maillezais à travers l'histoire (Fontenay-le-Comte, Claireaux, 1900).

Cartulaire du Bas-Poitou (Publié par Paul MARCHEGAY, Les Roches Baritaud, 1877).

- CAVOLEAU (J.-A.). — Statistique de la Vendée, 2^e édition annotée par La Fontenelle de Vaudoré (Fontenay-le-Comte, Robuchon, 1844).
- CLOUZOT (Étienne). — Les marais de la Sèvre Niortaise et du Lay du x^e à la fin du xvi^e siècle (*Mémoires de la Société des antiquaires de l'Ouest*, 2^e série, tome XXVII).
- DIENNE (Comte de). — Histoire du dessèchement des lacs et marais de France avant 1789 (Paris, H. Champion, 1891).
- LA BRETONNIÈRE. — Statistique du département de la Vendée (Fontenay-le-Peuple, 1800).
- LACURIE (l'abbé). — Histoire de l'abbaye de Maillezais depuis sa fondation jusqu'à nos jours (Fontenay-le-Comte, Fillon, 1852).
- LA FONTENELLE DE VAUDORÉ (A. D. de). — Histoire du monastère et des évêques de Luçon (*Archives historiques du Bas-Poitou*, tome II. Gaudin fils, 1847. Fontenay-le-Comte).
- PAWLOWSKI (Auguste). — Le golfe du Poitou à travers les âges, d'après la géologie, la cartographie et l'histoire (Bulletin de géographie historique, 1901, pp. 87-313).
- LA POPELINIÈRE (Lancelot Voisin, sieur de). — La vraie et entière histoire des troubles et choses mémorables avenues tant en France qu'en Flandres et pays circomvoisins depuis l'an 1562 (La Rochelle, Davantès, 1573).
- Recueil des Edits, déclarations, arrests et règlements concernant le dessèchement des marais* (Paris, chez Rault, 1765, avec privilège du roi). (Se trouve aux archives nationales AD^{IV}4.
- Des Villates en France et au Pays-Bas (Haarlem-Enschédé, 1881).

Sources manuscrites ou non publiées.

1° ARCHIVES NATIONALES :

Procès-verbal de visite des achenaux par Pierre Brisson (copie collationnée, faite le 15 avril 1599 par François Brethé et Pierre Jacques, notaires à Champagné). *Q*¹ 1598, *Q*¹ 1595 et 1598.

Recueil d'Édits et déclarations... (Paris, Prault, 1765). *AD* ^{IV} 4.
Rôle de répartition entre les habitants de la commune de Lairoux du 27 avril 1712, à cause de leur marais commun, pour le recurement du nouveau canal du Lay.

Soumission de Veillon, caution de Charles Gobin, adjudicataire du bail à rabais pour le recurement du canal de la rivière du Lay. Fait à Luçon, 15 octobre 1712.

Extrait des registres et des capitulaires de l'abbaye de Saint-Michel en l'Herm, ordre de Saint-Benoît, congrégation de Saint-Maur (10 mars 1713). *G*⁷ 1671.

Pièces relatives à l'opposition faite au rôle imposé par arrêts du conseil du 4 août 1711 et 11 octobre 1711, et rôle du 18 octobre 1711. *G*⁷ 1671.

Carte manuscrite du nouveau canal du Lay. *G*⁷ 1671.

Pièce relative au communal de la Tranche. *H* 1489².

2° ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE LA VENDÉE :

Partage du Petit Poitou du 19 octobre 1646. (Copie imprimée.)
Série E, liasse 9.

Arrêt du 22 août 1645 (concernant le Petit Poitou) (imprimé).
Série E, liasse 9.

Procès-verbal des dégradations faites aux marais du Petit Mailleais par les habitants de Chaillé (dressé par François Guibonnot, sieur du Val, conseiller du roi à La

- Rochelle, le 4 août 1644) (imprimé). *Série E, liasse 9.*
- Arrêt du conseil du 13 novembre 1643 qui condamne le chapitre de Poitiers à traiter avec Siette pour ses terres des Chapellenies (imprimé). *Série E, liasse 9.*
- Acte de pictement (23 novembre 1640) entre les intéressés et Cailler, secrétaire de l'évêque de Mallezais (imprimé). *Série E, liasse 9.*
- Quittances constatant le paiement de travaux effectués à divers canaux du Petit Poitou. *Série E, liasse 18.*
- Arrêt du conseil d'État du 24 janvier 1657 qui déboute Siette de sa réclamation contre l'édit de juillet 1656 qui portait une taxe de douze livres par arpent pour les marais desséchés. *Série E, liasse 9.*
- Arrêts du 4 août 1711, du 28 octobre 1713, du 3 sept. 1718, du 28 mai 1722, du 31 octobre 1724 et du 12 avril 1727. (Marais de la Claye). *Série E, liasse 5.*
- Mémoire de 1696 qui constate la ruine des travaux. *Série E, liasse 2.*
- Mémoire par lequel en 1722 les religieux de Bois Grolland se soumettent aux arrêts de 1704 et 1711 et offrent de contribuer aux réparations du Lay. *Série E, liasse 5.*
- Mémoire présenté par M. Merland, avocat à Fontenay, à Monseigneur le comte de Blossac, intendant à Poitiers, pour les habitants de Vix, contre le sieur Gerbault. *Série E, liasse 11.*
- Copie d'une lettre du Directeur de Vix à l'abbesse de Saintes en 1742. *Série E, liasse 11.*
- Transaction du 19 juillet 1659 entre les seigneurs de Marans et les intéressés au dessèchement de Vix, pardevant René Loyne, notaire à La Rochelle (copie de 1743). *Série E, liasse 11.*
- Procès-verbal de visite du Bot Grolleau, le 9 décembre 1682, (Marais de Saint-Michel). *Série E, liasse 8.*
- Pièce concernant les marais Sauvage, Garreau et des Ablettes. *Série E, liasse 3, p. 42.*

- Difficultés soulevées par l'emblavement (Marais Garreau). *Série E, liasse 3*, p. 12.
- Procès entre le Marais Garreau et le curé de Vouillé. *Série E, liasse 3*, p. 80 à 96.
- Copie de l'acte notarié par lequel le comte de Marans autorisa l'écoulement des eaux, du marais Garreau par son canal. *Série E, liasse 3*.
- Reconnaissance par les propriétaires du marais Garreau d'un sol de cens par arpent au profit du sieur d'Aligre, seigneur de Marans, pour leur canal sur les terres de Marans. *Série E, liasse 3*, p. 13.
- Partage du marais Garreau du 13 décembre 1653 (acte de Grignon et Robert, notaires royaux à Fontenay). *Série E, liasse 3*, p. 26.
- Association pour une sixième partie dans le marais Garreau de René du Chatelier Barlot (acte du 4 janvier 1648. — Copie collationnée devant Beau, notaire à Velluise, le 4 février 1666). *Série E, liasse 3*.
- Acte de Robert, notaire à Fontenay, du 6 janvier 1648 par lequel du Chatelier achète la part de Jacques Ayraud, dans le dessèchement du marais Garreau. *Série E, liasse 3*.
- Baillette du 10 février 1641, pardevant Bonnet et Baudon notaires à Fontenay (Marais Garreau) (copie imprimée). *Série E, liasse 3*, p. 23.
- 3° ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE LA VIENNE. — Commanderie de Puyravault. *H^s 859*.
- 4° ARCHIVES COMMUNALES DE MARANS. — Une liasse contenant des pièces relatives aux dessèchements des marais. — Collection des registres des anciens notaires de Marans (surtout les registres de Favreau).
- 5° ARCHIVES DE LA SOCIÉTÉ DU PETIT POITOU, à Chaillé les-Marais. — Registres des délibérations de cette société.

- 6° ARCHIVES DE LA SOCIÉTÉ DE VIX (surtout liasse 1). — Registres des délibérations. (Ces archives sont à Fontenay-le-Comte, chez le caissier de la société.)
- 7° ARCHIVES DU VIEUX DESSÉCHÉ DE CHAMPAGNÉ et registres des délibérations (chez le directeur).
- 8° ARCHIVES DU MARAIS DE MOUILLEPIED et registres des délibérations (chez le directeur).
- 9° ARCHIVES DU MARAIS DE SAINT-MICHEL et registres des délibérations (chez le directeur).
- 10° ARCHIVES DU MARAIS DE LA CLAYE et registres des délibérations (chez le caissier).
- 11° REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU COMMANDEUR (chez le directeur).
- 12° REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DES MARAIS DUDEVANT, AUX TAURES ET GROS AUBIER (chez le directeur).
- 13° REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU MARAIS DES ABLETTES (chez le directeur).
- 14° ARCHIVES ET REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU MARAIS DE LA VACHERIE (chez le directeur).
- 15° ACTE CONSTITUTIF ET DÉLIBÉRATIONS DU MARAIS DE LA PIRONNERIE (chez le directeur).
- 16° ARCHIVES DU MARAIS DE MORICQ (chez le caissier).
- 17° REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU MARAIS DE TRIAIZE (chez le directeur).

II. — Bibliographie juridique (1).

- DALLOZ. — Répertoire (Article Marais, n° 78).
Bulletin de l'Hydraulique Agricole (publié par le ministère de l'Agriculture).
DUFOUR. — Droit administratif (Supplément, t. 4, p. 742 et 743. Tome 5, p. 99. Tome 6, p. 551).
AUCOC. — Conférences (tome 2, n° 883).
DUCROCQ. — Cours de droit administratif (tome 2, 6^e édition, n° 1574).

Cartes.

- Atlas cantonal de la Charente-Inférieure.* — (Canton de Marais).
Atlas cantonal de la Vendée. — (Cantons de Chaillé-les-Marais. Le Luçon. Les Moutiers-les-Mauxfaits. Le Vix.)
MAIRE. — *Carte générale du bassin de la Sèvre Niortaise.* Niort, H. Echillet, 1861.
Il existe aussi des cartes spéciales à chaque marais de quelque importance.

1. Nous n'avons trouvé aucun ouvrage traitant de l'administration de ces anciennes sociétés de marais.

CHAPITRE PREMIER

INTRODUCTION HISTORIQUE

§ 1. — Origine de ces marais.

Nul document sérieux et authentique ne permet de préciser l'époque à laquelle la mer des Pictons couvrait les immenses marais que nous voyons sur les rives de la Sèvre Niortaise, de la Vendée et du Lay. Cependant l'absence de tout monument druidique dans ces terrains d'alluvion (1) ; la trace de nombreuses villas romaines sur ce qui était autrefois le littoral du golfe, au Bernard (2), à Nalliers, au Langon, rapproché au goût particulier des Romains pour les constructions au bord de la mer, permettent de présumer que l'océan occupait encore le golfe à l'époque celtique et à l'époque romaine.

Antérieurement à cette immersion, ces marais avaient ils été primitivement découverts ou étaient-ils toujours

1. PAWLOWSKI : (Voyez index bibliographique).

2. *Antiquités du Bernard*, par l'abbé BAUDRY.

restés ensevelis sous les eaux ? Géologues et géographes se rallient généralement à la première opinion : « Devant l'incertitude des documents acquis, nous dit l'un d'eux, je crois qu'il convient simplement de constater avec Masse que la mer a envahi à une époque lointaine le pays des Santons et a constitué alors le golfe de Poitou, que, depuis, elle tend à abandonner (1). »

Que l'on accepte ou non cette idée, il faut admettre qu'à une époque plus ou moins éloignée le golfe de Poitou formait une immense mer découpée de promontoires et semée d'îles et d'îlots. Pour la partie située au nord de la Sèvre et qui seule nous intéresse il est facile d'en suivre les contours. Les terres hautes de Longeville formaient l'extrémité nord ; en s'avancant vers le fond du golfe, on trouvait Angles, Saint-Benoît, Curzon, Le Champs Saint-Père, La Couture, La Bretonnière, La Claye, Lairoux ; Saint-Denis-du-Payré se dessinait en promontoire ; puis venaient Chasnais, Les Magnils, Luçon, Sainte-Gemme, Nalliers, Mouzeuil, Le Langon, Le Poiré, Doix ; le Gué de Velluire formait un autre promontoire ; ensuite Montreuil-sur-Mer, Oulmes ; Benet et Coulon étaient au fond du golfe.

Les îles nombreuses qui émaillaient alors le golfe de Poitou se distinguent encore facilement aujourd'hui : parmi elles, les unes élevées et d'une structure géolo-

1. PAWLOWSKI. — Dans le même sens : ARCÈRE : *Histoire de La Rochelle*. — Statistique de la Charente inférieure. — CAVOLEAU — *Contra*. FLEURIAU DE BELLEVUE.

gique semblable à celle de la côte que nous venons de décrire, durent exister de tout temps, on les appelle les îles hautes : ce sont l'île de la Bretonnière, qui est la plus au nord ; — l'île de la Dive sur la côte du golfe de l'Aiguillon ; — l'île de Grues ; — l'île de Saint-Michel en l'Herm ou les moines de Herio (Noirmoutier) fondèrent un monastère en l'an 682 ; — l'île de la Dune, près de cette dernière ; — l'île de Chaillé qui domine aujourd'hui le marais ; — l'île de Vix ; — l'île de Maillezais, la plus grande : en 1010 Guillaume IV, comte de Poitou, y fonda un couvent de Bénédictins ; — enfin l'île d'Elle au confluent de la Vendée et de la Sèvre. — Les îles basses au contraire ne durent apparaître que lorsque la mer commença sa retraite ; ce sont : les îles de Triaize et du Vigneau ; — l'île de Champagné, Puyravault et Sainte-Radégonde ; — l'île de Moreilles , — l'île de Nesne (aujourd'hui Aisne) ; — l'île du Sableau ; — l'île de Vouillé ; — l'île de Montnommée, — et d'autres moins importantes.

Sans nous arrêter à la légende rapportée par Allard de la Besnière, d'après laquelle les eaux de la mer qui venaient se mêler à celles du marais disparurent tout à coup dans la nuit qui précéda la fête de tous les saints en 1460 (1), nous admettrons que la mer se retira peu à peu comme elle le fait encore aujourd'hui dans l'anse de l'Aiguillon, faible vestige de l'ancien golfe.

1. Cité par CH. ARNAUD : *Histoire de Maillezais*, p. 231.

En même temps des dépôts de vases se formèrent et élevèrent le niveau du sol, moins par les apports des fleuves côtiers comme on le prétend généralement (1), que par les apports de la mer elle-même. Il est maintenant prouvé que les courants littoraux transportent du sud au nord des matières qui proviennent de l'embouchure de la Gironde. Ces matières sont en telle abondance qu'elles ont produit la pointe de l'Aiguillon et qu'elles comblent peu à peu l'anse du même nom (2).

Bientôt ces atterrissements ne furent plus couverts par la mer qu'aux grandes marées d'équinoxe. Sur ce sol d'alluvion encore boueux et fangeux les plantes aquatiques naquirent et se multiplièrent rapidement. Leurs déchets constituèrent une couche de terre végétale sur laquelle se formèrent dans la suite d'excellents pâturages (3).

Telle est l'origine de ces vastes marais ; le doute n'est pas possible pour celui qui a observé ce qui se passe encore de nos jours au fond de la baie de l'Aiguillon. Nous recommandons aux incrédules une excursion à l'extrémité du canal de Luçon : la nature leur parlera d'une manière beaucoup plus éloquente

1. ARCÈRE : *Histoire de La Rochelle* (Introduction). — COMTE DE DIENNE : *Histoire du dessèchement des lacs et marais de France*.

2. Note sur l'amélioration du cours inférieur du Lay. (Se trouve aux archives des sociétés intéressées.)

3. CAVOLEAU. *Statistique de la Vendée*.

que nous ne pourrions le faire. Ils remarqueront tout d'abord des digues parallèles, la dernière très près de la mer, la première à huit ou neuf cents mètres en arrière : elle marquent les étapes successives de la conquête de l'homme sur l'Océan. En dehors de la dernière digue construite il y a trente ans à peine et qui n'est plus battue par les flots qu'aux grandes marées s'étendent de vastes terrains : boueux et fangeux à gauche, ils sont plus raffermis à droite. Sur les premiers, il ne pousse encore que des herbes marines, mais en grande quantité, c'est ce qu'on appelle les misottes. Les seconds sont déjà revêtus d'une herbe tendre que paissent de nombreux moutons. Bientôt ces lais de mer seront vendus par l'État avec clause d'endiguement obligatoire sous peine de déchéance ; une nouvelle digue s'élèvera pour les clore et les protéger ; on creusera de petits fossés pour les drainer et les dessécher plus complètement. L'herbe fera place à de riches moissons d'orge et de fèves, cultures préférées pour les terrains nouvellement conquis sur la mer.

Il n'est pas permis de nier le séjour de la mer sur ces marais, avons-nous dit ; en effet la constitution géologique du sol, les coquillages de toute sorte que l'on y trouve, les vestiges d'anciens ports que de savantes recherches ont fait découvrir, tout prouve l'immersion de ces terrains.

Une question plus délicate est celle de savoir à quelle époque ces terrains ont été suffisamment découverts pour

pouvoir servir de pâturages et supporter utilement le travail de la charrue.

La Popelinière qui écrivait vers 1570 ne donne que des renseignements peu précis : « Outre le plus véritable témoignage des pancartes et des vieux titres, tant de Luçon que de Saint-Michel et d'ailleurs ; se trouvent encore plusieurs anciennes personnes en ces lieux qui se disent assurés de leurs vieux pères, que du temps de leurs ancêtres, la grande mer couvrant tout le pays, venait flotter à Luçon (1). »

Beaucoup plus précieuses sont les chartes par lesquelles les seigneurs, propriétaires de ces marais, en faisaient don aux abbayes qui s'étaient fondées sur la côte et sur les îles. En 1090 nous voyons Pepin, seigneur de Talmont concéder aux moines du prieuré de Fontaines les marais d'Angles « ad arandum, seminandum, atque metendum (2) ». Déjà en 1061 Beraud avait donné à l'abbaye de Saint-Maixent la moitié du pacage de Vouillé (2). Ces chartes de concession deviennent ensuite de plus en plus nombreuses : les seigneurs cédaient facilement aux demandes des moines et leur abandonnaient des territoires qui pour eux étaient sans profit.

C'est alors que la vie monastique brilla de tout son éclat en Bas-Poitou : les monastères possédaient de

1. LA POPELINIÈRE : livre 5, p. 150.

2. P. MARCHEGAY : Cartulaire du Bas-Poitou, p. 95.

vastes domaines, incultes il est vrai, mais les nouvelles règles de Cîteaux qui prescrivaient les travaux du corps venaient d'être adoptées : les moines se mirent au travail avec une activité étonnante et transformèrent ces marais qui restèrent florissants jusqu'à la guerre de Cent ans. Les mœurs monastiques étaient encore pures à cette époque et la cupidité ne fut pas l'aiguillon qui poussa les moines à travailler ainsi : puissants déjà, quoique pauvres, ils protégeaient les faibles et avaient conscience d'un devoir social à remplir : le dessèchement des marais ouvrait un champ vaste à leur activité bienfaisante. Mais, possédant la plus grande partie des terres, ils profitèrent les premiers de leurs travaux et acquirent des richesses considérables : peu à peu leur oisiveté les rendit inutiles, parfois même leur immense orgueil aidé par leur puissance les fit dangereux et nuisibles.

Lorsqu'après la guerre de Cent ans et les guerres de religion il faudra songer à remettre en état les marais ruinés et délabrés, les moines ne se sentiront plus le courage d'entreprendre des travaux aussi considérables ; ils préféreront aliéner leurs domaines à de grandes et puissantes sociétés, moyennant des droits de cens et de terrage ; les moines de Saint-Michel entreprendront cependant de grands ouvrages, mais ce ne sera plus en s'inspirant de l'intérêt public, mais poussés par la plus basse cupidité qui leur fera oublier les principes les plus élémentaires de justice et commettre de

lourdes fautes dont toute une région souffre encore aujourd'hui (1).

§ 2. — Premiers essais de dessèchement
jusqu'en 1599 (2).

On peut affirmer qu'à la fin du xii^e siècle la mer était retirée, mais ces marais étaient encore couverts une grande partie de l'année par les eaux du Lay, de la Vendée, de l'Autise et de la Sèvre : les lits peu profonds et sans pente de ces rivières ne pouvant suffire à porter à la mer les eaux pluviales qui descendaient des plaines du pays niortais ou du bocage vendéen. Les terrains n'étaient à sec que pendant un été plus ou moins long suivant les régions et les années ; mais la fertilité de ces alluvions était telle que quelques mois suffisaient à les couvrir de riches récoltes.

La Popelinière nous parlant des environs de Marans, nous dit : « Tout le contour et ceinture de Marans

1. Voir plus loin le long procès entre les intéressés du marais de la Claye et les moines de Saint-Michel.

2. Nous n'insisterons pas sur ces premiers essais de dessèchement, nous bornant à indiquer ce qu'il est indispensable de connaître pour juger ce qui avait été fait et ce qui restait à faire à l'aurore du xvii^e siècle. Nous ne pourrions du reste rien ajouter à la savante étude de M. Étienne Clouzot, archivistepaléographe : Les marais de la Sèvre et du Lay du x^e à la fin du xvi^e siècle. (*Bulletin de la société des antiquaires de l'Ouest*, t. XXVII, 2^e série, année 1903.)

n'est que mer et grans mareses, lesquels tout l'hyver sont plains d'eau, et quand l'eau ne serait tant grande, si chargez de vases et grosses boues que l'homme, ne cheval n'en sauroient bonnement sortir,... mais en l'esté... les mareses et avenues (canaux) viennent tout à sec, par la chaleur qui enlève l'humidité des mareses en l'air (2). »

Au XIII^e siècle, à la suite de donations et d'acquisitions à titre onéreux, presque tous les marais du Bas-Poitou étaient entre les mains des moines. L'abbaye de Saint-Michel-en-l'Herm fondée en 682 par des moines venus de l'abbaye d'Herio (Noirmoutier), possédaient des marais aux environs de Saint-Michel, Grues et Saint-Denis-du-Payré; l'abbaye de Luçon, les marais de Luçon et de Triaize. Sur la rive droite du Lay les marais étaient la propriété des religieux de Talmont, d'Angles et de Fontaines.

Au sud du canal de Luçon, les religieux de Moreilles disposaient d'un vaste territoire. En l'an 1199, Pierre de Volvire, ou de Veluire, seigneur de Chaillé, leur avait donné des marais importants, francs et quittes de tous les droits utiles, sauf le droit de chasse. Il leur avait de plus concédé le droit de faire des bots et canaux partout où ils voudraient dans l'étendue de sa seigneurie, et les moines s'étaient engagés à faire un canal d'écoulement en avant de Gorz(?) dans la direction de

1. LA POPELINIÈRE, livre XI, p. 319.

la mer (1). De 1216 à 1220 ils avaient reçu d'autres libéralités du même seigneur (2).

En 1207, le même Pierre de Volvire avait donné son marais de Chaillé aux abbayes de Nieul et de Maillezais, sans même se réserver le droit de chasse (3).

Nieul n'avait eu qu'un quart sous le nom de seigneurie du Petit-Nieul ; et Maillezais tout le reste sous le nom de seigneurie du Petit-Maillezais.

L'abbaye de l'Absie, en Gastine, possédait aussi quelques marais au sud de Chaillé ; et nous avons déjà vu qu'en 1031 Beraud avait donné à l'abbaye de Saint-Maixent la moitié du pacage de Vouillé (4).

Enfin à Puyravault il y avait une commanderie des hospitaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem qui possédait des marais au nord-est de Puyravault (5). Les terres des Chapellenies de l'autre côté de l'île appartenaient au chapitre de Poitiers.

Si l'on ajoute à ces vastes possessions monacales les marais de Champagné, du Langon et du comté de Marans qui appartenaient aux seigneurs de ces lieux, on a un tableau à peu près complet des propriétaires qui se

1. P. MARCHEGAY : Un document par canton : Chaillé-les-Marais. *Annuaire de la Société d'émulation de la Vendée*.

2. LA FONTENELLE DE VANDORÉ : Histoire du monastère et des évêques de Luçon, p. 37.

3. DOM FONTENEAU, cité par CHARLES ARNAUD, p. 146.

4. P. MARCHEGAY, *Cartulaire du Bas-Poitou*, p. 95.

5. Les archives de la Vienne possèdent trois liasses et six registres in-folio de titres concernant Puyravault.

partageaient les marais du Bas-Poitou, de Longeville à la Vendée.

Nous ne parlons pas dans ce paragraphe des marais situés entre la Vendée et la Sèvre, car aucun effort ne fut tenté avant le ^{xvii}^e siècle pour en accélérer le dessèchement.

Frappés de la fécondité exceptionnelle de cette terre à laquelle quelques mois d'été suffisaient pour produire une récolte rémunératrice, les moines n'eurent plus qu'un seul but : favoriser par des moyens artificiels l'écoulement des eaux qui l'ensevelissaient chaque hiver, afin de découvrir plus de terre qu'il ne s'en découvrait naturellement, et de diminuer le plus possible la durée de submersion de celles qui déjà étaient cultivables.

Le premier travail fut effectué moins dans un but de dessèchement que dans un but de navigation : c'est le canal de Luçon. On l'a parfois considéré comme s'étant formé naturellement par le retrait des eaux. Nous admettons facilement que la mer en se retirant laissa un russon, comme elle le fait toujours dans les terrains qu'elle abandonne ; mais d'un russon à un canal navigable il y a un grand pas qui ne peut être franchi que par le travail de l'homme. Or, dès la fin du ^{xii}^e siècle ce canal était navigable et servait à un trafic important.

En l'année 1192, Geoffroi, seigneur de Marans concéda le marais de l'Alouette, au nord de Marans, aux abbayes de la Grâce de Dieu, de Charron et de Saint-

Léonard-des-Chaumes, qui, pour dessécher leur nouvelle propriété, construisirent le bot de l'Alouette, allant du village d'Aisne à la Sèvre en traversant leurs terres (1).

De leur côté, les religieux de Moreilles usèrent largement du droit d'« abotamentum » que leur avait donné Pierre de Volvire en 1199 et creusèrent le canal de Bot-Neuf pour remplir l'engagement qu'ils avaient pris en acceptant cette donation. Ce nom de Bot-Neuf semble bien indiquer des ouvrages antérieurs.

Peut-être le bot de Vendée construit par les mêmes moines est-il antérieur : il prenait au rocher de Chaillé pour aboutir au canal de Luçon. Deux canaux lui étaient perpendiculaires et allaient directement à la mer : c'étaient l'achenal de la Pironnière qui passait près de la cabane (2) actuelle de la Pironnière, et l'achenal de Champagné qui existe encore. Enfin c'est aussi à cette époque que furent creusés, entre l'île de Champagné et la mer, d'autres canaux secondaires : l'achenal de l'Houmeau entre le canal de Luçon et celui de Champagné, l'achenal de la Grénetière entre le canal de Champagné et celui de la Pironnière ; enfin

1. *Archives historiques de Saintonge et Aunis*, t. XI, p. 23 et suivantes (citées par Clouzot). Le terme bot est très peu précis à cette époque : il désigne généralement une digue ou levée, mais aussi parfois le canal qui coule aux pieds, ou l'ensemble.

2. *Cabane* : nom donné aux fermes du marais.

l'achenal du Bourdeau (1). Peut-être même, ces marais étaient-ils déjà protégés contre la mer par des digues ou bords de garde.

C'est aussi au XIII^e siècle qu'il faut faire remonter les premiers ouvrages des hospitaliers de Puyravault pour dessécher leur marais du Commandeur qu'ils entourèrent d'une ceinture de digues et coupèrent par l'achenal de l'Hôpital (2), qui allait directement à la mer. Sur la droite de ce canal et à peu de distance se trouvait l'achenal de la Fenouse. Le Chapitre de Saint-Pierre de Poitiers, trop éloigné pour agir lui-même confia aux hospitaliers le soin de dessécher ses terres des Chapellenies, moyennant dix sols tournois par an.

Les moines de Nieul et de Maillezais construisirent le Bot de l'Œuvre Neuf pour garantir leur marais de Chaillé des inondations. Cet ouvrage important devait se composer d'une digue et d'un canal : la route du Sableau à Marans dut emprunter cette digue et une partie du canal subsiste encore entre la Perle et le Bouïl sous le nom corrompu de canal de Livreneuf. Il y avait aussi l'Etier de Morillon qui prenait au rocher de Chaillé et rejoignait le Bot au-dessous du Bouïl : il fut probablement creusé par les mêmes moines. Il faut

1. Procès-verbal de visite du 7 mars 1527. *Bibliothèque de Niort*, carton 144, n° 5. Collection La Fontenelle de Vandoré. Clouzot, pièces justificatives XIV et XVII.

2. Ce que l'on appelle aujourd'hui : Chenal de l'Épine, n'était alors que la continuation de ce canal.

enfin signaler un Etier de Chaillé et un achenal de la Tranchée, sans pouvoir dire quels étaient leurs auteurs ni leur situation (1).

Tous ces travaux améliorèrent beaucoup l'état des marais voisins, mais il en est d'autres plus importants dont l'influence salubre fut beaucoup plus grande ; ceux-ci, en raison du travail et des dépenses qu'ils exigèrent, nécessitèrent le groupement en association des propriétaires les plus intéressés à l'amélioration de toute la contrée. Le Bot de l'Anglée, l'achenal des cinq Abbés et l'achenal le Roy sont de ce genre. Dans leur succession on saisit facilement une suite très marquée et l'intention de perfectionner par un nouvel œuvre ce qui est déjà fait mais ne suffit pas, ou de remplacer ce qui a été détruit.

Les seigneurs spirituels et temporels des marais du Langon, Moreilles, Chaillé, Vouillé, etc... comprirent dès le commencement du xiii^e siècle que leur grande ennemie, dans l'œuvre de desséchement qu'ils entreprenaient, était « la Vendée qui passe à Fontenay et qui submergeoit et emplissoit ainsi ces marais et ne pouvoit évacuer et demouroit comme eau endormie tout le temps d'été, car l'hiver elle passoit partout (2) ». Ils firent des remontrances à la cour et le roy envoya des commissaires : « Il fut advisé qu'il serait fait un bon, large et profond acheneau, ne gâtant la terre que par

1. CAVOLEAU, p. 66.

2. *Chronique du Langon*, livre 1^{er}, n^o VII.

un côté, qui prendrait au travers des terres de Vouillé rendant vers Marans, appelé le bot et acheneau de Langlée ; ainsi fut fait. » Ce bot devait être un ouvrage considérable car il réussit à contenir les eaux de la Vendée débordée ; l'achenal qui était au pied était un puissant auxiliaire du lit de cette rivière. Les marais de Nieul et du Langon prirent de suite une grande valeur : « Il n'entrait point d'eau vers le Langon, sinon par dessous un arceau auquel il y avait porte en fer pour garder de passer l'eau, et quand les Langonnois en voulaient avoir, il leur en était laissé passer à leur suffisance pour améliorer leurs marais (1). » C'est la première fois que l'on voit en Bas-Poitou un système de dessèchement et d'irrigation combiné. Ce bot dut être fait avant 1217 (2).

On s'aperçut vite que les marais de Chaillé et de Vouillé ne tiraient que peu de bénéfices du Bot de l'Anglée. C'est alors que se forma une puissante association, groupant les abbés des cinq grands monastères qui possédaient des marais autour de Vouillé et Chaillé : c'étaient les abbés de l'Absie, de Saint-Maixent, de Maillezais, de Nieul et de Saint-Michel-en-l'Herm. En 1217 ils obtinrent une charte de concession de Pierre de Volvire, seigneur de Chaillé, et une autre de Porteclic, seigneur de Marans, pour faire un canal. Cet achenal porte encore aujourd'hui le nom d'Achenal des

1. *Chronique du Langon.*

2. CLONZOT, p. 29.

cinq Abbés et n'a rien perdu de son importance (1).

Le bot de l'Anglée achevé, on construisit aussi une chaussée du Poiré à Velluire, « sur laquelle on cheminait à pied ». Cette chaussée qui ne laissait à la Vendée que les arceaux de la Carvane pour s'écouler, fit grossir les eaux vers Fontenay. Une crue subite décida les habitants du faubourg des Loges, qui était inondé, à venir couper non seulement la chaussée du Poiré à Velluire, mais aussi le bot de l'Anglée. « Les eaux allèrent partout et le dommage fut pis qu'auparavant. » Le pays s'émut et les paroisses qui souffraient le plus de cet état de chose : Coussaye, Le Langon, Mouzeuil, Velluire, et Sainte-Gemme-la-Plaine se réunirent et présentèrent leurs doléances à la cour : le roy nomma de nouveaux commissaires. C'est alors que l'on arrêta le projet de l'Achenal le Roy, en 1283, sous Philippe III, pour concilier les intérêts du marais et ceux de Fontenay. Ce canal commençait à l'Anglée et se jetait dans le canal de Luçon ; il servait à l'écoulement rapide des eaux que la Vendée répandait sur les marais de Nieul et du Langon. Aujourd'hui sa partie supérieure subsiste sous le nom de « canal des trois fossés » et sa partie inférieure est connue sous le nom de canal des Hollandais. Les frais furent répartis entre les paroisses réclamautes, plus celles d'Auzais, de Petosse, de l'Hermennault, de Pouillé, de Saint-Valérien, et de Saint-Lau-

1. Voir au chapitre : *Écours généraux*.

rent-de-la-Salle, qui avaient un intérêt aussi grand que les premières à ce que cet ouvrage soit fait. C'est l'apparition de ce principe fondamental du droit des marais : celui qui profite d'un ouvrage doit contribuer à sa confection et à son entretien.

Plus près des terres hautes de la plaine, on fit le contrebot le Roi.

Nous manquons de documents pour les marais du bassin du Lay : il faut se borner à constater que les religieux de Talmont, Angles, Fontaines et Bois-Groland exploitaient les marais d'Angles et de la Claye. Entre le Lay et le canal de Luçon, les moines de Luçon et de Saint-Michel devaient dès le ^{xiii}^e siècle s'occuper de l'amélioration de leurs marais : le bot Bourdin doit dater de cette époque. Malheureusement les guerres de religion, au ^{xiv}^e siècle ont fait disparaître les titres de ces deux abbayes. Une croyance populaire veut que les archives du chapitre de Luçon aient été jetées par les protestants dans un puits sous les cloîtres de l'évêché. Ce fut le farouche huguenot, Des Villates, seigneur de Champagné, qui les 8 et 9 janvier 1569 s'empara de l'abbaye de Saint-Michel et la livra au pillage.

Tels furent les travaux de dessèchement du ^{xiii}^e siècle, ils sont assez considérables pour mériter d'être relatés. Ils nous intéressent surtout parce qu'ils nous permettent de constater que dès cette époque, par deux fois, l'autorité royale intervint en nommant des commis-

saires : la première intervention aboutit à la construction du Bot de l'Anglée, la seconde à l'ouverture de l'Achenal le Roy.

Quels étaient les pouvoirs de ces premiers commissaires royaux ? Bien que nous n'ayons pas de textes précis, on peut répondre qu'ils avaient pour mission de constater l'état des lieux, d'ordonner les réparations et travaux neufs qu'ils jugeaient nécessaires, et de les surveiller. Enfin de déterminer ceux qui devaient contribuer aux frais soit en argent, soit en nature, et de contrôler l'emploi des deniers. Ils eurent toujours soin de consulter les seigneurs temporels et spirituels du pays (1).

A la fin du ^{xiii}^e siècle ces marais étaient desséchés, on y voyait de gras pâturages et d'abondantes moissons qui faisaient la richesse du pays. Les travaux faits étaient suffisants, il n'y avait plus qu'à pourvoir à leur entretien. Mais en 1346 la guerre de Cent ans vint jeter le trouble et démoraliser paysans et moines qui ne se sentirent plus le courage de faire aucun effort. Les ouvrages non entretenus ne servirent plus utilement à l'écoulement des eaux qui inondèrent le marais et de son côté la mer regagna une partie des terrains qui lui avaient été arrachés au prix de grands sacrifices. Ce fut en masse que le peuple émigra et les évêques eux-

1. Clouzot : pièce justificative XX.

mêmes furent des premiers à donner le mauvais exemple : l'évêque de Luçon alla à Fontenay et Thibaud de Lucé, évêque de Maillezais, se réfugia à la cour.

En 1409 seulement la royauté s'émut de cet état de chose et nomma des commissaires pour la réparation des marais. Malheureusement leur activité dut s'exercer sur un champ trop vaste, aussi n'obtinrent-ils aucun résultat pratique. Ces commissaires étaient Jean de Masle, évêque de Maillezais, et Guillaume Taveau, seigneur de Mortemer. L'historien de Maillezais nous rapporte que Jean de Masle convoqua à Fontenay tous ceux qui devaient contribuer aux réparations pour recevoir leur avis et leur donner les siens (1).

En 1438, de nouveaux commissaires furent nommés pour visiter et faire réparer les achenaux. Leur tâche était difficile surtout pour la perception des contributions. Les paroisses payèrent en nature; les abbayes, ruinées par la guerre, opposèrent une vive résistance et cherchèrent à se faire exempter. A toutes ces difficultés vinrent s'ajouter une foule de procès entre particuliers : les commissaires furent dans l'impossibilité de faire œuvre utile.

En 1455, nouveaux commissaires et nouvelle visite. Une assemblée générale réunit les intéressés le 2 janvier 1456 (2). Des travaux de réfection furent alors entre-

1. CHARLES ARNAUD, p. 224.

2. *Annuaire de la Société d'émulation de la Vendée*, 1883, p. 98.

pris à Chaillé, Puyravault et Champagné où les bords élevés contre la mer furent réparés.

Les moines de Luçon devenus chapitre de Luçon et les moines de Saint-Michel continuèrent leurs travaux. En 1481 les biens du chapitre étaient certainement endigués, car le 10 juillet 1481, le sénéchal de Poitou donna des ordres contre Jean de la Trémouille qui se permettait de faire pacager des bestiaux sur le grand bot. A la fin du xv^e siècle, les Michelins desséchèrent la riche cabane de Ribandon (1). Sur la rive droite du Lay, les marais d'Angles, Longeville et La Tranche n'étaient d'aucune utilité.

Nous arrivons ainsi au xvi^e siècle où nous sommes obligés de constater une ruine presque complète de tous les travaux antérieurs, même de ceux refaits après la visite de 1455. Le pays fut abandonné de nouveau et ce ne fut qu'en 1526, le 11 août, que le roi manda au sénéchal de Poitou de contraindre « tous evesques, abbez et aultres gens d'église, nobles, roturiers » à faire les réparations. Le 7 mars 1527 de nouveaux commissaires furent nommés. Tous les propriétaires de la région reconnurent la nécessité des réparations et les travaux furent immédiatement commencés : l'effort porta surtout sur les bords de garde contre la mer et les achenaux furent un peu délaissés : cette visite ne fut

1. LA FONTENELLE DE VANDORÉ : *Histoire du Monastère et des évêques de Luçon*, pp. 145 et 153.

utile qu'aux marais situés entre l'île de Champagné et la mer.

En 1530, le seigneur du Langon ouvrit un canal du Langon à Marans ; son entreprise dut se borner à continuer jusqu'au Langon, en l'élargissant peut-être, le canal de l'Œuvre-Neuf. Ce canal était plus précieux pour la navigation que pour le dessèchement.

Des lettres patentes du 23 janvier 1568 ordonnèrent encore les réparations nécessaires : elles furent suivies de quelque exécution, surtout de la part de l'abbé de Moreilles qui fit construire des portes à l'achenal de Bot-Neuf. Le canal du Langon fut curé. Tous ces travaux devaient disparaître durant la seconde moitié du xvi^e siècle, époque où les guerres de religion désolèrent le pays. Seuls à cette époque, les marais de Saint-Michel et de Triaize eurent une prospérité relative si l'on en croit le tableau que la Popelinière nous en a tracé : il nous les montre comme déjà protégés par un système perfectionné de portes « bien barrées de fer..., faites néanmoins de telle sorte que la mer ne les peut si près serrer, qu'elle ne trouve des fentes et pertuis pour passer outre : et ainsi peu à peu appaisat sa cholère, elle passe et va toujours six heures durant, augmentant et croissant l'eau. Puis ce temps fini, elle fait son retour en autant d'heures : lors elle fait ouvrir ces portes et baissant l'eau, peu à peu amoindrit en ces chenaux ; allant ainsi et venant deux fois par jour : voilà comme

tous ces pays sont préservés du déluge et inondation de la mer (1) ».

En 1598 et 1599 Pierre Brisson, sénéchal de Fontenay, fit deux visites qui n'eurent aucun résultat ; c'est alors que Henri IV fit appel aux lumières et à l'expérience des Hollandais.

Nous voyons donc que dans ces premières tentatives de dessèchement les moines prirent une part prépondérante et presque exclusive, et que les travaux les plus utiles, les plus importants, ceux qui ont le mieux survécu, ont été entrepris par des associations puissantes soit d'abbés, soit de paroisses intéressées. Il faut se souvenir aussi de ces commissaires royaux qui jouèrent un rôle important en essayant de coordonner les efforts, sans pouvoir y réussir le plus souvent : la grande faute des premiers dessécheurs fut en effet de s'ignorer les uns les autres et c'est ce qui causa en partie leur échec. Leurs groupements peu nombreux ne furent que momentanés, pour la confection d'un ouvrage déterminé ; ils ne surent pas s'unir afin d'organiser une surveillance de tous les instants sur leurs travaux pour les réparer dès que le besoin s'en ferait sentir. Leurs continuateurs du xvii^e siècle profitèrent de la leçon.

1. LA POPELINIÈRE, livre V, p. 156.

CHAPITRE II

Édits et déclarations royales de Henri IV, Louis XIII et Louis XIV . Droits, devoirs et privilèges des dessécheurs.

§ 1. — ÉDITS ET DÉCLARATIONS.

Pendant les guerres de religion Henri de Navarre passa en 1586 par « sa bonne ville de Marans » pour laquelle il semblait avoir une affection toute particulière. S'il fut frappé du pittoresque de cette contrée, dont il a tracé un tableau d'une fraîcheur incomparable dans une lettre à sa maîtresse (1), il dut être péniblement affligé à la vue de ces marais que les eaux enlevaient à la culture. Il peut paraître exagéré de dire que ce fut là qu'il conçut le dessein de faire dessécher tous les « palus et terres inondées » du royaume, mais il est permis de croire que son séjour à Marans n'y fut pas étranger.

1. *Documents inédits sur l'histoire de France* : Lettres missives de Henri IV, t. II, p. 224 ; Lettre à Madame la comtesse de Grammont.

Devenu Henri IV et la paix rétablie dans le royaume, il apporta tous ses soins à la prospérité agricole de la France, persuadé que « le plus grand et légitime gain et revenu des peuples, mesmes des nostres, procède principalement du labour et culture de la terre, qui leur rend, selon qu'il plaist à Dieu, à usure le fruit de leur travail (1) ». Il est superflu de rappeler la large part que Sully dut prendre à cette œuvre.

Pour augmenter « ce trésor » le roi résolut de faire dessécher tous les marais du royaume. Les visites de 1598 et 1599 en Bas-Poitou n'ayant produit aucun résultat et nul de ses sujets ne s'étant offert pour « cette œuvre très nécessaire », il fit appel à « l'expérience et pratique en l'art et profession de maître de digue » de Humfroy Bradley, gentilhomme brabançon, né à Bergues-sur-le-Zon. Ce fut l'objet de l'édit donné à Fontainebleau le 8 avril 1599, enregistré au Parlement le 15 novembre de la même année, en la Chambre des Comptes le 2 avril 1600 et en la Cour des Aides, le 10 décembre 1661.

Bradley se mit en devoir de faire travailler au dessèchement de plusieurs marais ; « il fut interrompu par les traverses, procez oppositions, et autres procédures (2) » qui suspendirent ses travaux et les ruinèrent. De plus, pour cette grande entreprise « ne se pouvant exécuter sans une grande avance de deniers (2) » il lui

1. Édit de 1599.

2. Édit de 1607.

fallait des associés riches : les nobles s'offrirent en assez grand nombre, mais ne pouvaient entrer dans la société sans la permission du roi. L'objet de l'édit du mois de janvier 1607, fut de lever en partie toutes ces difficultés.

Dans une matière aussi nouvelle, il restait encore bien des hypothèses sur lesquelles les édits ne s'étaient pas prononcés, ou bien certaines dispositions n'étaient pas assez claires et pouvaient s'interpréter différemment : peu à peu d'autres obstacles surgirent encore et menacèrent pour la seconde fois de faire échouer l'entreprise (1). Bradley présenta des remontrances au roi qui les examina en son conseil et y répondit par l'arrêt de règlement du 22 octobre 1611. Dès lors les dessèchements entrepris purent être menés plus activement.

Malheureusement le 5 juillet 1613 Louis XIII rendit une déclaration « en interprétation et modification de plusieurs articles de l'Édit fait en faveur du dessèchement des marais en France ». L'Édit de 1607 n'avait du reste encore jamais été enregistré par le Parlement : il ne le fut qu'en même temps que cette déclaration, le 23 août 1613. Louis XIII restreignait les privilèges accordés aux dessécheurs par Henri IV, et leur imposait de si lourdes charges qu'ils furent sur le point de renoncer à leurs travaux. Mais à la requête de Bradley, dès

1. Arrêt de règlement du 22 octobre 1611.

le 19 octobre de la même année, le roi corrigeait les exigences excessives et précisait les termes de sa précédente déclaration.

A partir de ce moment, la compagnie Bradley mena activement le desséchement de différents marais du royaume; le Bas-Poitou ne profita cependant pas de ses travaux.

Les privilèges de Bradley expirèrent le 18 juillet 1698 : celui-ci était mort antérieurement. Les anciens associés de Bradley se groupèrent la plupart autour de Pierre Siette, le jeune, ingénieur et géographe ordinaire du roi à La Rochelle, pour entreprendre le desséchement des « marais, palus et terres inondées qui restent à dessécher es provinces de Poitou, Xaintonge et Aulnix » (1); mais à la condition d'avoir des privilèges pour vingt années, « afin que par ce moyen ils pussent se rembourser d'une partie desdits frais et avances qu'il leur convient faire ». M. le maréchal de Grammont et le sieur de Loynes intercédèrent pour eux près du roi qui accorda le 4 mai 1644 des lettres patentes en forme de déclaration « contenant la continuation des privilèges accordez pour le desséchement des marais

1. Ces mots « qui restent à dessécher » que l'on trouve dans la déclaration s'expliquent par le fait que des dessèchements avaient déjà été faits en Saintonge : notamment celui de la petite Flandre. Mais cela ne contredit pas ce que nous affirmons : aucun dessèchement n'avait été tenté en Bas-Poitou depuis 1599.

des provinces de Poictou, Xainctonge et Aulnix ». Elles furent enregistrées au Parlement, Chambre des Comptes et Cour des Aides, les 31 mars, 25 juin et 27 septembre 1642, mais avec réserve, au profit des propriétaires, du droit d'entreprendre eux-mêmes le desséchement de leurs marais. Malgré cette restriction, la déclaration d'Ecouen souleva de vives protestations de la part des propriétaires de marais de ces trois provinces, dont le droit de propriété était méconnu et sacrifié (1). La déclaration du 20 juillet 1643 vint leur donner satisfaction, elle ne fut jamais enregistrée par aucun Parlement, bien qu'elle semble avoir été suivie en fait. C'est « pour enlever tout prétexte aux contestations » que cet état de chose aurait pu soulever que Louis XIV résuma dans une nouvelle déclaration, le 14 juin 1764, tous les anciens règlements.

Ce fut sous l'empire des déclarations de 1641 et 1643 que furent faits les dessèchements du Bas-Poitou, antérieurs à 1807 ; seul le petit dessèchement de La Pironnerie est postérieur à la déclaration de 1764 qui n'est, nous venons de le dire, que le rappel de la législation antérieure.

§ 2. — DROITS DES PROPRIÉTAIRES

La déclaration de 1641 accorde à « Siette et à ceux qu'il vouldra s'associer, la jouissance pendant vingt

1. V. le paragraphe suivant.

années de privilèges et exemptions pour tous les marais qui restent à dessécher dans les provinces de Poitou, Xaintonge et Aulnix, sans que pendant ce temps ils puissent être dépossédés pour quelque cause que ce soit de cette entreprise, ni que personne puisse entreprendre ce desséchement, si ce n'est avec son consentement, sous peine de trois mille livres d'amende ». La reconnaissance de droits aussi exorbitants constituait une injustice, une atteinte grave au droit de propriété. L'État a un intérêt certain au desséchement des marais qui assainit les régions insalubres et livre à la culture des terres inutiles, sur lesquelles désormais le fisc trouvera son profit : cet intérêt justifie les faveurs plus ou moins grandes que tout gouvernement accorde aux entrepreneurs de dessèchements. Mais qu'importe à l'État que ces terrains soient mis en valeur par une compagnie concessionnaire ou par les propriétaires eux-mêmes : le résultat seul intéresse, l'agent est indifférent. La propriété des marais non desséchés a toujours été, à juste titre du reste, considérée comme une propriété soumise à certaines restrictions dans l'intérêt de la collectivité. Le gouvernement doit chercher dans cette considération sa ligne de conduite : là où l'intérêt collectif s'arrête, il doit s'arrêter. Les propriétaires qui veulent eux-mêmes améliorer leurs marais, ne doivent pas être dépossédés, même avec indemnité de compensation, au profit d'une compagnie privilégiée : le favoritisme peut seul engendrer de telles mesures.

Dans l'édit de 1644, la cause de cette injustice fut le manque de clairvoyance et une confiance trop absolue du roi dans les grands seigneurs, bien en cour, qui s'étaient chargés, moyennant finance, d'obtenir de lui les privilèges. Ils firent entendre « qu'aucuns desdits propriétaires et particuliers ne pouvaient entreprendre d'en faire les dessèchements, et ne voulaient faire les frais qu'il convenait pour raison de ce. » Si l'autorité royale plus méfiante s'était éclairée par une enquête confiée au subdélégué de l'intendant de Poitou à Fontenay, elle aurait appris de suite que, si en 1598 et 1599 les commissaires n'avaient pu obtenir que les propriétaires fissent les réparations nécessaires, plusieurs de ces derniers avaient, depuis, reconnu leur erreur : et que surtout la majorité était prête à faire des sacrifices plutôt que d'abandonner ses marais à Siette : On dut le reconnaître deux ans plus tard.

On objectera peut-être que d'après les termes de la déclaration : « personne ne puisse entreprendre au dit dessèchement, que de son consentement » ; les propriétaires pouvaient dessécher leurs marais avec la permission de Siette. Disposition bien fragile et correctif bien insuffisant si l'on songe que ce consentement n'était soumis à aucune autre règle que le bon vouloir, et que les concessionnaires étaient très jaloux de leurs prérogatives, Il ne faut pas non plus perdre de vue qu'ils travaillaient moins pour le bien public que pour s'en-

richir (1). Si nous supposons maintenant une propriétaire qui s'adresse à Siette pour obtenir l'autorisation nécessaire, la seule considération qui déterminera la réponse sera celle de l'état des marais qu'il veut dessécher : si c'est un propriétaire dont les marais sont un véritable marécage dont le desséchement demandera des travaux et des avances considérables, sans que le résultat soit sûr, il obtiendra sans peine la permission demandée. Si c'est au contraire un propriétaire dont les marais peuvent être mis en état à peu de frais et promettent de gros bénéfices, il se verra impitoyablement refuser l'autorisation nécessaire : les dessécheurs se réserveront cette bonne entreprise. On arrive donc à cette conclusion : ceux qui obtiendraient le consentement de Siette, ne le demanderont pas.

On pourrait encore objecter que les travaux de ce genre demandent des capacités spéciales. Certainement, aussi aurait-il été très juste de réglementer prudemment le droit des propriétaires, en soumettant leurs travaux à un contrôle éclairé qui, loin d'être une gêne, leur aurait rendu de grands services et les aurait empêchés de commettre des fautes coûteuses.

Le Parlement de Paris se montra plus respectueux

1. Le comte de Dienne, au contraire, croit au désintéressement des dessécheurs. Cela nous semble inconciliable avec leurs procédés de desséchement, car ils eurent toujours soin de laisser en dehors de leurs ceintures les terres les plus marécageuses et les plus difficiles à dessécher.

du droit de propriété ; il n'enregistra cette déclaration qu'en y faisant une restriction importante : les propriétaires auraient la liberté de dessécher, si bon leur semblait, leurs marais à leurs risques et dépens, « sans qu'ils puissent néanmoins jouir des privilèges accordés à l'impétrant, si ce n'est de son consentement ». Cette disposition avait l'avantage de permettre aux propriétaires de marais réclamant peu de travaux, de les dessécher complètement. Pour les autres, leur situation ne fut guère modifiée, car le refus des privilèges équivalait à la défense de dessécher ; en effet, les énormes dépenses qu'il leur aurait fallu faire n'étaient compensées par aucun avantage immédiat.

A notre avis, la déclaration de 1641 avait un autre défaut, c'était de mettre en opposition propriétaires et concessionnaires sans donner de solution. Le propriétaire qui demandait à Siette de le faire jouir de ses privilèges sans obtenir satisfaction, ou celui qui ne voulait pas dessécher ses marais, n'était pas obligé de les concéder à la compagnie de dessèchement (l'hypothèse de marais « mélez et enclavés » ou les deux tiers l'emportaient (1) mise à part). Si cette disposition sauvegardait faiblement les droits des propriétaires, elle était détestable au point de vue de l'intérêt général, car nombre de marais faute d'entente allaient rester dans leur état primitif.

1. Voir le paragraphe suivant.

Les réclamations et les plaintes que soulevèrent cet édit furent telles qu'une seconde déclaration intervint deux ans après, le 20 juillet 1643. Les privilèges de Siette furent restreints aux marais dont il avait entrepris le desséchement et à ceux que leurs propriétaires ne voulaient pas dessécher. Pour les autres les mêmes privilèges furent accordés au sieur Petit, gentilhomme servant de la reine-mère, qui devait donner son consentement « à tous seigneurs et propriétaires desdits marais et terres inondées, ensemble à tous ceux qui ont ci-devant pris et prendront ci-après par baux emphytéotiques, ou à perpétuité, au droit de Champart », et qui voudraient entreprendre le desséchement. Cette ordonnance ne fut pas enregistrée au Parlement. Quel en fut l'effort ? On doit se borner à constater que ce fut à partir de cette époque que furent entrepris tous les dessèchements du Bas-Poitou, qui ne furent pas faits par Siette (1). Le sieur Petit rendit bientôt ses privilèges à un nommé Sarcq qui traita avec le possesseur du comté de Benon en Aunis ; mais on ne trouve aucune trace de traités de ce genre entre les propriétaires du Bas-Poitou et Petit ou Sarcq. Tout porte à croire qu'ils jouirent gratuitement des privilèges.

1. LA FONTENELLE DE VANDORÉ en annotant la statistique de Cavoleau dit que tous les dessèchements étaient entrepris à cette époque et que c'est pour cela qu'il n'y a pas lieu de s'occuper en Bas-Poitou de Petit ni de Sarcq : c'est une erreur et en 1647 seul le dessèchement du Petit-Poitou était commencé.

La déclaration de 1643 corrigeait celle de 1641 et complétait la restriction du Parlement dans son arrêt d'enregistrement, en ce sens qu'elle établissait désormais l'égalité de condition entre les entrepreneurs et les propriétaires. Il restait une lacune dans la législation : on eût pu désormais sans inconvénient forcer les propriétaires à dessécher eux-mêmes ou à concéder leurs terrains, on ne le fit pas.

L'idée de l'obligation au dessèchement évolua d'une manière tout à fait curieuse de 1599 à 1641 : il est facile de s'en rendre compte par les textes.

L'édit de 1599 impose nettement l'obligation de dessécher les marais : les propriétaires doivent dans les deux mois de l'édit déclarer s'ils veulent les dessécher eux-mêmes ; ce délai expiré, Bradley pourra se mettre en possession de leurs terres inondées pour les dessécher et aura le droit d'en retenir la moitié en toute propriété comme salaire (art. 2) ; mais le propriétaire peut racheter la part de Bradley ou le forcer à prendre la sienne (art. 12) ; les précautions sont prises contre un dessèchement mal fait (art. 10) ou impossible (art. 6) ; et on s'assure que le propriétaire qui a fait la déclaration prévue par l'article 2 travaille bien au dessèchement (art. 4), soit seul, soit avec l'aide de Bradley (art. 5). En un mot il y a obligation de dessécher ou de délaissier pour le propriétaire, sans que toutefois il y ait obligation corrélatrice pour Bradley de faire tous

les dessèchements que les propriétaires ne voudront pas faire. Ces dispositions durent soulever des protestations, car le premier soin de l'édit de 1607 fut de laisser place aux conventions privées à côté du règlement administratif rigide et uniforme : les contrats de gré à gré feront la loi des parties et ce n'est qu'à défaut que désormais on appliquera l'édit. Les propriétaires profitèrent beaucoup de cette permission tant attendue et les conventions devinrent le droit commun en matière de dessèchement : elles firent oublier les termes de l'édit qui tomba en désuétude et dès la déclaration du 5 juillet 1613 il n'en est plus question ; de même dans les déclarations des 12 octobre 1613 et du 4 mai 1641. Les entrepreneurs privilégiés ne purent donc plus dessécher les marais des particuliers sans leur consentement préalable et sans un contrat réglant les conditions de l'entreprise.

§ 3. — PRIVILÈGES ACCORDÉS AUX DESSÈCHEURS DU BAS-POITOU PAR LES DÉCLARATIONS DE 1641 ET 1643.

Siette et ses associés n'avaient donc pas, de plein droit, le pouvoir d'entreprendre le dessèchement d'un marais, ils devaient traiter avec le ou les propriétaires sans pouvoir les y obliger. Les contrats qu'ils passaient ainsi faisaient la loi des parties sous la seule condition de ne rien contenir contre le droit public et la coutume des lieux (Déclaration de 1641).

On dut prévoir le cas où « plusieurs palus et marais appartiennent en commun à divers propriétaires ou se trouvent tellement mélez et enclavez les uns parmi les autres qu'il serait impossible... de les dessécher, sinon conjointement et d'une même opération ». Il importait de pouvoir vaincre la mauvaise volonté ou l'entêtement de l'un de ces propriétaires lorsque le plus grand nombre était favorable au desséchement. La réglementation de ce principe évolua aussi de 1599 à 1644 en se perfectionnant.

Primitivement lorsque les entrepreneurs avaient acquis des marais formant la plus grande part du territoire « en une même étendue et continence », les propriétaires de la moindre part étaient tenus, ou de traiter avec eux aux mêmes conditions, — ou de quitter et délaisser leurs marais à leur juste prix au dire d'experts (Édit de 1599, art. 3 ; Édit de 1607, art. 4). La déclaration du 5 juillet 1613 vint fort sagement réduire à de justes limites ce droit nécessaire aux entrepreneurs : les propriétaires, usagers ou autres ayant droit ne purent désormais être dépossédés que si les deux tiers des propriétaires avaient traité avec les dessécheurs. De plus, l'objet de leur option change : ils doivent se conformer aux charges et conditions consenties par les deux autres tiers, à moins qu'ils ne préfèrent rembourser aux entrepreneurs la plus-value apportée à leurs terrains. En 1644, les « refusans » sont contraints de traiter aux mêmes conditions que

les deux autres tiers sans pouvoir prendre d'autre parti. La forme donnée à cette décision dans la déclaration d'Écouen la fait apparaître moins comme une innovation enlevant le droit d'option, que comme la consécration de ce qui se passait toujours en fait. Nous ajouterons que cette proportion des deux tiers était très juste, la moitié nous semblant insuffisante pour garantir les propriétaires contre les fraudes ou collusions possibles.

Les propriétaires, qui voulurent dessécher eux-mêmes leurs marais, purent se prévaloir de ces dispositions : cela résulte des termes de la déclaration de 1643 qui vint accorder aux propriétaires les mêmes privilèges qu'à Siette.

On accorda aussi aux dessécheurs le droit de passer sur les terrains voisins pour dresser leurs plans et devis, et le droit plus important d'y faire passer leurs ouvrages, canaux et levées : prérogatives nécessaires pour entreprendre le desséchement des marais situés loin de la mer et à laquelle il fallait les relier par un canal qui devait parfois traverser de nombreux domaines (1). Ce droit ne pouvait s'exercer que moyennant indemnité fixée de gré à gré, ou à défaut d'entente, par le plus prochain juge royal ou les commissaires désignés spécialement. Dans le premier cas, c'était une

1. Voir plus loin ce qui est dit du desséchement de Vix et Maillezais.

véritable servitude et dans le second un droit d'expropriation reconnu au profit de tout dissicateur. L'utilité publique des travaux de desséchement justifiait ces avantages que la loi moderne de 1865 accorde aux associations syndicales autorisées qui entreprennent des travaux de cette nature.

Les ecclésiastiques, nobles, officiers, quelle que fût leur qualité et condition purent s'associer avec Siette « sans déroger à leurs charges, dignitez, privilèges, exemptions, immunités et autres prérogatives ». Henri IV avait déjà accordé cette permission par l'article 2 de son édit de 1607 dont l'article 25 annoblissait douze des principaux entrepreneurs.

Il était à prévoir que Siette entreprendrait plusieurs dessèchements, qu'il lui serait difficile de les surveiller efficacement pour y faire travailler avec soin ; aussi pouvait-il commettre telle personne que bon lui semblait pour diriger les travaux et faire le nécessaire.

Les entrepreneurs ou ceux qui se rendraient acquéreurs de terres desséchées, leurs fermiers et métayers, étaient exempts pendant vingt ans de toutes tailles et autres impositions, mais seulement pour les terres desséchées qui n'en payaient pas antérieurement. Ce délai de vingt ans avait pour point de départ la mise en culture. De même les marais qui n'étaient pas soumis à la dixme avant le desséchement n'en payaient pas pendant dix ans, d'après la déclaration de 1641, pendant vingt ans d'après la déclaration de 1643; ils ne devaient

ensuite qu'une dixme réduite à cinquante gerbes l'une.

En cas de contestation ou de difficulté dans le règlement des indemnités ou toute autre contestation : les dessécheurs avaient un privilège de juridiction dont nous parlerons au chapitre sur le contentieux des marais.

Tels étaient les privilèges formellement reconnus par les déclarations de 1641 et 1643 au profit des dessécheurs : propriétaires ou entrepreneurs.

§ 4. — AUTRES PRIVILÈGES DONT PROFITÈRENT LES DESSÉCHEURS, BIEN QU'ILS NE LEUR FUSSENT PAS FORMELLEMENT RECONNUS PAR LA DÉCLARATION DE 1651.

Les édits de 1599 et de 1607 et les déclarations qui suivirent constituaient un code complet de dessèchement : ils avaient été rendus pour concéder des privilèges à Bradley pendant une durée déterminée, trente ans : ils ne durent donc avoir d'effet que dans cette limite. L'opinion contraire parfois soutenue est contredite par les termes mêmes de la déclaration de 1641. Lorsque Siette demanda des privilèges à Louis XIII, si l'intention de ce roi avait été de lui accorder les mêmes privilèges qu'à son prédécesseur, il aurait simplement déclaré continuer pour vingt années les privilèges accordés par « le feu roi son père » à Bradley, comme il l'avait fait par l'édit de 1639 pour Noël Champenois. Tout autre est le langage de la déclaration d'Écouen, car après

avoir rappelé la concession faite par Henry IV, elle ajoute : « Nous permettons et accordons par ces présentes, signées de notre main, voulons et nous plaît, que ledit Siette et ceux qu'il voudra associer avec lui pendant vingt années, jouissent des privilèges et exemptions *ci-après déclarées*. » C'est donc bien une concession nouvelle avec de nouveaux privilèges strictement délimités (1).

Est-ce à dire que la nouvelle compagnie ne profita que des privilèges énoncés dans la déclaration ? Nous ne le croyons pas pour les raisons suivantes : d'abord, parce que dans les modifications très conscientes que Louis XIII apporta à la législation des dessèchements : il voulut surtout changer les rapports qui existaient entre propriétaires et entrepreneurs en donnant à ces derniers un privilège exclusif que nous avons apprécié antérieurement et en supprimant le droit d'expropriation de l'article 2 de l'édit de 1599. Une autre raison, c'est que depuis quarante ans que cette législation était en vigueur, il s'était formé une sorte de droit commun des dessèchements, qui groupait quelques principes considérés comme inhérents à ce genre d'entreprise et que pour cette raison on négligea de rappeler dans la déclaration de 1641 : il en est ainsi du principe d'équité

1. Lorsque l'on dit que le marais du Petit-Poitou a été constitué en vertu de l'édit de 1599, on commet, à notre avis, une erreur.

posé par l'article 14 de l'édit de 1599 et l'article 3 de de l'arrêt de règlement du 22 octobre 1611 (1) : « Ceux qui se ressentiront du bénéfice et commodité dudit desséchement, contribueront au prorata du bien et amendement qu'ils en receveront. » Personne ne prétend au contraire que Siette put se prévaloir du droit accordé à Bradley de prendre du bois dans les forêts domaniales (Art. 15 de l'édit de 1599).

Lorsque la déclaration de 1641 nous dit « que tous les traités et contrats que ledit Siette et ses associez ont fait ou feront cy-après, de gré à gré avec les propriétaires, soit ecclésiastiques, communautéz ou particuliers ayant *ou prétendant droits* aux dits marais pour raison d'iceux, tiendront et seront entretenus selon leurs clauses et conditions », nous y voyons l'intention de valider envers et contre tous les contrats passés sans fraude entre les entrepreneurs et les propriétaires apparents. Les mots « ou prétendant droits » ont été ajoutés avec intention. Le retrait lignager et le retrait féodal nous semblent aussi exclus par cette disposition, comme ils l'étaient par l'article 7 de l'édit de 1607.

Il est aussi fort à croire que les associés de Siette qui, pour la plupart, avaient été ceux de Bradley, continuèrent à user de quelques autres avantages qui leur avaient été faits dans la première concession sans que

1. Nous avons déjà rencontré ce principe en 1283 pour le creusement de l'achenal le Roy.

l'on essaya de s'y opposer : mais ce ne fut qu'une tolérance et non un droit (1).

1. Par exemple, les dessicateurs du Petit-Poitou et du Vieux Desséché de Champagné firent venir des brebis de Flandre et des cheveaux d'Allemagne : ce qui du reste leur réussit peu (Lettre de Nezeau, datée de Beaulieu, 23 février 1685, citée par le comte de Dienne).

CHAPITRE III

DESSÉCHEMENTS OPÉRÉS EN BAS-POITOU DE 1640 à 1807.

§ 1. — Bassins de la Vendée et de la Sèvre (1)

I. — DESSÉCHEMENT DU COMMANDEUR

Dès le XIII^e siècle (2) les Hospitaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem de la commanderie de Puyravault avaient commencé à entourer leur marais d'une ceinture de digues pour le protéger contre les eaux extérieures, et à creuser l'achenal de l'Hôpital qui traversait leur domaine et en conduisait les eaux à la mer. Nous manquons de documents pour apprécier quel fut au juste le sort de ces ouvrages pendant la guerre de Cent ans et pendant les guerres de religion : il est toutefois hors de doute que tout dommage était réparé en 1643 et que les hospitaliers faisaient travailler activement au complet desséchement de leur marais dont les eaux s'écou-

1. Voir le plan du groupe central des dessèchemnts à la fin de l'ouvrage.

2. Voir chapitre 1^{er}, § 2.

laient par le canal de l'Hôpital, appelé aussi canal de Puyravault, qui en 1643 était dans un état « plus que suffisant (1) ». Il était continué jusqu'à la mer par le canal de l'Épine qui devint inutile lorsque le Petit-Poitou creusa son canal de Vienne (1).

C'est ce dessèchement qui fut le premier entrepris et terminé en Bas-Poitou.

Cavoleau dans sa statistique de la Vendée affirme que ce dessèchement est nécessairement postérieur à celui du Petit-Poitou. La transaction du 31 juillet 1643 (2) nous prouve son erreur ; mais seul l'examen attentif des lieux démontre l'antériorité du Commandeur ; ce marais est enclavé dans le Petit-Poitou qui l'entoure complètement : s'il n'avait pas été desséché quand on fit le Petit-Poitou, il l'aurait été forcément en même temps puisqu'il est compris dans sa ceinture de digues, il aurait alors été inutile de construire une autre digue intérieure. On pourrait aussi prendre à témoin le canal de l'Épine dont l'utilité originaire ne s'explique pas autrement. Nous n'insisterons pas sur cette discussion qui n'a plus d'intérêt en présence des termes formels de la transaction de 1643.

Le marais du Commandeur a une superficie de 745 hectares 87 ares 15 centiares.

1. Transaction entre Siette et le Commandeur, du 31 juillet 1643. Voyez Petit-Poitou.

II. — DESSÈCHEMENT DU PETIT-POITOU

Le dessèchement du Petit-Poitou a 6.424 hectares 47 ares 40 centiares de superficie : dans son périmètre sont comprises les communes de Moreilles et de Sainte-Radegonde-des-Noyers en entier, celle de Chaillé-les-Marais en majeure partie, enfin quelques terres de Puyravault et de Champagné-les-Marais. Il fut la première et la principale entreprise de la compagnie Siette qui n'eut probablement en vue que ce seul marais lorsqu'elle demanda les privilèges. En effet, à la suite des statuts du Petit-Poitou rédigés le 19 octobre 1646, on lit : « Pour parachever de payer à M. le maréchal de Grammont et au sieur de Loynes les 75 sols par arpent que les associés sont obligés de leur payer à cause de l'obtention des privilèges, il sera, par chacun des associés payés et mis és mains du directeur, esleu par la compagnie, pour chacun an et feste de Noël, 8 sols et 4 deniers pour chaque arpent, et ce jusqu'à parfait paiement du restant des 75 sols. » Aucun titre ne nous indique que les mêmes courtisans aient touché une semblable commission soit sur le dessèchement de Champagné, soit sur celui de Vix.

Siette et ses associés n'attendirent même pas les lettres patentes pour traiter avec l'évêque de Maillezais, Henri de Béthune : c'est pourquoi nous trouvons dans ce contrat une clause expresse aux termes de laquelle

il sera nul, sans aucuns dommages-intérêts de part ni d'autre si dans le délai d'un an, Robert et ses associés ne peuvent obtenir la permission du roi nécessaire pour faire les dessèchements (1).

L'évêque et seigneur de Maillezais voyant que les marais de la seigneurie du Petit-Maillezais (2) étaient inondés sept ou huit mois de l'année au moins et ne profitaient aucunement à l'évêché, accueillit et examina diverses propositions qui lui furent faites pour les dessécher et les mettre en culture, moyennant une aliénation à perpétuité. Il aurait voulu en entreprendre lui-même le dessèchement, mais il n'avait ni les capacités nécessaires pour bien conduire ces travaux, ni les capitaux suffisants, car les revenus de plusieurs années de tout l'évêché n'auraient pas suffi (3).

Il recevait des propositions très avantageuses mais ne pouvait les accepter sans l'autorisation de la cour : les biens d'église ne pouvaient pas être aliénés, soit parce qu'on les considérait comme des biens consacrés à Dieu, soit parce qu'on regardait les titulaires comme de simples administrateurs. L'article 15 d'un édit de 1606 déclarait que les aliénations faites par les ecclésiastiques

1. Baillette du 14 novembre 1640 entre Henri de Béthune, évêque de Maillezais et Pierre Robert. Acte passé à Fontenay par devant Bonnet et son collègue Robert : une copie est aux archives du Petit-Poitou.

2. Voir plus haut la donation de Pierre de Veluire, chap. 1^{er}, § 3.

3. Baillette du 14 novembre 1640.

tiques du temporel des églises sans les « solemnitez » requises par les ordonnances et dispositions canoniques, étaient nulles et de nul effet. Les solemnités ou formalités requises étaient l'information bonne et valable de l'utilité ou nécessité d'aliéner, l'homologation de l'aliénation par le juge royal, et pour cela : la visite des lieux, les affiches et proclamations ; il fallait enfin l'approbation de l'évêque (1).

On suivit toute cette procédure. Au mois de janvier 1640, Henri de Béthune présenta une requête à la cour aux fins d'aliénation et le 24 janvier de la même année un arrêt ordonna une enquête pour établir les avantages que cette entreprise procurerait. François Brisson, sénéchal de Fontenay, fut chargé de l'enquête. Il la communiqua au procureur général et le 15 juin 1640 un second arrêt enjoignait de faire des publications aux prônes des grand'messes dans les paroisses intéressées pour faire savoir que ces marais seraient donnés à bail, adjugés et délaissés à perpétuité sous la condition de les dessécher et mettre en culture, à ceux qui feraient les offres les plus avantageuses. Les publications furent faites les 1^{er} et 8 juillet. Un arrêt du 29 août chargea le sénéchal de Fontenay de recevoir les offres des particuliers et d'adjuger ces marais au plus offrant ; le contrat de vente et délaissement serait ensuite passé

1. Voyez BOUCHEUL : *Contumier général de Poitou*, t. 1^{er}, p. 118, sous article XXXII, n^{os} 23 et suivants.

entre le seigneur évêque et les adjudicataires. L'adjudication eut lieu le 24 octobre et Pierre Robert, conseiller du roi à Fontenay, fut déclaré adjudicataire. Celui-ci déclara aussitôt avoir pour associé : Pierre Siette, conseiller, ingénieur et géographe du roi, demeurant à la Rochelle ; Pierre Fillastre, écuyer, seigneur de Richemond, demeurant près de Cognac ; Jacques Morienne, sieur d'Astrie ; Pierre Turpaux, marchand, demeurant à Bouillé ; François Arrivé, sieur du Sableau. Fillastre et Siette faisaient chacun un tiers, Morienne, Turpaul, Arrivé et Robert, l'autre tiers.

La baillette fut passée entre l'évêque et les concessionnaires le 14 novembre 1640 et dès le 23 du même mois les associés procédèrent avec François Cailler, secrétaire de l'évêque de Maillezais, à l'inventaire des biens concédés (1).

Ce ne fut que le 4 mai suivant que Louis XIII accorda les permissions et privilèges demandés (2).

Peu de temps après, les associés entamèrent des négociations avec l'abbaye de Moreilles. Dès le 10 janvier 1639 les moines de Moreilles avaient constitué

1. Acte de Pictement du 13 nov. 1640 : on y voit en outre, que le marais des Verdinneries appartenait à la Commanderie de Puyravault ; et que Simon, François et Gendron firent opposition pour quelques petits marais particuliers : Chaillezais et le petit Velluire. (Copie aux Archives départementales de la Vendée. *Série E, liasse 9.*)

2. La déclaration du 4 mai 1642 est imprimée en tête des statuts du Petit-Poitou.

leur procureur général et spécial, messire Emery le Maire, chanoine en l'église cathédrale de Luçon, pour passer de concert avec le sieur abbé tout acte relatif à la concession des marais à dessécher (1). En présence d'offres tentantes, messire Emery de Braguelones, conseiller du roi en ses conseils d'État et privés, ancien évêque de Luçon et abbé de Notre-Dame de Moreilles (2), demanda à la cour l'autorisation d'aliéner. La requête fut suivie de l'arrêt du 29 janvier 1644, ordonnant une enquête. Des publications furent faites dans les paroisses intéressées en exécution d'un arrêt du 16 mars et renouvelées pour obéir à un autre arrêt du 24 avril, qui, en même temps, commettait le sieur sénéchal de Fontenay pour recevoir les offres : personne n'ayant offert de conditions plus avantageuses que les sieurs Fillastre et Siette, le sénéchal leur adjugea les marais le 1^{er} juin et un arrêt de la cour du 31 juillet suivant confirma cette adjudication et permit de passer le contrat de vente : ce qui fut fait le 10 janvier 1642 par devant Eustache Corneille et André Guyon, « notaires

1. Acte passé à Moreilles, en la juridiction de Champagné, le 10 janvier 1639, pardevant Guillemart et Dallet, notaires jurés en la Châtellenie de Champagné. Cette procuration annexée à la baillette du 10 janvier 1642 est signée : Dom Jean Seix, prieur claustral ; dom Jean Chabot, sous-prieur et receveur de l'abbaye ; dom Jean Félizot ; dom René Arrivé ; dom Pierre Champtoine ; et frère Robert Guyot « les tous religieux de ladite abbaye » et des notaires.

2. L'abbaye de Moreilles était du diocèse de Maillezais.

gardes-notes du roi, notre sire, en son Châtellet de Paris ».

Les clauses de ces deux baillettes sont à peu près les mêmes, l'évêque de Maillezais cède aux associés, en pleine propriété et avec garantie de tout trouble la seigneurie du Petit-Maillezais ; de même l'abbé de Moreilles cède les marais et terres inondées qui dépendent de son abbaye. Tous les deux se réservent les pâturages nécessaires pour nourrir le bétail des métairies qu'ils possèdent dans ces marais (1). Les dessécheurs ont le droit de faire tous les travaux qu'ils jugeront à propos, mais doivent dessécher le Petit-Maillezais dans les trois ans, les terres de Moreilles dans les quatre ans seulement : en cas de guerre, peste ou famine ces délais seront prorogés d'autant. Après avoir été desséchés les deux tiers de ces marais seront mis en culture, selon la coutume du pays ; l'évêque et l'abbé ne prendront que la douzième partie des fruits pour tous droits de champart, terrage et dixme ; mais les preneurs s'engagent à payer chaque année douze deniers de cens par journal de terres desséchées, ces douze deniers emportant lots et ventes, saisines et amendes.

La baillette de Moreilles accordait en outre aux dessécheurs la faculté de prendre, dans le tiers non soumis au droit de champart, 1.600 arpents qu'ils tiendraient

1. Moreilles se réservait les métairies de Moreilles, la Grenetière, Sainte-Radegonde et Boteneuf (Baillette).

noblement avec moyenne et basse justice, suivant la coutume du Poitou. Mais lors de la concession on avait calculé sur 14.000 ou 15.000 arpents, et lors de l'arpentement il ne s'en trouva que 10.000 : de là des contestations qui furent terminées par une sentence arbitrale du 7 juin 1674, homologuée au Parlement de Paris le 15 juin 1691. Elle régla le différend et déterminâ avec le consentement de l'abbé que désormais la tenure de tout le marais serait roturière.

Les canaux et chemins ne sont pas soumis au cens. Les baillettes portent que les associés pourront aliéner librement telle portion de marais qu'ils voudront : la première vente de chaque parcelle sera exempte des droits de lots et ventes. Ils devront entretenir les canaux et chaussées du desséchement à leurs dépens⁽¹⁾. Enfin les parties hypothèquent tous leurs biens présents et à venir pour garantie de ces contrats.

Après avoir ainsi traité avec l'évêque de Mailleçais et l'abbé de Moreilles, la compagnie Siette se trouvait propriétaire de plus des deux tiers des marais qu'elle se proposait de dessécher : il lui était désormais facile de traiter de gré ou de force avec les autres propriétaires en vertu des termes mêmes de la Déclaration. Nous

1. Dans la baillette de Mailleçais il était dit que les pâturages réservés pour les métairies de l'évêché ne devaient pas contribuer aux frais d'entretien des dessèchements, à moins qu'ils ne fussent mis en culture. Les pâturages de Moreilles étaient exempts sans restriction de tous frais.

n'avons malheureusement pas pu retrouver tous les contrats, jugements ou transactions qui intervinrent alors entre dessicateurs et propriétaires ; ceux qui nous sont connus, soit entièrement, soit par une simple mention dans des actes de procédure, témoignent de la vive résistance que rencontrèrent les associés (1).

Fort de ses privilèges, sans plus tarder, Siette fit ses plans et commença les travaux. C'est alors que les oppositions et les difficultés surgirent de toute part. Le plus grave conflit s'éleva entre Siette et François Petit, commandeur et administrateur de la commanderie de Puyravault. Les chevaliers de Malte, propriétaires du marais du Commandeur dont les travaux de dessèchement étaient avancés, possédaient en outre le petit marais de la Verdinnerie dans la paroisse de Chaillé (2). D'après les plans de Siette qui avaient déjà reçu un commencement d'exécution, un canal allait du Passage de Moreilles (ainsi appelé dès cette époque) à la mer, en passant sur les terres de la commanderie (3), dont il

1. Le 2 juillet 1641 Siette et ses associés rédigèrent des statuts pour le dessèchement de ces marais, en indiquant la part que chacun avait à l'entreprise (Comte de Dienne, p. 187). Nous n'avons trouvé aucune copie de ces statuts dont l'original appartient à M. le chevalier Heufft Van Velsen, d'Amsterdam.

2. Ce petit marais très étroit allait du rocher de Chaillé à l'achenal le Roy, et comprenait les terres qui s'appellent aujourd'hui les Verdinneries.

3. Canal de Vienne.

séparait une petite parcelle au Nord ; un autre canal traversait les Verdinneries (1). Le commandeur formula une demande en dommages et intérêts.

Les associés lui répondirent qu'ils ne faisaient qu'user des droits qui leur avaient été conférés et ripostèrent en réclamant que le sieur Petit soit condamné à contribuer aux frais de la confection du canal (2) et de son écluse proportionnellement à l'étendue du marais du Commandeur, parce que désormais il aurait la faculté de se servir de cet écouls pour envoyer à la mer les eaux de ce marais ; et qu'il soit aussi condamné à contribuer proportionnellement à l'étendue des Verdinneries, aux dépenses générales du desséchement, attendu que le desséchement des marais de « Mouzeuil, Maillezais et autres ne se peut faire que conjointement avec ceux de ladite Verdinnerie. »

François Petit répliqua que ces travaux ne lui étaient d'aucune utilité : son marais de la Verdinnerie n'était que de deux cents arpents et il y recueillait « une quantité de foin et de bois dont le revenu était aussi grand que ce qu'il en pourrait retirer par le moyen dudit desséchement » ; enfin que ce marais était si petit qu'il ne saurait être contraint de fournir gratuitement passage à un canal de traverse.

Après ces débuts qui annonçaient un procès retentissant, les parties, animées d'un sage esprit de concilia-

1. Canal de la Boissière.

2. Canal de Vienne.

tion, transigèrent. Le commandeur permit à Siette d'achever conformément aux privilèges, les deux canaux cause du différend, et d'écouler les eaux de ses marais dans le canal de Puyravault jusqu'à la mer (canal de l'Épine). Cette autorisation demande quelques explications intéressantes. Le canal de Vienne fut creusé en deux fois ; ce qui n'empêche nullement qu'il ait été conçu dès l'origine dans son tracé actuel, mais on alla au plus pressé en commençant par creuser la partie comprise entre le passage de Moreille et le canal de Puyravault. Il ne faut pas oublier que le marais du Commandeur déjà desséché écoulait ses eaux à la mer par le canal de Puyravault qui comprenait alors le canal de Puyravault proprement dit et celui qu'on a appelé depuis canal de l'Épine. Le canal de Vienne dans son premier état venait se jeter dans ce canal, à la hauteur de la cabane actuelle, appelée le Petit-Bordet (1). Peu de temps après, le canal de Vienne fut prolongé en ligne directe jusqu'à l'anse du Braud et terminé par des portes. En même temps la digue-levée qui longe ce canal sur sa droite vint couper le canal de Puyravault : c'est pourquoi Siette permit au commandeur d'écouler les eaux de son marais de Puyravault par le canal de Vienne ; les rôles furent intervertis, le canal tributaire devint canal principal. Le prolongement du canal de Puyravault connu sous le nom de canal de

1. On appelle « cabane » les fermes du Marais.

l'Épine, propriété primitive des Hospitaliers, cessa d'être utile à ses propriétaires.

Notre manière de voir est confirmée par les délibérations de 1652, 1653, et 1654 de la Société du Vieux Desséché de Champagné ; on y trouve rapporté que l'on s'est entendu avec le commandeur de Puyravault pour continuer la digue au delà du canal de Puyravault et établir des portes sur ce canal : il s'agit évidemment là de la partie de ce canal connue depuis sous le nom de canal de l'Épine et la digue dont il s'agit est celle qui commence à la cabane de l'Épine (qui donna son nom au canal) pour aboutir à la cabane de Saint-André, près des portes du canal de Vienne.

Revenons à la transaction de 1643. Siette, en retour des avantages qu'il obtenait, déchargeait le commandeur de tous frais et contributions et lui permit d'écouler les eaux des marais de Puyravault et des Verdinneries par les canaux et écluses de la société, « sans que ledit sieur commandeur et ses successeurs soient tenus et obligés aux réparations utiles et nécessaires pour la perfection et parachèvement desdits canaux...

.... (Siette et associés) seront seuls tenus et obligés aux réparations utiles et nécessaires..... sans que ledit sieur commandeur ni ses successeurs y soient en rien contribuables à l'avenir. » Cette transaction règle toujours les rapports de ces marais : c'est en s'appuyant sur elle que les propriétaires du Commandeur protestèrent en l'an X, contre les prétentions du Petit-Poitou

qui voulait s'annexer leurs terres. C'est en vertu de cette transaction que les terres des Verdinneries et quelques petites parcelles situées près du Commandeur, ne payent pas d'impôt de marais au Petit-Poitou. Ce n'est donc pas, comme on le croit assez généralement, parce que le marais des Verdinneries était desséché avant le Petit-Poitou.

Cette importante transaction fut passée à Fontenay le 31 juillet 1643 (1).

Les chanoines du chapitre de Poitiers voulurent aussi résister pour leurs terres des Chapellenies, situées paroisse de Puyravault : un arrêt du conseil privé du roi, du 13 novembre 1643, les condamna à traiter avec Siette, aux mêmes prix, clauses et conditions portés dans les contrats faits avec les propriétaires des deux tiers des Marais (2).

1. Transaction du 31 juillet 1643, pardevant Benestean et Baudon, notaires et tabellions royaux. Copie du 23 février 1644 signée : Boisselleau et Maingaud, notaires, pour Vidimus. A la suite de cette copie est la ratification originale par les procureurs de la vénérable langue de France, à Malte, et passée par Michel Ralti, notaire à Malte, le 23 août 1644, acte dûment légalisé par le grand maître de Malte, frère Paul Lascaaris Castillar le 24 août. (Cette copie se trouve aux archives du département de la Vienne). Le Petit-Poitou, en l'an IX, se fit délivrer une copie de cette copie : elle est certifiée conforme par Ponvois, archiviste de la préfecture de la Vienne et Romafou, secrétaire général de la Vienne.

2. Cet arrêt est cité dans l'arrêt du 22 août 1645 (*Archives départementales de la Vendée*. Série E, liasse 9.)

Siette eut ensuite à vaincre la résistance des habitants de Chaillé qui prétendaient avoir des droits sur certains marais du Petit-Maillezais. Simon François, seigneur et châtelain de Chaillé, Chaillezais et Velluire ; demoiselle Catherine François, dame de Fauillon et des métairies du Temple et de la Treille, situées au village d'Aisne ; Pierre Gendron, seigneur de Chaillé, Chaillezais et Velluire ; et les procureurs, fabricqueurs, manans et habitans de Chaillé-les-Marais qui s'opposaient à l'entreprise furent obligés de céder devant un arrêt du conseil privé du roi du 22 août 1645 (1).

Nous ne savons pas comment et à quelles conditions les associés traitèrent avec l'abbaye de Nieul et le prieuré de Sainte-Radegonde. Il est certain qu'ils en firent l'acquisition, des terres qui en dépendaient, car le partage de 1646 nous indique que les marais desséchés qui en font l'objet proviennent des abbayes de Moreilles et de Nieul, de l'évêché de Maillezais et du prieuré de Sainte-Radegonde (2).

1. Cet arrêt se trouve aux archives départementales de la Vendée, série E, liasse 9. On y trouve aussi, même liasse, un procès-verbal commencé le 4 août 1644 par François Guibonnot, sieur du Val, conseiller du roi à La Rochelle, et commissaire subdélégué de M. d'Argenson, intendant de Poitou, Xaintonge, Aulnis et Angoumois.

2. François Brisson avait dans le partage les droits de Barnabé Brisson qui avait acquis de Jean Rabillé des droits sur le petit Nieul. MM. Robert et du Sableau eurent 85 arpents dans Sainte-Radegonde.

En 1646 le desséchement était à peu près terminé : les associés crurent pouvoir procéder au partage pour que chacun d'eux puisse jouir privativement de ce qui lui revenait.

Ils se rendirent à cet effet devant Pierre Bonnet et Étienne Robert, notaires à Fontenay, le 19 octobre 1646. D'autres associés étaient venus se joindre aux associés primitifs, les co-partageants sont assez nombreux. Le partage eut lieu entre Pierre Siette ; Jean de Mirande (représenté par Siette) ; Octavius de Strada, tant en son nom que comme ayant des droits cédés de Pierre Fillastre ; Jean Heufft, représenté par David de la Croix et Jean Heufft jeune ; Jacques Morienne ; Pierre Robert ; François Arrivé ; Pierre Turpaud ; Michel de Broc Chemiré ; François Brisson, ayant les droits de Barnabé Brisson ; Pierre Charrieu et Louise de Bessay (1).

Le même jour un acte additionnel fut passé devant les mêmes notaires ; il eut plusieurs objets : d'abord régler le paiement de ce qui était dû aux courtisans qui avaient obtenu les privilèges (2) ; constater des échanges faits entre associés. Enfin en prévision du desséchement des autres marais de Moreilles, il fut arrêté que si, pour ce desséchement, on se servait des travaux et ouvrages déjà faits, la dépense serait

1. *Ar. dép. de la Vendée, série E, liasse 9* : copie imprimée du partage et certifiée conforme au Vidimus.

2. Voyez plus haut : au commencement de l'étude sur le desséchement du Petit-Poitou.

commune et supportée proportionnellement à la part de chacun dans le présent partage ; mais que, si ce desséchement nouveau s'effectuait sans se servir des travaux achevés, ni s'attacher à eux, la dépense resterait propre à ceux qui l'entreprendraient (1).

Toujours par cet acte additionnel, les associés se promirent garantie en cas d'éviction et fixèrent à l'avance le taux du dédommagement pour éviter les contestations et procès (2).

Enfin le même jour encore, les associés arrêterent les statuts définitifs de la société formé pour veiller, à l'entretien des ouvrages achevés. M. Pageaud, dans la statistique qu'il a placée en tête de sa carte du Petit-Poitou, dressée en 1851, nous dit qu'une ordonnance du 17 octobre 1646 constitua le syndicat du Petit-Poitou et réglementa son mode d'administration : nous n'avons trouvé aucune trace de cette ordonnance ; aucune allusion n'y est faite dans les premières délibérations : on nous permettra donc de douter de son existence,

1. Les marais ici visés sont ceux qui devinrent le Vieux Desséché de Champagné : ce desséchement fut fait sans se servir des ouvrages du Petit-Poitou et ceux qui l'entreprirent en supportèrent seuls les frais.

2. Le forfait était ainsi établi : 100 livres par arpent pour la propriété et 8 livres par an pour la jouissance, sauf pour les terres près des portes estimées à la moitié. Cela avait le grave défaut de ne pas fixer un forfait en capital pour la jouissance. Nous n'avons pas trouvé trace de dépossession ayant entraîné l'application de ces règles.

d'autant plus que nous avons l'acte de société qui contient les statuts et que les concessionnaires jouirent toujours du droit de faire des règlements pour l'entretien de leurs dessèchements, sauf à les faire approuver s'ils voulaient les rendre obligatoires pour les tiers (1).

Sur 15.076 arpents, 14.535 seulement avaient été partagés, le 27 septembre 1649 un second partage eut lieu: ce n'est pas un simple partage complémentaire : il fait croire que le partage de 1646 n'avait été que provisoire ; peut-être en attendant que les fossés de huit et de trois pieds, qui devaient séparer les héritages, fussent faits (2).

Le Petit-Poitou est protégé par 23.550 mètres de digues et desséché par 51.473 mètres de canaux dont les noms sont empruntés, en grande partie à des rivières du Poitou : canal du Clain ; de la Vienne ; de Sèvre ;

1. D'un autre côté, deux statistiques publiées par le *Bulletin de l'Hydraulique Agricole*, fascicule G et fascicule Z, mentionnent le Petit-Poitou comme formé en vertu d'un « arrêté du Parlement du 19 octobre 1646 ». Il y a là confusion: il n'y eut pas plus d'arrêté du Parlement que d'ordonnance, mais seulement une convention privée à la date donnée pour l'arrêté du Parlement. Ces statistiques renferment du reste d'autres erreurs sur la nature et la date des actes constitutifs des sociétés de marais du Bas-Poitou.

2. Une copie non authentique de cet acte est aux archives du Petit-Poitou avec la mention : la minute est signée : de Strada, Brisson, Siette, P. Robert, D. de la Croix, de Flacourt, La Mothe, Charrieu et de nous dits notaires.

de Vic ou de Chevrottière (1) ; du Lay ou de la Guinée (2) ; de l'Autise (3) ; etc., etc.

Le dessèchement fit augmenter sensiblement la population des paroisses voisines et du marais lui-même qui se couvrit de « cabanes ».

Notons enfin que pour se protéger du côté des marais mouillés, les dessécheurs recreusèrent l'achenal le roy en ne « gâtant la terre que par un costé » pour faire leur digue. C'est en souvenir de ce fait et parce que dans la compagnie Siette il y avait quelques Hollandais que l'on a plus tard donné à ce canal le nom de canal ou ceinture des Hollandais (4).

1. Sur la carte dressée par Siette en 1648, ce canal porte le nom de canal de Vie : aujourd'hui on l'appelle canal de la Chevrottière ; ce changement de nom est dû à ce que Louise de Bessay, dame de la Chevrottière avait ses terres sur les bords de ce canal et donna à une de ses cabanes le nom de sa terre de la Chevrottière, ce qui était très fréquent.

2. Canal du Lay, sur le plan de Siette.

3. Et non canal de l'Église comme on le prétend parfois parce qu'il arrive près de l'église de Chaillé. Sur le plan dressé par Siette il porte le nom d'Autise ; et de même dans des quittances du xvii^e siècle qui se trouvent aux Archives départementales de la Vendée.

4. Dans la statistique de la Vendée de Cavoleau, La Fontenelle de Vandoré ajoute que les travaux de Siette se bornèrent à ce dessèchement : à notre avis ce fut la même compagnie armée des mêmes privilèges qui entreprit les dessèchements de Champagné et de Vix. Dans le premier, Siette y figura en per-

III. — VIEUX DESSÉCHÉ DE CHAMPAGNÉ (1).

Le marais de Champagné, à l'époque de son dessèchement, avait pour limites : « les terres fermes et îles de Champagné d'un bout, la mer d'autre bout, d'un côté le canal de Vienne, de l'autre le canal de Luçon, distraction faite des terres qui sont en valeur, joignant les terres de Champagné et celles sur lesquelles proviennent les misottes le long de la mer (2) ». C'est la contrée que nous avons vue protégée au moyen âge par un grand nombre de digues ou bords de garde et sillonnée de canaux : tous ces travaux avaient disparu à de rares exceptions près.

En 1651, Pierre des Villates, capitaine huguenot, acquit les deux tiers de la seigneurie de Champagné, châtellenie qui avait appartenu pendant le xv^e siècle aux

sonne ; dans le second c'est son lieutenant le plus habile, de Strada, qui dirigea l'entreprise.

M. Brochet dans son *Histoire de Maillezais*, p. 39, nous dit qu'en 1526 Georges d'Estissac avait donné son concours le plus absolu aux travaux de réparations de divers canaux de dessèchements des marais du Petit-Poitou et de la Vacherie. M. Brochet ne nous indique pas ses sources : il se peut que d'Estissac ait travaillé à la réfection des canaux en 1526 : mais c'est un anachronisme choquant de parler de Petit Poitou et de Vacherie en 1526, plus de cent ans avant leur naissance.

1. CAVOLEAU ne parle pas de ce marais.

2. DES VILLATES en France et aux Pays-Bas, pièce justificative n^o 14, 3^e.

Chateaubriant des Roches-Baritaud et était alors possédée par Louise de Sainte-Marthe. Ce fut ce même des Villates qui prit d'assaut et livra au pillage l'abbaye de Saint-Michel-en-l'Herm.

Samuel des Villates, sieur de Champagné en 1628 et décédé en 1646 acquit le reste de la baronnie de Champagné : Gabriel des Villates lui succéda et prit une part très active aux dessèchements de marais (1).

L'association pour le dessèchement des marais de Champagné « vers la mer » eut lieu en 1651 : les statuts furent arrêtés le 27 septembre et la première réunion eut lieu à Marans le 4 octobre (2).

La presque totalité de ces marais dépendaient de l'abbaye de Moreilles, de l'évêché de Maillezais, et de la seigneurie de Champagné. Les associés étaient : Pour Moreilles : les héritiers Heufft (Strada et de la Croix) ; pour Maillezais : le sieur Lâtre et consorts pour un tiers ; Siette, de Strada, de Loynes, Brisson et M^{me} de Chemiré pour les deux autres tiers ; enfin 1.200 arpents appartenaient en propre à M. de Champagné.

Par l'acte de constitution de la société les associés se cédèrent et transportèrent réciproquement tous leurs droits pour tout dessécher. Les frais et contributions furent supportés et le partage fait selon les données

1. DES VILLATES... VI, D ; VIII ; IX.

2. *Registre des délibérations.*

suivantes : on mit d'abord de côté les terres en valeur près de Champagné et les mizottes près de la mer ; puis les propriétés tant en Moreilles qu'en Maillezais des héritiers Heufft et des autres particuliers non compris dans le traité. Le reste fut divisé en vingt-sept portions égales : six furent attribuées aux sieurs de Champagné et de Chaligny, trois à de Strada, trois à de Loynes, trois à Siette, trois à Brisson, trois à M^{me} de Chemiré, trois à de la Croix, deux à de Flacourt, une à Guillaume Henry.

Les associés s'engagèrent en outre à payer à l'évêque de Maillezais et à l'abbé de Moreilles les droits fixés par les baillettes (1), et pour les autres terres cinq sols de cens par arpent au seigneur de Champagné, sans solidarité (2).

La délibération de 1652 contient la résolution de demander au Parlement ou à Fontenay des ordres pour la visite des lieux et des marais des non acquiesçants ; en d'autres termes on voulait faire constater que les marais des propriétaires qui n'étaient pas en-

1. Ces baillettes nous sont inconnues. Peut-être est-il ici question des mêmes baillettes que pour le Petit-Poitou : on se souvient en effet que les terrains concédés par Moreilles étaient évalués à 15.000 arpents et que 10.000 seulement furent desséchés : d'un autre côté la clause du partage additionnel qui vise le dessèchement des terres de Moreilles non encore desséchées favorisent cette hypothèse. En tout cas s'il y eut des baillettes distinctes, elles durent être calquées sur les premières.

2. DES VILLATES. Pièces justificatives, n° 14, 3^e.

trés dans la société ne formaient pas plus du tiers, afin de pouvoir contraindre ces mêmes propriétaires à traiter aux mêmes conditions que les autres selon les termes de la Déclaration de 1641.

Les travaux menés très activement furent facilités par le canal de Champagné qui avait survécu aux premières tentatives de dessèchement du moyen âge et qu'il suffit de remettre en état. Le canal de l'Épine creusé par les Hospitaliers de Puyravault et devenu inutile au marais du Commandeur, fut d'un grand secours aux dessécheurs du marais de Champagné (1).

Dès 1652 on put songer à faire un plan parcellaire pour servir au partage. Siette refusa de le faire sans rémunération ; Henri Schomberg, trésorier de l'association, s'entendit alors avec le sieur Cheureux, arpenteur juré à Marans, qui accepta moyennant 1.200 livres (!) de faire un plan général du marais de Champagné et Moreilles, avec les canaux et fossés de huit pieds nécessaires pour la division et la séparation des cabanes dont la contenance devait lui être indiquée par Siette (2).

Un premier partage provisoire eut lieu le 23 septembre 1655 on fit neuf lots des terres en état et on tira au sort. Chacun devait faire un bâtiment sous peine

1. Voyez Petit-Poitou : transaction entre Siette et François Petit.

2. Acte passé par devant Mion, notaire à Morans en 1652. (Cet acte se trouve aux *Archives communales de Marans*.)

d'avoir à indemniser celui auquel ce lot serait plus tard attribué à titre définitif. Nous voyons les intéressés réunis à Beaulieu les 4, 5, 6 et 7 avril 1656 pour procéder au partage complet et définitif. C'est à Beaulieu (dans le Petit-Poitou) qu'habitait leur trésorier, Henri Schomberg, qui était en même temps comptable pour la nouvelle société et pour celle du Petit-Poitou (1). Ils partagèrent selon le règlement du 27 septembre 1651 et s'obligèrent au paiement de contributions pour continuer et entretenir le dessèchement, d'après le règlement fait pour le Petit-Poitou le 19 octobre 1646.

Certains propriétaires de petits marais firent des difficultés pour payer leur quote-part des frais : témoin la transaction entre les associés et les frères Clemenceau, propriétaires de la Motherie-Pagereaud (2).

On laissa en commun les marais salants et un communal.

1. Il ne faut pas se méprendre sur le rôle de Schomberg : il ne fut que caissier des sociétés formées pour le dessèchement de ces marais, mais non des sociétés formées après le dessèchement pour l'entretien des ouvrages. Le dessèchement terminé il ne fut pas trésorier de tous les intéressés de ces marais, mais seulement des dessécheurs : sa situation répond exactement à ce que l'on appelle aujourd'hui un régisseur. La caisse des sociétés formées pour l'entretien des dessèchements était entre les mains du directeur, élu par l'assemblée générale des intéressés.

2. Cette transaction est reproduite dans des VILLATES; pièces justificatives. Elle se trouve aux *Ar. dép. de la Vendée*, d'après l'auteur de des Villates.

Ce dessèchement est protégé du côté de la mer par une très longue digue qui commence à la Charrie et finit à l'anse du Braud. Très exposé aux coups de mer, ce marais subit à l'origine des inondations fréquentes : actuellement de nouveaux marais endigués le séparent de la mer et l'en protègent.

Ce dessèchement a 2.939 hect. 97 ares 77 centiares de superficie (1). Il coûta 104.000 livres (2).

IV. — MARAIS DE VIX ET DE BOISDIEU.

François Brisson, président et sénéchal à Fontenay-le-Comte, Octavius de Strada, seigneur de Sarlieves, et Pierre Robert, seigneur du Breuil, tous associés de Siette dans les dessèchements précédents, traitèrent, dès 1642, avec l'évêque de Maillezais, Henri de Béthune et se firent concéder le marais de Boisdieu. On observa les formalités que nous avons décrites en parlant du Petit-Poitou. Le contrat de baillette fut passé le 13 novembre 1642.

Quelques temps plus tard ils obtinrent de Françoise de Foix, abbesse de l'abbaye Notre-Dame de Saintes, « hors les murs », la concession des marais de Vix,

1. *Bulletin de l'hydraulique agricole*, fascicule Z.

2. *Archives départementales de la Vendée*, Cf. Des Villates. Pièce justificative, n° 3.

qu'Agnès de Bourgogne avait donnés à ce monastère (1).

Maître Amable Bitton, receveur des finances à Poitiers qui convoitait ardemment ces marais, persuada au seigneur évêque de Maillezais et à l'abbesse de Saintes que ces contrats étaient ruineux pour eux et leur proposa des conditions plus avantageuses. Françoise de Foix se laissa convaincre et passa un nouveau contrat de baillette avec Maître Amable Bitton, qui avait pour associé Claude du Flot, Claude Esnard et Jacques Morienne ; ce dernier était un transfuge de la compagnie Siette.

Brisson demanda la nullité de ce second contrat fait en fraude de ses droits acquis antérieurement. Une sentence du 3 mars 1646 lui donna gain de cause, mais l'obligea à laisser en toute propriété aux habitants de Vix une portion de marais (2). Françoise de Foix fit

1. Ces deux baillettes sont calquées sur celles du Petit-Poitou que nous avons analysées (Archives de la Société de Vix, Maillé, Maillezais et Doix). C'est en 1047, qu'Agnès, comtesse de Poitou, donna à l'abbaye de Saintes, l'île de Vix, qu'elle avait achetée de Guillaume de Parthenay.

2. C'est l'origine du communal de Vix. Presque toutes les communes de notre marais ont des communaux qui sont pour elles une source de revenus et rendent service aux petits particuliers. Il était très juste de réserver ainsi un pacage pour les manans qui se trouvaient privés par suite des dessèchements du droit de Caravane qu'ils exerçaient avant sur les terres seigneuriales. Il est à regretter que l'on n'obligea pas les dessécheurs du Petit-Poitou et du Vieux desséché de Champagné à laisser ainsi des pacages à la disposition des paroisses intéressées : ce

appel de cette sentence au conseil privé du roi : celui-ci renvoya l'affaire devant le Parlement où elle ne se termina qu'en 1653. Entre temps, Jacques Raoul, nouvel évêque de Maillezais, intervint en l'instance et réclama lui aussi la nullité de l'acte qu'il avait passé avec Brisson. Le Parlement de Paris rendit son jugement le 30 avril 1654 : il débouta l'évêque de Maillezais et l'abbesse de Saintes de leurs prétentions et confirma les contrats passés par eux avec Brisson, qui devait laisser aux habitants de Vix un tènement de marais dont l'étendue serait déterminée par des experts. Cet arrêt confirme en outre les privilèges accordés par le roi pour les dessèchements de marais et ordonne que la société continue ses travaux dans les marais du Poitou, sur la rive droite de la Sèvre.

Brisson et ses associés formèrent alors un vaste projet et résolurent de dessécher tous les marais qui restaient à dessécher dans le Bas-Poitou : pour cela ils élaborèrent un règlement qu'ils intitulèrent pompeusement : « Statuts, règlements et articles convenus, faits et accordés entre tous les associés et intéressés aux dessèchements de Benet, Courdaut, Maillezais, Vix Marans, Beraud, Sableau, Vouillé et autres, contenus et faisant partie du dessèchement général des marais situés depuis Coulon et la Garette jusques à la mer, et qui aurait été justice. Ce fut la cause de l'opposition des manans de Chaillé que nous avons signalée : malheureusement les Chaillezais ne furent pas écoutés.

entre la rivière de Sèvre d'un côté et les terres fermes de Poitou de l'autre. »

Les statuts furent arrêtés à Paris, dans une assemblée tenue chez M. Brisson, rue des Charitéz-de-Saint-Denis, paroisse Saint-André-des-Arcs, le 23 mai 1654. Présentés au Parlement, ils furent homologués par arrêt du 1^{er} août 1654.

Cette vaste entreprise devait se réduire uniquement au dessèchement des marais de Boisdieu et de Vix : mais il n'en reste pas moins vrai que Brisson et ses associés eurent l'honneur de mener à sa fin le dessèchement qui, de toute la région, offrait le plus de difficultés tant par son éloignement de la mer, que par sa situation, le cours des rivières l'Autise et la Vendée s'opposant au passage des canaux.

Les dessécheurs, dès le début, connaissaient ces difficultés ; nous lisons, en effet, dans la baillette du 31 décembre 1642 : l'abbesse expose que les marais de Vix « ne se peuvent dessécher sans des risques et dépenses extraordinaires, étant, comme ils sont, à plus de quatre grandes lieues de la mer, à laquelle seule se peuvent faire les canaux et décharges dudit marais ; étant pour cet effet nécessaire d'acheter très grand nombre de terres pour la confection desdits canaux depuis ledit Vix et la mer, il est nécessaire de faire plusieurs moulins d'artifice pour y jeter lesdites eaux par dessus lesdits achenaux publics, ou plusieurs coffres qui passeront par dessous lesdits achenaux dont on ne peut

empêcher le cours et navigation ». Cette citation contient une sorte de devis des ouvrages que les dessicateurs durent exécuter. Ils firent leur grand canal de desséchement parallèle à la Sèvre et par conséquent, perpendiculaire à l'Autise et à la Vendée ; il fallait à tout prix empêcher les eaux de ces rivières de se mêler aux eaux du canal, sous peine de voir les eaux refluer vers le marais aux époques de crue et compromettre le desséchement. Sur ce canal « on construisit deux ponts aqueducs, au-dessus desquels les eaux de l'Autise et de la Vendée vont se perdre dans la Sèvre, sans se mêler avec les siennes (les eaux du canal). Celui de l'Autise se nomme simplement l'aqueduc, celui de la Vendée se nomme le gouffre » (1).

C'est surtout pour ce desséchement que devait être précieux le privilège de faire passer leurs ouvrages sur les terres adjacentes accordé aux dessécheurs par la déclaration d'Écouen. Nous trouvons un grand nombre d'actes très intéressants ayant pour but des règlements d'indemnités pour les terrains pris par le canal. Nous voyons la dame Franchard, propriétaire du marais de l'Enfrenaud, permettre à Brisson de faire sur ses terres un canal, fossé et contrebot sur l'espace de 20 toises de largeur, en face le canal qu'il a commencé sur les terres de Labriant (2). Le curé et les habitants

1. Cavoleau : Statistique de la Vendée.

2. Acte de Moreau, notaire à La Rochelle, 2 sept. 1656
(Archives de la société).

de l'Ile d'Elle consentirent à ce qu'il prenne des terres sur leurs biens pour son canal et contrebot moyennant une indemnité de quatre-vingt-dix livres par arpent (1). Les associés traitèrent encore avec la dame de Labriant à laquelle ils donnèrent mille sept cent vingt livres pour la dédommager du passage de leur canal et contrebot sur ses propriétés. Ils donnèrent quatre mille cinq cents livres à la dame de la Proulière (2), et s'entendirent avec les seigneurs de Marans (3); enfin ils transigèrent avec les propriétaires du marais de Fausse-Brie (4).

Le desséchement des marais de Vix fut terminé en 1662 : le partage se fit le 24 octobre 1663 : il y est précisé que ce desséchement qui comprend environ 2.900 hectares, coûta cinq cent cinquante-quatre mille deux cent dix-huit livres, douze sols, six deniers.

Ce fut la dernière entreprise de la compagnie concessionnaire, bien que ses privilèges aient été confirmés dans l'arrêt du Parlement de Paris du 30 avril 1654.

1. Acte de Tréton, notaire à Marans du 12 octobre 1657. Cet acte est mentionné dans la délibération de 1888 de la société du contrebot de Vix. (Nous ne l'avons pas trouvé.)

2. Acte de Favraud, notaire à Marans, 28 décembre 1658 (*Archiv. de la société*) et acte du même du 31 mai 1659 (*Registres de Favraud aux Archives communales de Marans*.)

3. Acte de Layné, notaire à La Rochelle, 19 juillet 1659 (*Archiv. de la société*.)

4. Transaction du 25 mars 1666 : copie aux *Archiv. de la société* ; original aux *Archives communales de Marans* (*Registre de Favraud, année 1666, p. 72.*)

Brisson et ses associés n'avaient pas desséché tous les marais que l'abbesse de Saintes leur avait délaissés : le marais Gargouillaud avait été laissé en dehors du desséchement. Ce fut la source d'un long procès. L'abbesse fit sommation le 3 juillet 1738, de dessécher et mettre en culture ce marais, et de payer l'indemnité de vingt-neuf années à raison de quinze cents livres par an ; pour l'avenir les associés devraient continuer à payer quinze cents livres à moins qu'ils n'aimassent mieux exposer et abandonner le terrain litigieux dont elle pourrait disposer comme elle ayiserait, mais au cas où ils en feraient l'abandon, ils devraient faire construire un pont et un canal pour relier Gargouillaud à leur desséchement. Les intéressés se réunirent et répondirent que ces marais n'avaient pas été desséchés en 1672 parce qu'ils avaient été reconnus trop bas et trop boueux, qu'ils n'en avaient jamais joui et que, par conséquent, ladite dame avait pu en disposer à son gré depuis longtemps ; mais qu'ils consentaient à en faire exponsion et abandon régulier si la dame voulait borner là ses prétentions (1). Il convient de remarquer qu'aux termes de la baillette de 1642 les dessécheurs devaient payer un sol de cens par arpent et un douzième des fruits pour les deux tiers qui devaient être semencés.

1. Délibération de 1741 sur les registres de la société. Voir aussi : *Archives départementales de la Vendée*, série E, liasse 11.

Les terres qui ne pourraient être défrichées, ce qui était le cas de Gargouillaud au dire des intéressés, ne devaient payer que cinq sols par arpent pour tout devoir : ce marais ayant trois cent cinquante arpents, cela faisait quatre-vingt-sept livres dix sols au lieu de quinze cents réclamées (1).

Nous pensons que les dessécheurs étaient dans leur tort : il pouvait y avoir difficulté, il n'y avait pas impossibilité de dessécher Gargouillaud : la crainte de dépenses en disproportion avec le résultat les fit faillir à leurs engagements. En effet, lorsque le 8 octobre 1741 les parties transigèrent : la société du marais de Vix accorda le droit de dessécher ce marais et d'en faire passer les eaux par le canal de son marais ; on pouvait donc bien dessécher ce marais. Un arrêt du conseil du 8 juillet 1742 permit ce dessèchement et l'intendant de Poitou, Lenain, rendit une ordonnance à cet effet : l'adjudication des travaux eut lieu le 7 septembre 1742 (2).

Ces difficultés n'étaient cependant pas finies car M^{me} de Duras, abbesse, voulut dessécher, non seulement les trois cent cinquante arpents de Gargouillaud, mais aussi des terres environnantes : la servitude de passage des eaux devenait ainsi plus lourde pour le marais de

1. Baillette de 1642. *Archives de la Société*, liasse 1^{re}.

2. Acte du 8 octobre 1741 reçu par Masson, notaire à Fontenay (*Archives de la Société*). Lettre de M^{me} de Duras au directeur des marais de Vix, et copie d'une lettre du directeur (*Arch. départemen. de la Vendée*. Série E., liasse 11, pièce 13).

Vix (1). Plus tard, vinrent s'ajouter les difficultés soulevées par la cupidité du sieur Gerbault, qui avait acquis à vil prix les droits de l'abbesse sur ce marais, après avoir été son procureur fiscal et son fermier général : cet homme rapace voulut reprendre tout ce qui avait déjà été vendu à vil prix et avait depuis acquis une grande valeur par les améliorations qui avaient été faites ; il tenta même de s'emparer du communal de Vix, réservé par l'arrêt du Parlement du 30 avril 1634 (2).

Ces procès durèrent jusqu'en 1838 et ne furent terminés que par l'annexion du marais Gargouillaud au marais de Vix.

V. — DESSÈCHEMENT DE LA VACHERIE.

M. Cavoleau dans sa *Statistique de la Vendée* confond le marais de la Vacherie et le vieux desséché de Champagné dont nous avons déjà raconté le dessèchement : en réalité il parle du vieux desséché en lui donnant le nom de Vacherie lorsqu'il écrit que ce marais fut desséché de 1631 à 1658. M. La Fontenelle de Vaudoré dans l'édition de 1844 du même ouvrage, ajoute une

1. Lettre du directeur à M^{me} de Duras (*Voyez note précédente*).

2. Mémoire présenté par M. Merland, avocat à Fontenay, à M. le comte de Blossac, intendant à Poitiers pour les habitants de Vix contre le sieur Gerbault (*Archives départem. de la Vendée*. Série E., liasse 11, page 24).

note ainsi conçue : « Nous avons sous les yeux l'acte de société pour ce desséchement, appelé dans cet acte, marais de Champagné. » Puis il cite les confrontations et les noms des dessécheurs. Ces indications nous permettent d'établir que cet acte se rapporte au vieux desséché et non à la Vacherie. Ces deux auteurs confondent deux marais cependant tout à fait différents et séparés l'un de l'autre par les terres hautes de Champagné. Nous avons retrouvé aux archives de la société une copie de l'acte de Société pour le desséchement de la Vacherie : ce contrat fut conclu le 22 août 1658.

Le marais de la Vacherie est situé entre l'île de Champagné et les terres fermes qui formaient le littoral de l'ancien golfe de Poitou : il est borné au sud par la ceinture du Petit-Poitou et au nord par le canal de Luçon.

Ce fut très probablement sur l'initiative de Gabriel des Villates que ce desséchement fut entrepris. L'acte de société du 22 août 1638 offre cette particularité d'être un acte sous seing privé contenant mention de la remise à chaque intéressé d'un original.

Ces associés étaient : De Salo, « pour les marais dits de la Vacherie, de Nicolas Texier et du Forcin » ; de Champagné, tant pour lui que pour le sieur de la Poicturnière Rampillon, pour les marais de la Charrie, de la Nonnerie, des deux Russonnées de la Coudray ; de la Vergne de Béauté et de Chaligny pour les marais dépendant de l'évêché de Maillezais. Le sieur des Villates était donc le seul propriétaire, les autres s'étaient

fait concéder les marais qu'ils allaient dessécher (1).

De plus « outre et pardessus lesdites parts » chacun était intéressé pour un quart dans le desséchement « des marais de ceux qui se sont refusés d'entrer dans ladite société, lesquels étant exclus de ladite société en vertu des privilèges accordés par sa majesté l'an mil six cent quarante et un en faveur des dessèchements, seront contraints de recevoir le deuxième des fruits suivant les arrêts et règlements intervenus en pareil cas. »

Pour étendre le desséchement, les associés reculèrent l'achenal le Roy plus près de Luçon et se préservèrent de ses crues par une forte digue continuant celle du Petit-Poitou. Ils eurent soin d'y ménager une bonde pour prendre de l'eau aux époques de sécheresse (2). Ils recreusèrent la partie supérieure du canal de Champagné qui leur servit à envoyer leurs eaux à la mer ; et s'entendirent pour cela avec le Vieux Desséché qui avait acquis des droits sur le cours inférieur de ce canal.

Ce marais a 1.900 hectares 70 ares de superficie (3).

VI. — DESSÈCHEMENT DES BOUILS.

Les Bouils ou le Bouil sont un petit marais situé entre la ceinture des Hollandais (ancien achenal le Roy), le

1. Ces actes de concession nous sont inconnus.

2. Mémoire manuscrit sans date aux *Archives de la société*.

3. *Bulletin de l'Hydraulique agricole*, fascicule Z.

canal de Livrenœuf (au ^{xiii}^e siècle L'Œuvre neuf) et la ceinture du Petit-Poitou. Il est obligé d'emprunter les canaux de ce desséchement pour envoyer ses eaux à la mer.

D'après Cavoleau, ce desséchement serait le second en date et aurait été entrepris en 1649. Nous n'acceptons cela qu'avec beaucoup de réserve, car bien que nous n'ayons eu entre mains aucun titre concernant ce marais, les délibérations des intéressés du marais du Petit-Poitou, dont le Bouil est tributaire nous fournissent de précieuses indications. La délibération du 5 octobre 1665 nous apprend que le directeur du Petit-Poitou a signé une transaction avec le seigneur du Langon, le 20 mai 1665 : par cet acte le Petit-Poitou s'engage à écouler à la mer par ses canaux les eaux du Bouil, moyennant la somme de deux mille livres et l'engagement de concourir, par la suite, à l'entretien des grands canaux et des écluses, proportionnellement au nombre d'arpents (1). Le Bouil ne peut librement écouler ses eaux et par conséquent être desséché qu'à partir de cette transaction.

Ce desséchement n'a que 104 hectares 17 ares, et fut

1. Acte passé le 20 mai 1665, par devant Huart et Lefranc, notaires du Châtelet de Paris. Rapporté par la délibération de 1665 du Petit-Poitou. Il y est dit aussi que la grosse de cet acte est déposée aux *Archives de la société* : nous ne l'y avons pas trouvée.

effectué uniquement par son propriétaire, le seigneur du Langon.

VII. — DESSÈCHEMENT DU MARAIS SAUVAGE

Le marais Sauvage fut desséché vers 1654 ; il était alors compris entre l'ancien bot de l'Anglée, le nouveau canal de Vix, le bot de l'Œuvre (1) et les marais de Vouillé, plus une langue de terre en forme de triangle dont le sommet est près de l'anse du Brand. Il était la propriété des seigneurs de Marans : Jean, sire de Bueil, chevalier des ordres du roi, grand échanson de France, comte de Marans, l'île de Ré, Saint-Christophe, Château-Leval et autres places ; et haut et puissant messire Pierre Deperrein, seigneur et marquis de Crenan, Lamothe-Achart, Coursillon et autres places, comme mari de dame Anne de Bueil, sœur du comte de Marans ; enfin Françoise et Renée de Bueil, également sœurs du comte de Marans.

Les propriétaires desséchèrent eux-mêmes leurs marais, aussi les titres qui pourraient permettre de préciser la date de ce dessèchement sont-ils très rares. Nous trouvons cependant aux archives communales de Marans un acte très intéressant et précieux ; il est intitulé : « Délaissement et dédommagement fait par Mgr le

1. C'est sur l'emplacement de ce bot que passe actuellement la route nationale n° 137.

Comte de Marans aux habitants de l'Isle d'Elle. » Cette charte est du 7 novembre 1654 et il y est question des travaux en cours du desséchement du marais Sauvage (1). Les habitants de l'Isle d'Elle avaient un droit de pacage sur ces marais, ils y renoncent ; en retour le seigneur de Marans leur abandonne en toute propriété l'étendue de marais désigné sous le nom de l'Antole, moyennant une redevance annuelle de douze sols par feu. Toutefois le comte se réserve le droit de passage pour ses gens et le droit de prise d'eau à la Sèvre ou à la Vendée par canaux ou autrement.

L'année suivante les mêmes propriétaires s'entendaient avec leurs voisins, les dessécheurs du marais Garreau, puis un peu plus tard avec ceux du marais des Ablettes et leurs permettaient sous certaines conditions et compensations (2) de se servir du canal du marais Sauvage pour porter à la mer le trop-plein des eaux de leur marais.

En 1656 ce desséchement était achevé et Mathias Macaud « faisant pour le seigneur de Marans » traitait avec Étienne Bonnet, maître maçon et tailleur de pierre, pour la construction des portes du marais Sauvage (3).

1. Registres de Favreau, notaire (Registre 1953 à 1655).

2. Nous détaillerons ces deux contrats importants lorsque nous traiterons du desséchement des marais de Vouillé ou marais Garreau, et du marais des Ablettes.

3. Acte du 8 avril 1656 reçu par Favreau, notaire à Marans. (*Archives communales de Marans*, registres de Favreau, notaire, année 1656, p. 32).

En 1665 le comte de Bueil fait refaire les fossés (1) et fait bâtir trois cabanes dans ce marais, ce qui prouve s'on complet desséchement (2).

Le marais qui a une superficie de 1.250 hectares environ n'appartient encore aujourd'hui qu'à un seul propriétaire.

VII. — DESSÉCHEMENT DU MARAIS GARREAU

Le desséchement de ce marais fut conçu et entrepris un des premiers, en même temps que le Petit-Poitou, avant la déclaration de 1644. Il fut entrepris par une société composée de six dessécheurs ; dont quatre étaient déjà associés de Siette pour le Petit-Poitou ; mais ce fut une société distincte qui obtint ses privilèges, non en vertu de la déclaration de 1644, mais bien en vertu de la déclaration de 1643. Il convient à ce propos de noter ici un exemple de générosité unique dans l'histoire des desséchements du Bas-Poitou : par acte notarié du 13 août 1654 passé entre Du Chatelier Barlot et consorts d'une part et Jean Rozé, curé de Vouillé-les-Marais d'autre part, les sieurs Du Chatelier et consorts s'obligèrent volontairement à payer au curé de Vouillé

1. Acte du 28 décembre 1665 reçu par Triton, notaire à Marans (*Archives communales de Marans*).

2. Actes des 19 et 25 novembre 1665, reçus par Triton, notaire à Marans. (*Archives communales de Marans*, liasse des desséchements de marais).

et à ses successeurs la dîme sur tout le marais Garreau à raison de cinquante gerbes l'une. A cette époque ce marais était à peine desséché et par conséquent exempt de toute dîme pendant vingt ans pour ne devoir ensuite que cinquante gerbes l'une, aux termes de l'ordonnance de 1643 ; et de plus, une clause de la baillette exemptait un tiers des marais de la dîme : il faut donc voir dans cet acte une véritable donation au profit du curé de Vouillé (1).

Le marais Garreau appartenait au prieuré de Vouillé qui relevait de l'abbaye de Saint-Maixent. Pour l'aliéner il fallut donc remplir toutes les formalités requises pour l'aliénation des biens ecclésiastiques (2). La baillette fut passée le 10 février 1644 (3) : le dessèchement avait été adjugé précédemment à Robert, conseiller du roi, de Morienne, Charrier, Arrivé (tous associés de Siette), et Ayraud.

Il était stipulé qu'un tiers de tout le marais serait franc et quitte de tout droit de terrage, champart et dixme, mais assujetti à la redevance annuelle d'un sol par arpent. Les deux autres tiers devaient être embla-

1. Transaction du 13 août 1654 par devant Pleigner et Robert, notaires à Fontenay-le-Comte (*Archives Dép. de la Vendée*. Série E, liasse 3).

2. Voir Petit-Poitou.

3. Pardevant Bonnet et Baudon, notaires et tabellions royaux à Fontenay-le-Comte. (*A. dép. de la Vendée*, Série E, liasse 3, pièce 23).

vés selon la coutume du pays et sur eux le terrage était dû.

Le dessèchement ne fut pas commencé tout de suite et des changements se produisirent dans la composition de la société. En 1648 nous voyons Monsieur Du Chatelier Barlot s'associer aux dessiccateurs pour une sixième partie (1), c'était le 4 janvier; deux jours plus tard il achetait 800 francs deniers le sixième du sieur Jacques Ayraud, sieur de Langle (2): la modicité du prix nous prouve que ces marais n'étaient pas encore mis en valeur.

A partir de cette époque les travaux de dessèchement durent être menés activement, car le partage eut lieu le 13 décembre 1653. On fit six lots que l'on tira au sort : le marquis du Chatelier en tira deux (3).

Ainsi desséché le marais Garreau était bien protégé contre les eaux de l'extérieur, par sa ceinture de fortes digues, mais les eaux pluviales y séjournaient n'ayant pas d'écoulement. Les intéressés s'adressèrent au comte de Marans qui faisait alors dessécher son marais Sauvage et avait construit un canal à la mer. Par acte

1. Acte passé à Fontenay-le-Comte le 4 janvier 1648 (*Aux Archives dép. de la Vendée, série E, liasse 3*, il existe une copie collationnée par Beau, notaire à Velluire, le 4 février 1656, et autre copie collationnée par Nodin et Beau, notaires à Velluire, le 7 avril 1667).

2. Acte de Robert, notaire à Fontenay, 6 janvier 1648 (*A. D. V. Série E, liasse 3*).

3. Acte de Grignon et Robert, notaires à Fontenay (*A. D. V. Série E, liasse 3*).

notarié du 23 octobre 1655 celui-ci leur permit « le passage, chute et écoulement des eaux pluviales seulement » du marais Garreau « et ce par ledit canal et écluse que ledit seigneur fait faire pour le desséchement des marais de son comté ». Pour cela du Chatelier fut autorisé à couper la digue du marais Sauvage pour y faire passer un canal en tel endroit et de telle largeur qu'il jugerait nécessaire et à prolonger ce canal sur les terres du comte de Marans depuis cette coupe jusqu'au grand canal du marais Sauvage : coupe et canal étaient à la charge des associés qui devaient en outre payer au comte dix livres par cinq cents toises d'arpent de terrains pris : la moitié de cette somme devait être payée dans un mois, l'autre moitié au moment de la construction des écluses ou portes du grand canal (1).

IX. — MARAIS DES ABLETTES

Pour tout renseignement sur le desséchement du marais des Ablettes, nous n'avons qu'un seul document : c'est l'acte qui règle ses rapports avec le marais Sauvage par lequel il écoule ses eaux, comme le marais Garreau dont nous venons de parler (2).

On remarque une similitude presque absolue entre ce contrat, signé le 9 novembre 1655 et celui signé pour

1. Acte passé devant le notaire au comté de Marans. Copie aux *A.D. V. Série E, liasse 3*.

2. Copie aux *Archives du marais des Ablettes*.

le marais Garreau dans le même but : si l'on rapproche les dates on constate qu'ils ne furent séparés que par un intervalle de dix-sept jours. Les clauses et conditions sont les mêmes, nous n'y reviendrons pas. Signalons seulement que les dessécheurs du marais Garreau, qui élèvent alors la prétention d'avoir acheté la servitude exclusive d'écoulement des eaux par le canal du marais Sauvage, protestèrent contre cette nouvelle concession, mais ne furent pas écoutés (1).

Les Ablettes furent desséchés par François Arrivé, sieur du Sableau, et Jean Arrivé, sieur de Boisneuf, qui en étaient probablement les seuls propriétaires. Le dessèchement est contemporain de celui des marais Sauvage et Garreau : il a une superficie de 216 hectares 51 ares 76 centiares (2).

X. — MARAIS DE MOUILLEPIED ; DU DEVANT ; AUX TAURES (3) ; GROS AUBIER ET DES ALOUETTES ROUGES.

Tous ces marais, sauf le petit marais aux Taures, sont situés au sud de l'île du Sableau, entre le canal des Cinq-Abbés, la route nationale n° 137, ancien

1. *Arch. dép. de la Vendée. Série E, liasse 3, pièce 42.*

2. *Bulletin de l'Hydraulique agricole*, fascicule 1.

3. Nous écrivons aux Taures ; Cavoiseau écrit Autorres ; on trouve aussi Authorres. Aux Taures nous paraît préférable, le mot Taure étant couramment employé dans le pays pour désigner les génisses.

Bot de l'Œuvre, et le marais Sauvage. Le marais aux Taures est situé au nord-est de l'île du Sableau, du côté de Vouillé. Nous n'avons malheureusement pu découvrir aucun acte, aucun document propre à nous éclairer sur leur dessèchement, sauf pour le marais du Gros Aubier : il fut desséché par François et Jean Arrivé, en même temps que les Ablettes (1), et ce marais qui s'écoule aujourd'hui par le canal de Mouillepied, s'écoulait primitivement par le canal des Ablettes et le canal du marais Sauvage. Cet indice nous permet d'établir d'une façon à peu près certaine que le dessèchement du marais de Mouillepied est postérieur ; d'un autre côté, en argumentant de la situation des lieux, on peut dire que le dessèchement de Mouillepied est nécessairement antérieur à ceux du Devant, aux Taures et Alouettes Rouges, puisque c'est par son canal que tous ceux-ci envoient leurs eaux à la mer (2).

Mouillepied, Gros-Aubier et les Alouettes Rouges, sont en Charente-Inférieure, commune de Marans, en majeure partie ; du Devant et aux Taures en Vendée, commune de Chaillé-les-Marais.

Ces marais ont une superficie globale de 1.585 hectares 92 ares.

1. Acte du 9 novembre 1655.

2. Toutes nos recherches aux archives de ces sociétés, aux archives départementales de la Vendée et de la Charente-Inférieure, aux archives communales de Marans sont restées infructueuses ; nous souhaitons vivement dans l'intérêt de l'histoire des marais du Bas-Poitou, que d'autres soient plus heureux.

XI. — MARAIS DE LA PIRONNERIE

Cavoleau dans sa *Statistique de la Vendée* nous indique ce desséchement, qu'il appelle Pironnière, comme contemporain du marais Garreau. La Fontenelle de Vaudoré dans la seconde édition de cet ouvrage ajoute : « Il est question, dans les procès-verbaux de 1526 et 1527, de l'achenal de la Pironnière, d'où on doit conclure que le desséchement de ce nom est antérieur à l'époque indiquée par Cavoleau. » Double erreur : d'abord ce marais s'appelle la Pironnerie et non la Pironnière. Cavoleau est ainsi cause de la méprise de son savant continuateur qui ne connut probablement les marais du Bas-Poitou que par titres et documents ; celui-ci voyant Cavoleau traiter du desséchement de la Pironnière et ayant entre mains les procès-verbaux de 1526 et 1527, où se trouve mentionné, à juste titre, un achenal de la Pironnière, fit le rapprochement et conclut un peu vite. Ce que La Fontenelle de Vaudoré ne vit pas, c'est que l'achenal de la Pironnière dont parlent les procès-verbaux des commissaires était situé paroisse de Champagné, tandis que le desséchement de la Pironnière dont parle Cavoleau et dont le véritable nom est Pironnerie, est situé près du Sableau, commune de Chaillé-Maraais. Le desséchement de la Pironnerie est bien postérieur à la date indiquée par Cavoleau lui-même.

Le desséchement de ce marais est le plus récent de

ceux dont nous aurons à nous occuper : il ne date que de 1778 comme l'atteste l'acte qui lui donna naissance (1).

Nous apprenons par ce titre que le marais de la Pironnerie, contenait environ deux cent journaux et se trouvait enclavé dans les marais Garreau, Sauvage, des Ablettes et aux Taures ; que pour opérer son dessèchement et le mettre en valeur il n'y manquait qu'un canal pour écouler les eaux pluviales qui y séjournaient. Ce marais de peu d'étendue appartenait à une foule de petits propriétaires et artisans du Sableau ; il était arrivé que menacés de perdre semences et récoltes, ils avaient plusieurs fois coupé les ceintures du marais des Ablettes et aux Taures.

Ils demandèrent aux directeurs des marais de Mouilpied, du Devant, aux Taures, la permission d'écouler leurs eaux dans le canal du marais aux Taures ; ce qui leur fut accordé, mais avec une foule de conditions dans le détail minutieux desquelles on dirait que les parties se sont complues. Prenons un exemple : les intéressés du marais de la Pironnerie feront un canal de dix à douze pieds de large depuis leur marais jusqu'au canal du marais du Devant, et construiront une dalle « d'un pied seulement, au quarré, en pierres de taille et moilon, bien solide, afin que le chemin qui passera sur icelle ne soit en aucune façon intercepté

1. Acte du 23 février 1878 par devant Jonon et Guillet, notaires à Marans. Une expédition délivrée par Guillet le 8 frimaire an VII se trouve aux archives du marais.

et reste toujours libre ». Cette dalle sera munie d'une porte fermant à clef.

Nous trouvons dans ce contrat une clause dangereuse pour les propriétaires de la Pironnerie, mais qui ne semble pas avoir été appliquée pratiquement : rigoureusement interprétée et mise en pratique elle eût pu rendre inutiles les travaux faits et les frais supportés par les intéressants propriétaires de la Pironnerie ; elle stipulait, en effet, que la dalle ne pourrait pas être ouverte quand il y aurait une quantité d'eau suffisante dans le marais aux Taures. Cette quantité suffisante était laissée à l'appréciation souveraine du sieur Arrivé de Boisneuf et après lui ses successeurs ayants cause, aujourd'hui le directeur du marais aux Taures. Ce pouvoir discrétionnaire confié à de méchantes mains serait très dangereux pour la Pironnerie.

Le motif de cette clause est tout à fait surprenant « attendu que le marais desséché aux Taures est beaucoup plus bas que le marais de la Pironnerie ». Toutes les législations ont toujours considéré l'héritage inférieur comme asservi par la nature même à recevoir les eaux pluviales de l'héritage supérieur, et le propriétaire de l'héritage inférieur ne peut même pas, au mépris de cette servitude naturelle faire sur son fonds des ouvrages dont l'effet soit de refouler les eaux pluviales vers l'héritage supérieur. Il nous semble qu'en cette occasion le droit du plus fort triompha de la justice. Hâtons-nous de dire qu'aujourd'hui, le marais aux Taures met

toute la complaisance voulue pour écouler les eaux surabondantes de la Pironnerie.

Les intéressés de ce petit marais s'obligeaient en outre à contribuer à l'entretien des canaux des marais aux Taures, du Devant, Mouillepied, et aux autres travaux « supportés par le général dudit marais » au prorata de la superficie ; la Pironnerie n'a que 77 hectares 10 ares 47 centiares de superficie.

§ 2. — Bassin du Lay.

I. — MARAIS SITUÉS ENTRE LE CANAL DE LUÇON ET LE LAY. MARAIS DE SAINT-MICHEL ET DE TRIAIZE.

Ces marais furent jusqu'à la Révolution la propriété presque exclusive du chapitre de Luçon et de l'abbaye de Saint-Michel-en-l'Herm. Les édits de Henri IV, les déclarations de Louis XIII et de Louis XIV n'eurent qu'une très faible influence sur le dessèchement de cette partie du marais du Bas-Poitou ; lorsqu'ils parurent les travaux étaient terminés : commencés dès le XIII^e siècle, ils avaient toujours été entretenus et sans cesse augmentés. Le bot Bourdin fut probablement la première digue construite dans ces marais ; il suffisait à protéger contre les débordements du Lay et contre la mer, les marais de Triaize, Chasnais, les Magnils et Luçon (1).

1. Voir chap. 1^{er} pour les travaux faits au Moyen âge et l'ouvrage de CLOUZOT.

Les travaux des bénédictins de Saint-Michel doivent tous être postérieurs à ce bot et s'échelonnent du XIII^e siècle au XVI^e siècle où ils sont terminés (1). On ne peut que constater leur état actuel sans chercher à établir entre eux un ordre chronologique rendu impossible par l'absence de document (2).

Les marais de Saint-Michel étaient (et sont encore) protégés contre les débordements du Lay par le bot Grolleau qui s'appuie d'un côté sur les terres fermes de Saint-Denis-du-Payré et de l'autre sur le banc de sable du Braud. La construction de ce bot supprima le bras oriental du Lay qui passait entre Grües et Saint-Denis pour aller se jeter dans la baie de l'Aiguillon à l'est de Saint-Michel, et ne laissa qu'un faible passage aux eaux de cette rivière le long des terres hautes de Saint-Benoit. La partie du bot Grolleau qui porte aujourd'hui le nom de digue de la Morinière, interceptait un second bras du Lay, ne laissant libre que celui qui se jetait dans la rivière de Moricq. Les marais de Saint-Michel ne furent donc desséchés qu'au préjudice de ceux de la Claye qui furent plus inondés qu'auparavant. Ce grave inconvénient aurait pu être évité: il aurait fallu pour cela que les moines de Saint-Michel endiguassent sur toute sa longueur le bras oriental du Lay, au lieu de l'intercepter ; la dépense eût été énorme, elle les effraya

1. LA POPELINIÈRE, *op. cit.*, livre V, p. 156.

2. Voir chap. 1^{er} sur la perte des titres des abbayes de Luçon et de Saint-Michel.

sans doute et ils préférèrent supprimer, sans se préoccuper des conséquences possibles de leur acte que rien n'autorisait.

Enfin pour se protéger contre la mer ils firent de l'ouest à l'est le bot de Ribandon. Ils se servirent pour leurs canaux d'écoulement des ruisseaux naturels: les écours de la Gravelle et du Bodard pourraient n'être que l'ancien lit supprimé du Lay.

Le grand marais de Saint-Michel a une superficie de 7.579 hectares 27 ares 66 centiares, et le grand marais de Triaize une superficie de 4.090 hectares (1).

II. — MARAIS DE MORICQ.

En 1720 la terre de Moricq fut achetée par dame Catherine-Henriette Lambert, veuve de M. Étienne de la Taste, maréchal de camp des armées du roi et lieutenant aide-major de ses gardes du corps. Cette terre avait un revenu de deux à trois mille livres : sa nouvelle propriétaire résolut d'en augmenter la valeur en faisant un port à Moricq ; mais effrayée par la dépense et les risques à courir, M^{me} de la Taste joignit un projet de dessèchement à celui du port, dans l'espoir de les confondre et de faire ainsi supporter les frais du port dont elle devait seule profiter par les propriétaires des marais.

1. *Bulletin de l'Hydraulique agricole*, fascicule 7.

Ses hautes relations lui firent facilement obtenir des privilèges et le roi lui accorda « la permission de faire dessécher lesdits marais, avec la concession de tous les droits, prérogatives et privilèges accordés à ceux qui ont faits des dessèchements par les édits et déclarations enregistrées dans les cours souveraines (1) » ; mais on laissa aux propriétaires de ces marais la faculté de contribuer, si bon leur semblait, à la dépense du dessèchement pour les parts et portions qu'ils y possédaient ; sinon, ils devaient céder et abandonner à M^{me} de la Taste, le tiers de leurs fonds, en pleine propriété. Les propriétaires avaient un délai de quinzaine pour faire cette option, à partir de la sommation qui leur serait faite : faute par eux de prendre parti, M^{me} de la Taste ne leur devrait, après le dessèchement, qu'un terrain de même valeur et revenu que celui qu'ils avaient avant.

Vingt-cinq propriétaires environ (2) demandèrent à entrer dans la société et à contribuer aux frais au prorata de leurs marais : il se dirent alors propriétaires des deux tiers des marais à dessécher. Dans cette association on trouve René Lordre et Jacques de la Chaume,

1. Arrêt du Conseil d'État du 4 août 1722.

2. Dans l'acte de société du 1^{er} octobre 1722 reçu par Dupont et Giraudeau, notaires aux Moutiers, il y a dix-huit noms, mais quelques-uns représentaient plusieurs propriétaires. (*Archives de la Société.*)

pour les marais qu'ils avaient arrentés de Jean-Baptiste de Sainte-Hermine, abbé d'Angles, et de l'abbé de Talmont. La Fontenelle de Vandoré nous présente ces deux dessicateurs comme ayant agi à part (1), il est formellement contredit par l'acte de société du 1^{er} octobre 1722.

Par des intrigues de cour M^{me} de la Taste obtint un second arrêt du Conseil d'État en 1723, confirmatif du premier ; il n'y déroge que dans l'intérêt de ladite dame ; désormais les propriétaires non associés doivent délaissier les deux tiers de leurs marais et non plus un tiers ; s'ils ne répondent pas dans les quinze jours de la sommation par un choix, l'option passe à M^{me} de la Taste (2). L'arrêt de 1722 était raisonnable et juste, celui de 1723 est presque aussi honteux pour ceux qui se le laissèrent arracher, que pour ceux qui ne craignirent pas d'intriguer pour l'obtenir : il couvrait, sous des apparences légales, une véritable spoliation.

Tous les propriétaires non associés formèrent aussitôt opposition et essayèrent, mais en vain, de faire rapporter cet arrêt en produisant mémoires sur mémoires ; bien en cour, la dame de la Taste était inattaquable (3). Elle accomplit sans perdre de temps les

1. *Statistique de la Vendée* de CAVOLEAU, édition de 1844, p. 112.

2. Arrêt du 26 janvier 1723.

3. Arrêt du 15 août 1724.

formalités requises et s'appropriâ les terrains des propriétaires opposants (1).

Enfin, pour couronner son œuvre elle s'entendit frauduleusement avec l'ingénieur Macshihi, commis par le roi pour diriger l'entreprise. Cet ingénieur savant mais peu scrupuleux, moyennant une part dans l'affaire, dressa un devis de nature à effrayer tout entrepreneur sérieux et à écarter tout concurrent à l'adjudication des travaux. Le 15 juin 1723, Burgaut, procureur fiscal de ladite dame se rendit adjudicataire des travaux pour 400.000 francs : il n'était évidemment qu'un prête-nom. Alors on substitua habilement d'autres devis préparés à l'avance à ceux qui avaient servi de base à l'adjudication : ce qui permit de réaliser des bénéfices considérables. René Lordre se rendit sous-adjudicataire des travaux de terre compris dans le devis.

Le dessèchement était terminé en 1730 ; comme l'atteste une ordonnance de l'intendant de Poitou du 18 septembre 1730, qui commet des experts pour accepter les travaux ; mais dès 1727 les intéressés avaient procédé au partage (2).

Ce dessèchement a une superficie de 4393 hectares 10 ares 30 centiares. (3)

1. Acte du 22 août 1725, reçu par Perichon et Cadat, notaires à Paris.

2. Acte de Durand et son confrère, notaires à Pouzauges (*Archives de la Société*). Acte du 12 décembre 1727.

3. *Bulletin de l'Hydraulique agricole*, fascicule Z.

§ 3. — Description d'un dessèchement.

Les dessèchements de Saint-Michel et de Triaize diffèrent profondément comme aspect des dessèchements du bassin de la Vendée et de la Sèvre, situés au sud du canal de Luçon.

Les premiers, opérés peu à peu par des moines qui mirent deux ou trois siècles à les parfaire et à les rendre tels que nous les voyons aujourd'hui, ne furent pas effectués d'après un plan savamment combiné avant tous travaux ; les digues furent faites par chacun de ces deux monastères sur les limites de sa propriété : elles en suivirent toutes les sinuosités ; les canaux furent creusés selon les besoins ou profitant des russons que la mer avait laissés en se retirant et des bas-fonds, ce qui économisa du temps et du travail. En un mot aucun plan d'ensemble ne présida à ces dessèchements.

Les autres dessèchements, au contraire, furent d'abord élaborés et mûris sur le papier par d'habiles praticiens. Ils sont entourés d'une ceinture de digue qui les protège soit contre la mer soit contre les eaux des marais mouillés. Cette digue est ordinairement flanquée de deux fossés, que l'on appelle « gonelle intérieure » et « gonelle extérieure ». On donne également le nom de « gonelle » aux fossés qui entourent les terres hautes qui se trouvent dans l'enceinte d'un dessèchement et dont l'utilité est de recevoir et diriger les eaux qui descendent de

ces plateaux. De grands canaux vont de la mer à la ceinture opposée : ils reçoivent sur leur parcours des canaux transversaux qui les font communiquer entre eux et avec toutes les parties du marais : ces canaux secondaires sont eux-mêmes reliés aux « fossés d'eau courante » ou « fossés de huit pieds » qui séparent ordinairement les cabanes du marais ; dans l'intérieur de chaque cabane on trouve des fossés plus petits.

Les grands canaux jouent un double rôle ; ils sont terminés du côté de la mer par des portes ou vannes que l'on ouvre à marée basse pour écouler le trop-plein des eaux ; mais au printemps les canaux changent de rôle et deviennent les réservoirs où l'on accumule la provision d'eau pour l'été : pour cela on ferme les portes à la mer et on ouvre la bonde ménagée dans la ceinture qui sépare le dessèchement des marais mouillés. Il y a cependant des marais où ces ouvrages ne suffisent pas pour l'irrigation ; ce sont ceux où les terrains ne sont pas tous au même niveau : en ce cas on retient l'eau dans les parties les plus hautes au moyen de cloisons de bois que l'on nomme « bâtardeau ».

Nous devons aussi expliquer le terme « jet » souvent employé dans la langue des marais. On appelle « jet » d'un canal ou d'une gonelle, une bande de terre de largeur variable selon l'usage des lieux et l'importance du canal et gonelle : sa principale utilité, dont elle tire probablement son nom, est de recevoir la vase qui y est jetée à la pelle lorsqu'on « récale » le canal.

On se sert souvent des mots « bot » et « contre-bot » ; le premier désigne un talus, une digue, le second un canal creusé au pied d'un bot, du côté opposé au desséchement (1). Dans le marais de Saint-Michel les canaux sont le plus souvent désignés sous le nom d'écours : éours de Pont-Rousseau, éours de la Gravelle, éours des Chats.

Tous ces ouvrages ne peuvent rendre les services que leurs entrepreneurs se sont proposés d'obtenir, qu'autant qu'ils sont entretenus en bon état ; ce qui nécessite une surveillance constante exercée par des agents délégués par les propriétaires intéressés dans chaque desséchement.

1. Nous écrivons « bot », on écrit à tort selon nous « booth ». (Voyez Musset. Vocabulaire, dans *Association Française pour l'avancement des sciences*, session 1882, p. 911).

CHAPITRE V

CAPACITÉ DE CES ASSOCIATIONS SYNDICALES AVANT LA LOI DU 4 PLUVIOSE AN VI

La personnalité juridique, avons-nous dit au chapitre précédent, fut toujours reconnue à ces associations.

Dès l'origine nous les voyons posséder en leur propre nom tout ce qui est laissé en dehors du partage pour être utilisé dans l'intérêt général : ce sont d'abord les ouvrages de dessèchement, digues, canaux, portes et écluses et quelquefois aussi des terrains dont les revenus figurent aux recettes du budget de la société (1).

Il faut reconnaître à ces associations une capacité absolue et les assimiler aux personnes, individus de l'espèce humaine, car nous ne trouvons aucune disposition des ordonnances ou édits qui vienne restreindre leur capacité.

Elles pouvaient donc acquérir soit à titre onéreux soit à titre gratuit, soit des meubles, soit des immeu-

1. DUBOURS, *Droit administratif*, supplément, t. IV, p. 742.

bles. En fait elles usèrent fort peu de leur capacité pour acquérir des immeubles. Leur budget n'avait guère d'autre ressource que les contributions levées chaque année, suivant les besoins, et employées aussitôt à l'entretien et à la réparation des ouvrages. De plus ces sociétés groupant les propriétés situées dans une enceinte de marais entourée d'une digue, n'avaient que faire d'immeubles situés au dehors.

Les acquisitions n'auraient pu servir qu'à créer un capital de réserve dont les revenus auraient chaque année diminué les contributions, et qui, lui-même, aurait pu être réalisé et employé en cas de dépenses extraordinaires. Les intéressés préférèrent payer selon les besoins de chaque année, ou recourir à l'emprunt si la dépense était excessive. Certains immeubles cependant, offrant par leur nature une utilité immédiate pour les dessèchements, comme les bois, les carrières et sablières, furent parfois achetés par ces sociétés : c'est ainsi que la délibération du Petit-Poitou du 17 août 1791 autorise le directeur à se rendre acquéreur, pour le compte de la société, d'un terrier de bois qui dépendait antérieurement de la cure de Vouillé. La même société, le 1^{er} messidor an III, prit à sa charge l'acquisition faite par son directeur de la carrière de Moreille, au moment de la vente des biens de l'Abbaye de Moreille (1).

1. La délibération du 1^{er} messidor an III nous laisse voir que cette acquisition eut aussi pour but de débarrasser la caisse

On ne trouve aucun exemple d'acquisition à titre gratuit par donation ou testament.

En revanche les sociétés achetaient fréquemment des meubles : outils et matériaux nécessaires à l'entretien du desséchement.

Si ces associations pouvaient vendre, comme elles ne possédaient que peu d'immeubles autres que les ouvrages nécessaires du desséchement, les ventes d'immeubles sont encore plus rares que les acquisitions. On en trouve un exemple, et c'est peut-être le seul, dans le Vieux Desséché de Champagné : les dessécheurs au moment du partage avaient laissé en commun un vaste communal qui était devenu la propriété de la société et dont le gros revenu leur venait en aide pour faire face aux frais d'entretien. En 1787 la société perdit un procès important contre le Commandeur de Puyravault et dut payer 6.000 livres ; au lieu de se surtaxer extraordinairement, les intéressés décidèrent de vendre une partie du communal pour payer les 6.000 livres.

Les ventes de meubles sont rares aussi et peu importantes ; elles se bornent à la liquidation du vieux matériel et à la vente de certains produits spontanés du sol sur le bord des canaux, comme les roseaux.

On trouve quelques exemples d'échanges : par exem-

de la société de 10.000 livres en assignats qui étaient devenus d'un placement difficile.

ple la délibération du 29 septembre 1648 des intéressés au Petit-Poitou nous fait connaître qu'il fut convenu que le directeur proposerait à M. de Luynes de changer la maison qu'il avait auprès du rocher de Chaillé, avec la maison commune de la société, située alors à Moreilles, moyennant 3.000 livres de retour que donnerait la société (1).

Il fallut parfois recourir à l'emprunt pour se procurer des capitaux importants dont on échelonnait le remboursement sur plusieurs années ; si on ne contesta jamais à nos sociétés le droit d'emprunter, elles trouvèrent toujours difficilement cependant les capitaux dont elles avaient besoin. Il faut en chercher la cause dans la considération pratique suivante : ces demandes de capitaux étaient toujours faites pour se procurer l'argent nécessaire à des travaux énormes et urgents, c'est-à-dire quand l'avenir du dessèchement semblait le plus compromis, ce qui n'était pas fait pour encourager les prêteurs. C'est ainsi qu'en 1657, alors que les ceintures du Petit-Poitou avaient été rompues, le marais inondé et abandonné par les fermiers qui avaient perdu tout leur bétail, le directeur eut beaucoup de peine à emprunter 3.000 livres (2).

1. Avant 1649 la maison commune était à Beaulieu, près Moreilles, c'est ce qui explique l'art. 1^{er} des statuts : « Tous les associés seront tenus de s'assembler dans la maison commune du Petit-Poitou sise proche l'abbaye de Moreilles. »

2. Délibération de 1657.

Des distinctions assez délicates s'imposent pour le droit d'hypothèque. Les digues et les canaux des sociétés ne furent jamais hypothéqués et ne pouvaient pas l'être parce que l'intérêt public s'oppose à ce qu'ils soient détournés de leur fin et vendus avant d'avoir cessé d'être utiles. Ils furent toujours considérés comme d'utilité publique en quelque sorte, et les canaux et digues furent longtemps les seules voies de communication à l'intérieur de ces marais, à ce point qu'une propriété n'était pas considérée comme enclavée si elle avait un « chemin de bateau ».

Les propriétés associées furent hypothéquées pour garantir les engagements de la société dans les circonstances particulièrement graves où il importait de donner à cette société le plus grand crédit possible ; de plus chacune de ces propriétés était hypothéquée au profit de l'association pour garantir l'observation des statuts par son propriétaire (art. 24 des statuts du Petit-Poitou). Restent enfin les prairies, terres arables, bois ou carrières possédées par les associations : ces immeubles furent aussi hypothéqués dans les mêmes circonstances.

La faculté d'ester en justice est l'attribut de la personnalité juridique dont nos sociétés de marais usèrent le plus. De 1650 à 1789 elles eurent à soutenir des procès nombreux soit entre elles, soit surtout contre les abbayes dont elles tenaient leurs marais. A côté de ces procès on trouve des transactions en

plus grand nombre encore, car le plus souvent les parties ne se livraient devant les tribunaux que des combats préparatoires et transigeaient, heureuses de trouver un terrain d'entente pour éviter des procès longs et coûteux et « pour nourrir paix et amitiés entre elles ». Presque tous les procès que les associés eurent à soutenir contre les abbés ou évêques peuvent se ramener à deux causes : la dime et l'interprétation de la clause contenue dans toutes les baillettes et selon laquelle un tiers des marais cédés devait être laissé en prairie et les deux autres tiers emblavés et soumis du droit de terrage.

En exécution de cette clause les propriétaires de marais desséchés laissèrent un tiers en pâturages et commencèrent les deux autres tiers, comme il avait été convenu. La richesse de cette terre neuve était telle qu'elle permit ainsi de nombreuses récoltes successives, mais un jour vint où elle s'épuisa ; il fallut songer à la laisser se reposer et n'en cultiver que la moitié à la fois. A partir de ce moment il y eut chaque année, un tiers en prairie, un tiers en guérets, et un tiers seulement fut emblavé. Les abbés et évêques virent donc leur droit de terrage diminuer de moitié : de là de nombreuses difficultés qui se terminèrent soit par jugements, soit par transactions, soit par sentences arbitrales. Les propriétaires démontrèrent qu'il n'y avait pas de leur faute et que la nécessité de laisser la terre se reposer leur portait un préjudice beaucoup plus grand qu'aux

seigneurs, car lorsque ceux-ci perdaient une gerbe, les propriétaires en perdaient douze, les baillettes fixant le droit de terrage à la douzième partie des fruits. Les dessécheurs invoquaient en plus l'article 104 de la Coutume de Poitou : cette coutume étant muette sur les terres de marais, ils invoquaient par analogie la disposition relative aux terres de plaine en considérant comme « terres de plaine » les deux tiers qui devaient être emblavés : « Quand aucun tient terre à terrage... en pays de plaine, il doit emblaver la moitié et l'autre moitié avoir en guérets. » Abbés et évêques finirent par reconnaître le mal fondé de leurs réclamations, ou s'ils y persistèrent ils furent déboutés de leurs demandes (1).

D'un tout autre ordre sont les difficultés élevées par la dîme. La situation des réclamants, humbles curés de campagne était des plus intéressante. Si les déclarations de 1641 et 1643 avaient exempté de dîmes les terres

1. Pour le marais Garreau, voyez *Archives de la Vendée, Série E, liasse 3*, pièce 12. — Pour le Petit Poitou il y eut une sentence arbitrale entre lui et l'abbaye de Moreille. — Le 27 février 1787 il y eut une transaction entre Pierre Coutouly, seigneur de la Vergne, fondé de pouvoir de François-Joseph-Emmanuel de Crussol Onzès, évêque de La Rochelle, — et messires Augustin Parenteau et Jean-Louis Bonnamy, représentants les intéressés du Petit-Poitou, — au sujet de l'emblavement et du labour dont un arrêt du Parlement du 30 août 1688 et un autre du 19 janvier 1782 fixaient la proportion et l'époque « qui ne pouvaient convenir aux terres du pays ». (Deux expéditions sur parchemin existent aux archives du Petit-Poitou.)

desséchées pendant dix ou vingt ans et cette période écoulée l'avaient réduite à « cinquante gerbes l'une », le dessèchement fit de beaucoup augmenter la population des paroisses existantes dans le marais ; les réclamations des curés étaient donc fondées : on y fit droit lorsqu'elles étaient raisonnables (1).

Tous ces actes, manifestations de la vie juridique des associations étaient accomplis par le directeur de chaque société, préalablement autorisé par l'assemblée générale des intéressés, ou par tout autre membre à ce député (2). Si l'acte était passé par devant notaire, une copie de la délibération était annexée à la minute. Pour défendre à une action intéressant la société, le directeur était dispensé d'autorisation préalable (art. 5 des statuts du Petit-Poitou). Non seulement on défendait aux actions intentées directement contre la société, mais aussi aux actions dirigées contre les membres en particulier et pouvant intéresser l'association ; il est dit dans les statuts du Petit-Poitou : « Le directeur recevra

1. Transaction sur procès entre du Chatelier Barlot pour le marais Garreau et Jean Rozé, curé de Vouillé-les-Marais, devant Pleigner et Robert, notaires à Fontenay-le-Comte le 13 août 1654 (*A. D. V. — E. — liasse 3*). Voir aussi procès entre le même marais et le sieur de la Roy, curé de Vouillé, en 1773 et 1774 (*A. D. V. — E. — liasse 13. — pièces 80 à 96*).

2. MM. Bodin, Descouteaux et Aumon furent délégués le 17 août 1775 pour passer acte devant tel notaire qu'ils voudront avec M. Mesnard, seigneur du Langon et propriétaire du Bouil (Délibération du Petit-Poitou du 17 août 1775).

des métayers ou autres les exploits et assignations qui leur seront donnés, prendra soin des instances et procès en conséquence, en ce qui concernera l'intérêt commun de la société, et en communiquera aux assemblées, prendra leur fait et cause, fera l'avance des frais, et fera le profit ou perte de l'événement desdits procès sur le compte de la communauté. (art. 5). »

Pour tous ces actes jamais il ne fut question de demander la moindre autorisation à l'administration ; ils furent toujours accomplis librement par le directeur, habilité par l'assemblée générale des intéressés.

CHAPITRE VI

DE LA PROPRIÉTÉ DES OUVRAGES DE DESSÈCHEMENT

Les ouvrages de dessèchement sont la propriété des sociétés de marais (1).

Il importe d'insister sur cette idée parfois combattue par les propriétaires de fonds contigus à ces ouvrages. D'aucuns prétendent que les canaux et digues ont été construits ou creusés sur les terrains de leurs auteurs et par conséquent leur appartiennent : la société de marais n'en ayant que l'administration.

Cette opinion repose sur une erreur historique qu'il est facile de réfuter. A l'origine les dessécheurs acquirent des seigneureries, ecclésiastiques pour la plupart, les marais qui en dépendaient, moyennant des droits des cens et de terrage ou champart. Ils firent une masse de tous ces biens et le droit de chaque associé fut alors une part indivise d'un tiers, d'un quart ou d'un cinquième

1. DUFOUR. *Droit administratif*, supplément, tome IV, p. 742.

dans tel marais. Les travaux furent faits en prenant les terrains nécessaires, puis le desséchement parachevé on partagea ce qui restait de ces marais entre les associés, selon les parts fixées dans l'acte de société. Les digues et canaux furent laissés en dehors du partage et attribués à la société nouvelle qui se constitua aussitôt pour l'entretien du desséchement. Il n'est donc pas vrai de dire que ces travaux furent faits sur les terrains de tels ou tels propriétaires et le droit des sociétés sur ces ouvrages est donc un droit de propriété bien établi. Pour le Petit-Poitou le Vieux desséché de Champagné, le marais de Vix, le marais Garreau, la Vacherie et le marais de Morieq, ce droit est incontestable.

La question est plus délicate pour les marais qui furent desséchés par leurs propriétaires eux-mêmes. Prenons d'abord l'hypothèse dans laquelle un propriétaire seul dessèche son marais : pratiquement, c'est le cas du marais Sauvage (1), du marais de Saint-Michel (2), et du marais Triaize (3). Cette question de propriété ne peut se poser que lorsque ces marais furent morcelés. Saint-Michel et Triaize furent vendus en détail comme biens nationaux, mais les ouvrages de desséchement ne furent pas compris dans les adjudications. Il faut donc admettre que leur propriété qui était passée à l'État en même temps que celle des fonds, par le fait de la con-

1. Desséché par le comte de Marans.

2. Desséché par les moines de Saint-Michel.

3. Desséché par les moines de Luçon.

fiscation, resta provisoirement à l'État et fut recueillie par les sociétés qui se constituèrent peu après pour leur entretien : la nation en reconnaissant ces associations et en approuvant leurs statuts leur abandonna ses droits sur les digues et canaux. Nous voyons en effet l'article XV des statuts du marais de Triaize n'attribuer à chaque propriétaire que la jouissance des bords ou levées « en droit soi » de son terrain. Cette propriété n'est pas contestée aujourd'hui.

Le marais Sauvage n'a jamais été morcelé et appartient encore à un unique propriétaire.

Pour les marais des Ablettes, du Gros Aubier, du Devant et aux Taures, sur l'origine desquels plane un épais nuage d'incertitude que dissipe à peine le seul titre que nous possédions de leur enfance (transaction de 1655 entre le marais des Ablettes et le marais Sauvage), nous ne pouvons que faire des hypothèses. L'acte que nous venons de mentionner semble bien indiquer que ces marais furent desséchés par leurs propriétaires associés, et les ouvrages de dessèchement sont aujourd'hui considérés comme la propriété des sociétés qui les administrent. En présence de ces deux faits établis, on peut conjecturer ce qui se passa : les propriétaires associés contribuèrent certainement aux dépenses à proportion de l'étendue de leurs propriétés, et il n'y eut pas d'indivision originaire : ceux qui fournirent des terrains pour les ouvrages de dessèchement eurent leur part de contribution diminuée de la valeur

de ces terrains : ils payèrent en nature au lieu de payer en espèces. Ces ouvrages ainsi faits à frais communs furent attribués ensuite à la société chargée de leur entretien.

La propriété des ouvrages de dessèchement a rarement été sérieusement contestée en fait aux sociétés de marais, et les tribunaux ont toujours reconnu le droit de propriété de ces sociétés pour les digues, canaux et ceintures lorsqu'ils ont eu à se prononcer sur cette question (1). Enfin ces sociétés se sont toujours comportées en véritables propriétaires (2).

Deux usages des marais ont contribué à faire perdre de vue ce droit de propriété. C'est d'abord le droit reconnu aux propriétaires des fonds contigus aux levées et ceintures par l'article 16 des statuts du Petit-Poitou : ils peuvent en faucher l'herbe chacun en droit soi, sans pouvoir y faire paître leurs bestiaux. Plus tard lorsque les ceintures et levées se furent raffermies, on supprima même cette limitation, et on reconnut à leur profit un droit de jouissance d'un caractère propre, et impropre-

1. Procès relatif à la propriété de la ceinture de la Grenetière. Tribunal de Fontenay-le-Comte le 3 juillet 1840. — Justice de paix de Chaillé-les-Marais : 5 octobre 1840. — Acte de Guérin, notaire à Vix, du 2 juillet 1774 par lequel deux hutteurs reconnaissent que leurs huttes et les terrains qu'ils occupent sur les digues sont la propriété de la société (*Archives de Vix*).

2. Petit-Poitou : délibérations de 1808 (15 juillet), 1839, 1844, 1852... etc., etc.

ment appelé « usufruit ». Ce n'est pas un usufruit, car l'usufruit s'éteint nécessairement à la mort de l'usufruitier, en sa qualité de droit personnel ; au contraire ce droit subsiste et se transporte sur la tête du nouveau propriétaire des terrains. Ce droit est donc attaché à la qualité de propriétaire du fond contigu ; ou mieux attaché au fonds contigu lui-même et exercé par le propriétaire de ce fonds : c'est plutôt une servitude qu'un usufruit ; et pour se servir des termes de notre ancien droit, c'est plutôt une servitude réelle qu'une servitude personnelle. Ce droit est constitué par les statuts (1), par délibération de l'assemblée générale ou par l'usage. Il est indissolublement lié à la propriété du fonds contigu : son étendue comme son établissement est fixée par les statuts ou les délibérations et susceptible de se modifier selon les marais ; il peut même varier dans un même desséchement selon le degré d'utilité de chaque ceinture et levée, il peut être réduit aux dispositions statutaires en cas de besoin. Il disparaît avec son objet ; digue ou levée, si celles-ci devenues inutiles sont abandonnées en toute propriété aux riverains avec ou sans indemnité. Tels sont les caractères de ce droit.

Mais en retour de ces avantages les riverains doivent dans beaucoup de sociétés supporter l'impôt foncier des digues et canaux : c'est par cela que ce droit *sui gene-*

1. Statuts du marais de Triaize, art. XV. Statuts du Petit-Poitou, art. XIV.

ris se rapprocherait le plus de l'usufruit. Cet usage a beaucoup contribué aussi à faire considérer les riverains comme propriétaires.

Signalons aussi que le cadastre de ces marais a presque partout été établi d'une manière défectueuse : le plus souvent digues, canaux et levées sont cadastrées avec les propriétés contiguës et leur surface est ajoutée à celle de ces fonds, « chacun en droit soi ».

Nos sociétés de marais sont ainsi propriétaires des canaux, digues et levées, des portes à la mer et des écluses, de certains ponts, des ceintures, des gonelles extérieures et intérieures et des jets de ces ouvrages.

Ce fut surtout la propriété des ceintures et gonelles extérieures qui fut contestée : celles-ci servent le plus souvent de limites entre deux dessèchements : de là des difficultés. On peut poser en règle générale que les gonelles extérieures et les ceintures appartiennent presque toujours au dessèchement le premier en date ; les dessèchements postérieurs se sont le plus souvent servis des ouvrages de leurs aînés pour éviter des frais inutiles (1).

Plusieurs marais possèdent en dehors même de leur gonelle extérieure un « jet » pour faciliter le curage. Le Petit-Poitou entre autre possède des jets en dehors de son enceinte sur plusieurs points et s'en montre très

1. En 1842 le Bouil reconnaît la propriété du Petit-Poitou sur la gonelle qui les sépare.

jaloux : l'assemblée du 5 mai 1657 nous fait savoir que les dessécheurs avaient laissé le long de la ceinture du Commandeur de Puyravault (desséché antérieurement) une bande de terre en dehors du fossé de marais et que les fermiers du commandeur s'en étaient emparés : on en réclama la propriété. Ces jets sont très importants pour les travaux de curage ; et toutes les fois que nous voyons un marais abandonner à une commune une levée pour faire une route, nous constatons qu'il a soin de se réserver un jet suffisant (1).

Tel est l'étendue du droit de propriété des sociétés de marais sur les ouvrages de dessèchement.

1. Petit-Poitou : cession de la levée du canal de l'Autise de Maguelone à Chaillé en 1840, avec réserve d'un jet de 3 m. 33.

CHAPITRE VII

FONCTIONNEMENT ET ADMINISTRATION INTÉRIEURE DE CES SOCIÉTÉS (1).

Les organes par lesquels les sociétés de marais se sont de tout temps administrées sont : l'Assemblée générale ; le directeur ; les commissaires ; le caissier ; le maître de digues ; les éclusiers ; parfois aussi les gardes particuliers.

§ 1^{er}. — Assemblées générales.

La composition des assemblées générales a varié depuis la fondation de ces sociétés, sous l'influence du morcellement de la propriété. A l'origine les associés étaient peu nombreux et tous grands propriétaires bien que pour des parts différentes (2). L'intérêt de chacun

1. Dans ce chapitre nous traitons de l'administration intérieure de ces sociétés, abstraction faite de leurs rapports avec les pouvoirs publics : ces rapports feront l'objet d'un chapitre spécial, vu leur importance.

2. Exemple : Le Petit-Poitou était partagé entre 21 propriétaires. La marais Garreau entre 5 propriétaires.

était alors celui du desséchement tout entier, aussi étaient-ils tous appelés aux assemblées générales et même tenus d'y assister : l'article premier des statuts du Petit-Poitou, porte que « tous les associés seront tenus de s'assembler dans la maison commune du Petit-Poitou, sise proche l'abbaye de Moreilles, le seizième jour d'août de chaque année, ou envoyer quelqu'un fondé de procuration spéciale de leur part, pour aviser et mettre ordre aux affaires de la société. »

Cette obligation était insuffisante parce qu'elle manquait de sanction. Ces réunions furent cependant très suivies à l'origine, si l'on en juge par le nombre de signatures apposées à la suite des délibérations.

De bonne heure des morcellements se produisirent, les grandes propriétés se subdivisèrent et le nombre des intéressés augmenta considérablement ; à côté des grands propriétaires apparurent de petits propriétaires : il fallut remanier la composition des assemblées générales. Il était en effet impossible, surtout si l'on tient compte de l'époque, d'attribuer la même valeur au vote du propriétaire de quelques arpents et au vote du propriétaire de vastes domaines. Non seulement leurs intérêts dans le desséchement ne sont pas égaux, mais ils peuvent être complètement opposés. Pour appuyer cette assertion d'un exemple, nous n'avons qu'à supposer une rupture de digue suivie d'inondation, qui détruit toutes les récoltes, et nécessite de grands travaux. Le propriétaire d'un arpent préférera s'acquitter tout de

suite de sa part des dépenses qui est infime et ne lui causera aucune gêne ; au contraire le propriétaire de 100 arpents dont la récolte a été perdue préférera voir la société faire un emprunt dont le remboursement sera échelonné sur plusieurs années, il n'aura pas ainsi à payer en une seule fois une contribution ruineuse. Il fallait donc concilier les intérêts des grands et petits propriétaires, tout en évitant une assemblée trop nombreuse qui pourrait être la source de désordres préjudiciables au desséchement.

Les associés pouvaient faire deux choses pour éviter ces inconvénients : décider que tout propriétaire continuerait à faire partie de l'assemblée générale, mais que désormais les voix des comparants seraient comptées à proportion de l'intérêt de chacun dans la société ; ou décider que seuls prendraient part aux délibérations les propriétaires possédant une quantité d'arpents déterminée, en tenant compte de l'importance du desséchement.

De ces deux systèmes, lequel faut-il préférer ? Le premier, qui a été vivement défendu par le comte de Dienne, nous semble au contraire le plus mauvais. En effet, il n'obvie qu'à l'un des deux inconvénients signalés plus haut et laisse subsister les assemblées nombreuses. En dehors de cela, concilie-t-il bien les intérêts des petits et des grands propriétaires ? Oui, théoriquement, mais pratiquement, non. Supposons en effet un desséchement de 10.000 arpents où 6.000 ar-

pents sont possédés par huit grands propriétaires et 4.000 arpents par 200 petits propriétaires ; pratiquement c'est absolument comme si les 200 petits propriétaires étaient exclus de l'assemblée. Peut-être pourra-t-on objecter, mais au moins ils pourront émettre leur avis et donner à l'assemblée une idée souvent utile ; nous répondrons que quelle que soit l'utilité de cette idée, elle sera rejetée si elle ne plait pas aux huit grands propriétaires, et que s'il en est ainsi les 200 petits propriétaires seront beaucoup plus irrités que s'ils n'avaient pas été appelés à la délibération ; ce serait la source de difficultés sans nombre qui rendraient fort délicates l'administration de ces sociétés. Dans ce même desséchement de 10.000 arpents que nous supposons, renversons la proportion : 6.000 arpents en petites propriétés et 4.000 en grandes : ce seront alors les petits propriétaires qui feront la loi, quoique plus difficilement, car il est plus difficile de s'entendre deux cents que huit ou dix. Ce système offre donc de grands inconvénients et des résultats pratiques absolument opposés à ceux qu'il semblerait devoir produire théoriquement ; au lieu de concilier, il excite et envenime les rapports ; enfin il est surtout défavorable à ceux qu'il semble vouloir protéger : les petits propriétaires (1).

1. Le comte de Dienne est obligé de reconnaître que tout n'est pas pour le mieux dans ce système, et semble citer avec regret un rapport de la société de Taugon (en Aunis) qui nous apprend que cette société ayant adopté le système dont il

Le second système répond très bien au besoin d'éviter les assemblées trop nombreuses, et malgré les apparences concilie mieux que le précédent les intérêts des divers propriétaires. Il consiste à confier l'administration du dessèchement à ceux qui possèdent une propriété moyenne, mais importante proportionnellement à l'étendue du dessèchement. La moyenne propriété est appelée à concilier les intérêts divers ou opposés de la grande et de la petite : si les petits propriétaires ne sont pas appelés, les grands propriétaires qui possèdent plusieurs fois le nombre d'arpents nécessaires pour entrer à l'assemblée n'ont quand même qu'une seule voix. Ce système censitaire que l'on a abandonné au point de vue politique, pour des raisons dont nous n'avons pas ici à apprécier la valeur, peut être injuste théoriquement et choquer notre intransigeance égalitaire actuelle, mais on ne peut nier qu'il ait produit depuis deux siècles dans les marais du Bas-Poitou les meilleurs résultats.

Dans certaines sociétés ce système a été perfectionné par deux usages différents mais tendant au même but : permettre au propriétaire de la plus infime parcelle de faire part à l'assemblée des idées qu'il pourrait avoir dans l'intérêt du dessèchement. Le premier de ces usages est particulier à la société de Vix qui le consacra

s'agit « il résultait de cette décision une extrême répugnance à assister aux assemblées pour tous ceux qui n'y représentaient pas de grandes propriétés ».

dans ses délibérations du 30 août 1836 et 16 mai 1837. Ces délibérations distinguent les « associés » qui ont le cens nécessaire pour prendre part aux délibérations, et les « intéressés » qui ne l'ont pas : « Si l'un des intéressés a des réclamations à faire, il doit les adresser avant le 1^{er} mai de chaque année au directeur et aux commissaires, qui en feront leur rapport à la société, à la première assemblée suivante, en présence du réclamant, si la commission administrative juge à propos de l'y appeler. » Le second usage est beaucoup plus répandu et bien préférable : il consiste à permettre aux propriétaires qui ne possèdent pas le cens nécessaire pour assister aux réunions, de se grouper plusieurs pour former ce cens et se faire représenter par l'un d'eux à l'assemblée. Ainsi complété le système censitaire nous paraît être à l'abri de tout reproche sérieux, et le plus propre à assurer la prospérité des sociétés de marais.

Depuis longtemps en usage dans les marais du Bas-Poitou, ce système a été consacré dans notre législation par la loi de 1865 : mais cette loi permet d'attribuer plusieurs voix au même propriétaire, ce qui nous semble détruire l'harmonie de ce mode de votation.

On a quelquefois vu dans ces trois modes de votation et de composition des assemblées générales : suffrage universel pur ; suffrage universel proportionnel à l'intérêt ; et suffrage censitaire, les trois phases d'une évolution qui se serait produite dans toutes les sociétés

de marais (1); cela peut être vrai pour les marais de l'Aunis et de la Saintonge, mais n'est pas absolument juste pour les marais du Bas-Poitou; jamais les sociétés du Bas-Poitou n'eurent recours au suffrage universel proportionnel à l'intérêt. C'est en vain que l'on invoquerait les statuts du Haut-Poitou de 1654. Le règlement, quoique postérieur à celui du Petit-Poitou, n'a jamais été fait pour compléter ce dernier (2) et a un but tout différent : les statuts du Petit-Poitou ont été faits pour l'entretien des travaux de « desséchement », tandis que ceux du Haut-Poitou ont été faits pour dessécher les marais situés depuis Coulom, La Garette, jusqu'à la mer; pour être suivis « tant que les travaux dureront, jusques à la perfection du desséchement ». Ce sont les propres termes de l'article 2 que l'on nous objecte et l'article 27 décide que lorsque les travaux seront achevés on suivra les statuts du Petit-Poitou, jusqu'à ce qu'on ait arrêté un nouveau règlement. Donc le suffrage universel proportionnel à l'intérêt que l'on rencontre dans l'article 2 des statuts du Haut-Poitou ne s'applique que jusqu'au partage, et ensuite la société constituée pour l'entretien du desséchement suivit les statuts du Petit-Poitou, c'est-à-dire le suffrage universel pur, qu'elle n'abandonna que pour le suffrage censitaire.

1. Comte de Dienne.

2. Le comte de Dienne soutient le contraire et c'est de là que vient son erreur.

Le cens est très variable : il diffère selon l'étendue de chaque dessèchement, et dans un même dessèchement il évolue avec la propriété et diminue avec elle. Plus la propriété se morcelle, plus le cens exigé devient faible. Nous allons suivre cette évolution dans le marais du Petit-Poitou et dans le Vieux desséché de Champagné.

L'article 1^{er} des statuts du Petit-Poitou appelait tous les intéressés aux assemblées générales. Mais ce suffrage universel ne dura pas longtemps, et le 25 septembre 1651 l'assemblée décidait que, désormais, pour avoir voix délibérative il faudrait posséder 400 arpents de terre, que celui qui aurait plusieurs fois 400 arpents compterait autant de voix, et que plusieurs intéressés pourraient se réunir pour former 400 arpents et déléguer l'un d'eux. C'était déjà le suffrage censitaire perfectionné par le droit d'adjonction, mais vicié dans son harmonie par le cumul autorisé de plusieurs voix (1). Le cumul de voix semble être resté propre au Petit-Poitou. Ce ne fut que le 1^{er} messidor an IV, que cette combinaison fut modifiée en droit ; mais en fait, elle dut être abandonnée en 1793, si elle ne le fut pas avant, car la délibération de l'an IV est conçue en termes tels qu'ils semblent indiquer que depuis quelque temps, on était revenu au suffrage universel pur, peut-être sous l'influence des idées révolutionnaires. On lit,

1. C'est le mode de composition des assemblées générales adopté par la loi de 1865.

en effet : « Il a été convenu à la majorité et par voie de scrutin qu'une propriété de 60 arpents serait nécessaire pour avoir voix délibérative ; la société n'entendant pas priver les propriétaires d'objets au-dessous de 60 arpents du droit de représentation. » Donc le cens est abaissé à 60 arpents, on maintient l'adjonction, mais on écarte le cumul de voix. Les délibérations du 1^{er} messidor an VI et 29 juillet 1816 confirment cet état de chose. Peu à peu le droit d'adjonction est oublié, ce qui fait croire que les petits propriétaires usaient peu de ce droit ; on y revient le 16 juillet 1849, pour ne plus l'abandonner. Aujourd'hui le cens est de 20 hectares 50 ares 8 centiares (60 arpents) et on reconnaît le droit d'adjonction. Rappelons que l'étendue de ce marais est de 6.424 hectares 48 ares 64 centiares.

Le Vieux desséché de Champagné conserva le suffrage universel jusqu'en 1742 ; c'est seulement à cette époque que par suite du morcellement, on décida qu'il fallait posséder 100 arpents pour avoir voix délibérative : on n'admit ni cumul, ni adjonction. En 1837 le cens est réduit à 15 hectares 38 ares 10 centiares, toujours sans adjonction.

Le marais de Vix présente à ce point de vue une particularité qui mérite d'être signalée : le cens est de 15 hectares 39 ares ; seuls les propriétaires possédant 15 hectares 39 ares peuvent prendre part aux délibérations et « cette quotité continuera à être exigée tant qu'il existera plus de trente propriétaires qui la possé-

deront ; et si par la suite ce nombre était réduit, il sera complété par l'appel des plus forts intéressés au-dessous de cette quotité ».

Les assemblées des sociétés furent très suivies au début et pendant tout le cours du xvii^e siècle, mais au xviii^e siècle les intéressés se montrèrent peu empressés à y venir. La société de Vix où se produisait le plus d'abstentions, s' alarma, et, tout effort restant vain, s'adressa au Roi qui rendit une ordonnance en date du 3 février 1768, par laquelle le directeur des marais était autorisé à poursuivre les intéressés pour les faire assister en personne ou par procureurs aux assemblées ordinaires, qui se tenaient dans les mois de juin et d'octobre de chaque année, sous peine de 5 sols par arpent de marais dont ils se trouvaient propriétaires : ces amendes devaient être employées aux dépenses du dessèchement et étaient payables dans les mêmes conditions que les contributions. Cette ordonnance autorisait aussi les intéressés présents aux réunions à délibérer en l'absence de ceux qui ne se présentaient pas (1). Les autres sociétés souffrirent moins de ces abstentions car dès le début, chez elles, les délibérations prises par les membres présents furent obligatoires

1. *Archives de la Société de Vix* : on y trouve copie de cette ordonnance, et aussi la notification de cette ordonnance faite le 20 avril 1768 à Messire Mallet de Puyfort et sommation d'assister à la prochaine réunion du 28 juin 1768.

pour tous (1). Mais il arrivait parfois que les propriétaires présents se trouvant en trop petit nombre, n'osèrent prendre sur eux de décider des travaux importants et urgents dans l'intérêt du dessèchement qui eut ainsi à souffrir de retards. Au lieu de recourir à l'autorité royale comme dans le dessèchement de Vix, on eut l'idée ingénieuse d'attirer les intéressés aux réunions en éveillant leur gourmandise, et l'on institua un banquet à la suite de chaque assemblée ordinaire : il paraît que le moyen réussit. Cet usage date de 1716 pour le Petit-Poitou et de 1740 pour le vieux desséché de Champagné. Telle est l'origine du banquet annuel des sociétés. Nous croyons devoir constater que cette habitude a quelque peu dégénéré, ces banquets étant très bien servis, les procurations sont très recherchées et les fondés de pouvoirs ont une tendance regrettable à prendre l'accessoire pour le principal.

Il a toujours été admis que chaque intéressé ayant le droit d'assister à l'assemblée générale, pouvait s'y faire représenter par un fondé de pouvoir spécial : l'authenticité n'est pas exigée. Ces pouvoirs sont annexés à la délibération. Ce droit de représentation a parfois reçu des limites : c'est ainsi qu'il est admis par certaines

1. Les statuts du Petit-Poitou sont muets sur ce point, mais cela ressort de plusieurs délibérations où il est dit que la décision à prendre offre un si grand intérêt que l'on en renvoie la discussion à une assemblée plus nombreuse, les membres présents n'osant prendre la responsabilité de la décision.

sociétés que tout membre présent à la séance comme mandataire, et libre par suite de soutenir lui-même ses intérêts, ne peut donner mandat à un tiers pour ses propres intérêts ; mais un mandataire, peut se substituer un autre mandataire dans le mandat qu'il a lui-même reçu (1). Il serait en effet ridicule de voir quelqu'un se faire représenter à une réunion à laquelle il assiste pour un autre : il est logique de l'obliger à soutenir lui-même ses intérêts et à passer, s'il veut, en d'autres mains la procuration qu'il a reçue. La faculté laissée à un mandataire de se substituer un autre mandataire, n'est que l'application du droit commun ; nous souhaitons voir l'usage des marais proscrire par des délibérations formelles ces substitutions qui pourraient dans la suite présenter des inconvénients en facilitant les cabales politiques qui commencent à se glisser dans les sociétés de marais. Les élections des sociétés de marais tendent en effet à devenir aussi mouvementées, on peut même dire tumultueuses, que les élections législatives ou municipales : les opinions politiques sont plus prises en considération que l'expérience et la connaissance des lieux.

D'un autre côté les intéressés qui ne peuvent assister aux réunions que par suite d'adjonctions avec d'autres propriétaires pour former le cens, doivent se faire représenter par l'un d'eux, non par un mandataire étranger.

1. Petit-Poitou : délibération du 5 août 1867.

Cette mesure qui porte atteinte aux droits des petits propriétaires, ne nous semble que très imparfaitement justifiée par le but d'éviter un trop grand nombre de mandataires (1).

Les assemblées ainsi composées délibèrent à la majorité des membres présents ; elles nomment le directeur et les autres agents, et statuent sur toutes les questions intéressant le desséchement.

L'assemblée approuve les actes de gestion du directeur ; elle l'habilite à accomplir au nom de la société les actes de la vie juridique : ventes, échanges, acquisitions, actions en justice. Elle statue sur les réclamations présentées par ses membres et sur les autorisations sollicitées par eux : parfois elle nomme une commission spéciale prise dans son sein et chargée d'examiner les réclamations les plus importantes et de faire un rapport. Parfois aussi elle délègue au directeur le droit d'accorder les permissions usuelles : comme pour le curage des fossés contigus aux levées, digues et ceintures. Elle veille surtout avec un soin jaloux à la conservation des ouvrages de desséchement, et prend toutes les mesures qui lui paraissent utiles pour parvenir à ce but : c'est ainsi qu'elle autorise les particuliers à construire à leurs frais des ponts sur les canaux en leur imposant des devis déjà éprouvés par l'expérience et de dimensions telles que le cours des eaux reste libre ;

1. Délibérations du Petit-Poitou de 1871 et 1898.

elle défend de déposer à moins d'une certaine distance du bord des canaux les matières qui pourraient corrompre l'eau (fumier) ou les objets qui pourraient interrompre le cours en tombant (meules de foin ou de paille). Comme on le voit l'assemblée agit de deux façons : ou bien elle statue sur des cas particuliers importants ; ou bien elle pose des règles générales, et confie au directeur la tâche de les faire observer : l'usage est ici tout-puissant.

Enfin l'assemblée générale a des attributions financières importantes : elle approuve les comptes de deniers de son caissier et la gestion de son directeur ; elle vote la contribution, et statue sur les dépenses à faire (1).

A l'origine il y avait deux réunions ordinaires par an, les besoins des dessèchements étaient plus importants qu'aujourd'hui. Actuellement il n'y a qu'une réunion ordinaire par an, mais il peut être fait des réunions extraordinaires toutes les fois que les circonstances l'exigent. Certaines petites sociétés ne se réunissent même que tous les deux ans.

1. On voit aussi parfois ces assemblées statuer sur des demandes de subvention qui leur sont adressées pour des ouvrages d'utilité publique : comme les chemins de fer locaux. — Elles émettent aussi parfois des vœux relatifs à certaines mesures administratives : fermeture ou ouverture de la chasse, chasse au gibier d'eau ou chasse au marais.

§ 2. — **Directeurs, commissaires et autres agents
des sociétés de marais.**

Directeur. — Le directeur est choisi par l'assemblée parmi les propriétaires censitaires : celui qui n'a pas le sens et à plus forte raison celui qui n'a aucun intérêt dans le dessèchement ne peut pas être nommé directeur, alors même que sa situation, son expérience ou ses connaissances sembleraient le désigner pour cette fonction. Certaines sociétés de marais exigent même du directeur, un cens spécial, beaucoup plus élevé : en effet plus le directeur sera intéressé dans le dessèchement, plus on a lieu d'espérer qu'il dirigera sagement et prudemment les intérêts de la société. De plus le directeur doit être propriétaire en son propre nom et non pas seulement administrateur même légal (1).

Il est chargé de la surveillance générale des intérêts de la communauté : il convoque et préside les réunions de la commission et les assemblées générales des sociétaires, fait exécuter les délibérations de ces assemblées ; il représente la société dans tous les actes de la vie civile après s'être préalablement fait autoriser par l'assemblée sauf pour défendre à une action contre la société. Il reçoit les demandes et réclamations des pro-

1. Sauf exception prévue par l'acte de constitution en raison de circonstances spéciales, comme pour la société générale du Marais Sauvage.

priétaires et fermiers du marais ; vérifie et ordonnance les comptes et états présentés par les fournisseurs et ouvriers ; fait surveiller par les agents sous ses ordres tout ce qui dépend du dessèchement. Il donne les autorisations que les statuts ou les délibérations lui ont permis de donner et soumet à l'assemblée les demandes sur lesquelles il n'a pu statuer lui-même. Telles sont les attributions de droit commun du directeur.

En cas d'absence ou d'empêchement par qui est-il remplacé ? Les fonctions de directeur adjoint que l'on trouve dans certains marais de l'Aunis, ne se rencontrent pas en bas Poitou. Si le directeur est absent ou empêché, les affaires courantes sont expédiées par un commissaire désigné par ses collègues : tel est l'usage universellement adopté dans nos sociétés de marais, mais qui est loin d'être autorisé partout par une disposition des statuts ou par une délibération de l'assemblée générale : dans bien des sociétés il n'y a qu'approbation tacite d'une pratique ancienne et constante (1).

Le lien de droit qui existe entre le directeur et l'assemblée est un mandat et non un louage d'ouvrage ou de services ; c'est un mandat gratuit et le directeur n'a droit qu'au remboursement des dépenses qu'il a faites : si le plus souvent ce remboursement est fixé à forfait, il n'est pas pour cela un salaire. Les règles du mandat,

1. Les délibérations du marais de Vix de 1836 et 1837 consacrent cette pratique.

non contredites par les statuts, les délibérations, ou même l'usage des marais doivent recevoir leur application. Le directeur est obligé d'administrer tant qu'il en demeure chargé, mais tandis qu'un mandataire de droit commun peut renoncer à son mandat, certains statuts font à l'élu l'obligation d'accepter les fonctions de directeur pour un an. Il peut être révoqué par une assemblée générale, mais ne peut se démettre qu'après un an d'exercice (1). S'il meurt, c'est le dernier sorti de charge qui reprend l'administration du dessèchement (2); à défaut la commission délègue un de ses membres (3).

Commissaires. — Dans les marais qui suivent les statuts du Petit-Poitou, les commissaires n'ont pas une origine statutaire. Leur institution aujourd'hui générale s'est introduite peu à peu dans la coutume des marais. Leur rôle d'abord spécial et temporaire est devenu général et permanent. Ils naquirent de l'impossibilité où était l'assemblée générale tout entière de vérifier les comptes de gestion et de deniers du directeur-caissier (4); on prit donc l'habitude de désigner au dé-

1. Petit-Poitou, art. 2 ; Vix, délibérations de 1636 et 1637 ; Saint-Michel, art. 3 ; Triaize, art. 3.

2. Art. 3 du Petit-Poitou ; 4 de Triaize ; Vix, délibérations 1636-37.

3. Marais de Vix, délibérations de 1636 et 1637.

4. Nous verrons au chapitre de la comptabilité que ces deux fonctions furent longtemps réunies.

but de chaque réunion quelques commissaires chargés de vérifier ces comptes et de faire un rapport à l'assemblée ; cette méthode avait l'inconvénient de prolonger les réunions, pour y remédier on désigna les commissaires à l'avance avec mission de se réunir la veille ou le matin de la prochaine réunion annuelle pour la vérification des comptes : ils devinrent ainsi permanents, mais avec des attributions temporaires. A partir de cet instant, le directeur voyant près de lui ces commissaires qui examineraient ses comptes à la fin de sa gestion, prit l'habitude de les consulter sur les actes les plus graves de son administration. Telle est l'origine toute coutumière de ces commissaires. Leur institution fut une excellente chose, et pour la société qui put ainsi par délégation exercer un contrôle permanent sur les actes du directeur ; et surtout pour le directeur lui-même qui eut près de lui un conseil facile à réunir, dont il put recueillir l'avis lorsqu'il était obligé de prendre des décisions importantes sans avoir le temps de réunir l'assemblée générale : la commission lui apportait un appui moral considérable pour faire approuver plus tard, par l'assemblée, les décisions prises à un moment où le desséchement avait été menacé. Généralement aussi les commissaires assistent le directeur à la réception des travaux et l'accompagnent dans sa visite annuelle des marais.

Ils sont en nombre variable selon l'importance du desséchement. Seul le marais de Triaize n'a pas de

commissaires : en 1890 il répudia cet usage, qu'il avait d'abord adopté, pour couper court à des difficultés avec l'autorité préfectorale. Les commissaires sont pris parmi les propriétaires censitaires du marais, quelquefois cependant ils furent pris parmi les fermiers : ce qui avait lieu dans le marais de Triaize et fit l'objet d'observations présentées par la préfecture de la Vendée.

Caissier. — Si l'on excepte les sociétés qui furent constituées après la vente des biens nationaux et qui adoptèrent des statuts spéciaux, toutes les autres ne firent pas de la fonction de trésorier ou caissier, une fonction spéciale ; cela jusque vers 1850 : le directeur était caissier ; la gestion et le maniement des deniers étaient confondus entre ses mains ; on ne connaissait pas le principe du droit public moderne qui sépare ces deux fonctions. L'article 1^{er} des statuts du Petit-Poitou s'exprime ainsi : « Le directeur... recevra ou fera recevoir par gens par lui commis, des métayers, bordiers et fermiers du Petit-Poitou, les sommes sur eux imposées et ci-dessous désignées, du paiement desquelles il acquittera les intéressés envers les seigneurs et tout autre... » L'article 6 continue : « Le directeur tiendra prêt le compte de la gestion et argent par lui reçu et employé à ladite assemblée générale du 16 août, auquel jour il mettra le reliquat de son compte, si aucun est, entre les mains de celui qui sera nommé à sa place, si autrement n'est ordonné par l'assemblée. » Le direc-

teur en qualité de caissier recevait donc tout ce qui était payé à la société, et faisait les poursuites nécessaires pour faire rentrer les sommes dues; il payait tout ce qui était dû par elle; enfin rendait compte de sa comptabilité à l'assemblée générale avec pièces à l'appui. Ce cumul d'attributions, critiquable quand il s'agit de deniers publics parce qu'il prête aux malversations et aux détournements, ne l'est pas moins ici : il paraissait cependant naturel aux propriétaires associés d'alors; pas un instant ils n'eurent l'idée que le coassocié qu'ils élaient directeur-caissier pourrait abuser des droits qu'ils lui avaient conférés. En fait il y eut fort peu de directeurs infidèles, le Petit-Poitou, dans toute son histoire, n'en compta qu'un seul. Lorsque l'on abandonna cette pratique, qui est cependant encore suivie par bon nombre de petits dessèchements, on n'eut pas pour but de donner satisfaction à un principe du droit public, mais on se laissa simplement guider par des considérations d'ordre pratique. Nous reviendrons sur ce sujet en parlant du budget et nous examinerons plus en détail les attributions du caissier. Disons de suite que le caissier est nommé par l'assemblée générale : c'est un agent salarié, il a une remise sur les fonds qu'il fait rentrer.

Maître de digue. — Le maître de digue est élu par l'assemblée et ne peut être destitué que par elle en assemblée ordinaire. Il est sous les ordres du directeur et doit une fois par semaine se transporter sur toute

l'étendue du dessèchement. Il dresse procès-verbal des réparations à faire et avertit le directeur qui, selon l'urgence, soumettra ces réparations à la prochaine assemblée ou les ordonnera de suite (1). S'il y a péril dans le délai et que la chose soit de peu d'importance, le maître de digue pourra y pourvoir, sous la seule condition d'avertir le directeur aussitôt qu'il pourra. Il exécute les ordres et fait exécuter sous sa surveillance les travaux que le directeur prescrit ; il tient un registre où il inscrit les marchés faits, le nombre de journées des ouvriers, et les matériaux qui entrent ou sortent des magasins. Le maître de digue est rétribué ; on le choisit parmi les personnes ayant une certaine compétence dans les travaux de terrassement et d'écluses : ces places sont très recherchées.

Agents subalternes. — Ce sont les agents commis au fonctionnement des portes, écluses, bondes, et à la surveillance des ceintures ; ils sont nommés par l'assemblée générale mais peuvent être révoqués et remplacés sur-le-champs par le directeur. Ils sont sous les ordres du directeur et du maître de digue. Le marais de Vix a des auxiliaires précieux dans les « huttiers » : le huttier est celui qui a reçu du directeur l'autorisation de se fixer sur une digue, d'y bâtir une cabane et d'y faire un petit jardin : il doit en échange veiller de jour et de

1. Art. 10 des statuts du Petit Poitou ; Art. 11 des statuts du marais de Triaize, Vix, délibérations de 1836 et 1837.

nuît à la sûreté de la digue si elle est menacée, être prêt à répondre à l'appel du maître de digue en cas de besoin et être à sa disposition pour les travaux du dessèchement : ses journées lui sont payées entre 1 franc et 1 fr. 50. En cas d'inconduite il peut être renvoyé par congé donnés trois mois à l'avance ; il est alors tenu d'enlever les matériaux de sa hutte en laissant les fondations, à moins qu'il ne la cède, ce qu'il ne peut faire qu'avec l'autorisation du directeur. C'est une survivance curieuse qui rappelle en partie les corvées ; fait curieux : les places de hutteurs sont très recherchées.

Tous ces agents élus par l'assemblée générale, du directeur au plus humble, le sont pour une période déterminée et variable selon l'usage propre à chaque dessèchement.

CHAPITRE VIII

TRAVAUX

Nous avons vu au chapitre précédent que, chaque année, avant la réunion générale, le directeur, assisté des commissaires, procède à la visite du marais et dresse un état des réparations à faire pour le présenter à l'assemblée générale qui décide que tels et tels travaux seront exécutés : ce qui est logique puisqu'elle seule peut voter l'impôt nécessaire à leur accomplissement. Ce principe excellent en lui-même aurait les plus graves inconvénients s'il était trop rigide, aussi de tout temps a-t-on admis des tempéraments qui peuvent se grouper sous deux idées : le peu d'importance et surtout l'urgence de certains travaux. Si l'assemblée vote les travaux extraordinaires qui lui sont proposés et autorise en accordant les crédits nécessaires les travaux que l'on peut appeler ordinaires, c'est-à-dire ceux qui se font tous les ans : comme le recalage, le bacage et le sarclage des canaux ; le directeur est toujours laissé juge du moment opportun pour leur exécution : celle-

ci est, en effet, soumise à d'autres facteurs que la volonté humaine et dont il faut tenir grand compte si l'on ne veut pas s'exposer à faire des dépenses inutiles : les automnes pluvieux sont de grands ennemis.

- Il se peut que certains petits travaux utiles et peu coûteux se présentent ; il s'agit par exemple de faire réparer une des barrières qui empêchent de passer sur les digues avec des animaux ou des charrettes, ou bien de déboucher un arceau qu'un éboulement vient d'obstruer. Ces travaux peuvent et même doivent être ordonnés par le directeur, ou même par le maître de digue s'il y a péril dans le délai.

Il est des mesures urgentes qu'il est nécessaire de prendre le plus vite possible : par exemple au cas de rupture d'une digue, d'effondrement d'un pont, d'avarie à une porte. Dans tous ces cas le directeur a le droit et le devoir de prendre les mesures urgentes pour parer à ces accidents inattendus, quelles que soient les conséquences pécuniaires des ordres à donner. Quand y a-t-il urgence suffisante pour donner au directeur le droit et le devoir d'agir ainsi ? Il serait puéril de vouloir établir un criterium, c'est une question de fait dont le directeur est seul juge : il doit faire preuve de clairvoyance et d'énergie et ne pas chercher à se dérober à la responsabilité qui pèse sur lui. — C'est en ce cas surtout que l'institution des commissaires est appelée à rendre de grands services : ces commissaires, faciles

à convoquer d'urgence (1), aideront le directeur à prendre parti et lui prêteront leur appui moral quand il rendra compte de ses actes devant l'assemblée générale. — Si les travaux urgents sont très importants, le directeur agira sagement en convoquant une assemblée générale après avoir pris les mesures présentement nécessaires : il sera du reste obligé de le faire si les fonds affectés aux dépenses imprévues sont insuffisants (2).

Une fois décidés les travaux sont exécutés de trois façons, selon leur nature, leur importance et selon la volonté exprimée par l'assemblée générale : 1^o par économie ou en régie ; 2^o par marché de gré à gré ; 3^o par adjudication.

Les travaux sont dits exécutés par économie lorsqu'ils sont faits par la société elle-même qui en est le seul entrepreneur ; c'est la société qui achète les matériaux nécessaires et les remet à des ouvriers qu'elle paye à la journée ou à la tâche ; le maître de digue est le conducteur tout désigné de ces travaux, c'est lui qui les dirige sous la surveillance du directeur et de la commission. Malgré le nom donné à ce mode d'exécution des travaux, ce n'est certainement pas le plus économique, mais il offre de grands avantages au point

1. En fait ils sont toujours choisis parmi les sociétaires résidents sur les lieux.

2. Pour tout cela voir : Statuts du Petit Poitou, art. 10. — Statuts de Triaize, art. 11 et 28. — Marais de Vix, délibérations de 1636 et 1637.

de vue des garanties de bonne exécution ; aussi est-il préféré aux autres par un grand nombre de sociétés qui l'utilisent aussi souvent que possible ; on peut aussi dire que les travaux ainsi faits sont exécutés en régie. Le directeur et le maître de digue ne peuvent pas être aptes à diriger tous les travaux et leur surveillance ne doit pas être absorbée par un ouvrage au point que le reste du dessèchement puisse en souffrir : aussi n'emploie-t-on la régie que pour les ouvrages qui ne demandent pas une compétence spéciale, mais seulement une connaissance suffisante des besoins du marais. Lorsque parfois on exécute en régie des travaux plus spéciaux, on adjoint alors au directeur et au maître de digue un « homme de l'art » pour les éclairer de ses conseils.

L'emploi des marchés de gré à gré est parfois une nécessité, d'autres fois consacré par un usage séculaire. Cette nécessité vient de ce que certains travaux demandent une compétence et une habileté toute particulière de la part de l'artisan qui en est chargé : par exemple, s'il s'agit de fabriquer un levier avec engrenage pour lever et baisser le plus facilement possible les portes et les bondes ; en un mot tous les ouvrages mécaniques. Dans le bas Poitou les ouvriers capables d'exécuter de tels ouvrages étaient très rares aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles et ne sont pas très nombreux aujourd'hui. Lorsqu'une société a pu apprécier les capacités de tel ouvrier, elle traitera avec lui de gré à gré pour les

ouvrages délicats. Dans ces conditions l'adjudication serait inutile ou nuisible : nuisible si on admettait à soumissionner tout ouvrier, sans exiger de garanties de capacité, ce qui conduirait à de funestes conséquences, vu le caractère d'urgence de presque tous les travaux en matière de dessèchement ; inutile, si on exigeait des garanties de capacité raisonnables, car alors seul l'ouvrier choisi remplirait ces conditions, à moins que l'on ne fasse au loin une publicité coûteuse qui peut être en disproportion avec l'importance du travail. Il convient même d'ajouter que moins ce travail sera important, moins la publicité aura de chance d'attirer des soumissionnaires éloignés. Les marchés de gré à gré sont donc parfois sinon une nécessité, du moins le meilleur parti pour les sociétés de marais.

Nous avons dit que le plus souvent l'emploi des marchés de gré à gré est le résultat d'un usage plusieurs fois séculaire (1) ; cette coutume est assez curieuse pour mériter d'être mentionnée : presque tous les travaux de « recalement » des canaux, gonelles et fossés sont faits par des ouvriers organisés en « brigades ». Chaque année, au commencement de l'automne, les ouvriers agricoles se groupent par commune et élisent un chef, appelé « chef de brigade ». Ils forment ainsi des sociétés coopératives temporaires ; le chef de la brigade est chargé de chercher de l'ouvrage, de pas-

1. *Archives départementales de la Vendée*, série E, liasse 18.

ser les marchés, de distribuer et de surveiller le travail. Les marchés se font toujours à la mesure : le prix est variable selon le mauvais état et la largeur du fossé ou canal. Chaque semaine le chef de brigade touche le prix du travail de sa brigade et le répartit également entre tous, lui compris : aussi les malingres et le paresseux sont-ils éliminés avec soin. On pourrait peut-être rattacher cette organisation aux groupes qui existaient sous les ordres des Dixainiers à Champagné au ^{xv}^e siècle et qui avaient pour mission de surveiller et réparer à tour de rôle les bords de garde. — C'est le maître de digue délégué par le directeur qui traite le plus souvent avec le chef de brigade, qui est un véritable entrepreneur. Ce mode de travail donne de bons résultats ; serait-il mauvais, il est si ancré dans les mœurs qu'il serait difficile de le supprimer sans soulever les protestations des ouvriers agricoles qui y trouvent une occupation pénible mais rémunératrice pendant la mortel-saison des travaux des champs.

Tous les travaux donnés de gré à gré sont examinés et reçus par le maître de digue, le directeur et la commission syndicale.

L'adjudication reste cependant le mode normal de tous les travaux importants : construction de portes, de bondes, de ponts, etc... On la voit apparaître dès l'origine des sociétés et elle est consacrée par l'arrêt du Parlement de Paris du 3 octobre 1738 qui règle l'administration du marais sauvage et par un grand nom-

bre de délibérations de toutes les sociétés à toutes les époques. Le directeur assisté de la commission syndicale fait faire toutes les annonces et publications nécessaires pour attirer les concurrents et dresse le cahier des charges ; ils s'adjoignent pour cela un « homme de l'art » chargé de dresser les devis qui serviront de base à l'adjudication. Le cahier des charges indique les garanties exigées des soumissionnaires, de manière à écarter les incapacités notoires qui, en se rendant adjudicataires, obligeraient ensuite la société soit à refuser le travail fourni, soit à l'accepter malgré ses défectuosités, pressée par le temps : d'un côté, retard préjudiciable ; de l'autre, défectuosité qui bientôt amènerait de nouvelles dépenses.

Tantôt c'est l'ouvrage tout entier qui est mis en adjudication, tantôt, dans le but avoué de favoriser les petits entrepreneurs locaux, on adjuge séparément les différentes parties ; par exemple, s'il s'agit d'écluses à construire, on fera trois lots : la maçonnerie, la charpente et les travaux de fer.

Jusqu'au commencement de ce siècle l'adjudication avait lieu devant un notaire qui en dressait acte. L'adjudication ainsi faite portait le nom de bail à rabais (1).

Le directeur se réserve toujours un droit de surveil-

1. Arrêt du Parlement du 30 octobre 1758. Délibération du Petit Poitou du 17 août 1797 : bail et rabais pour les travaux aux portes du canal de Vienne (acte de Vinet, notaire à Fontenay) et délibération du 1^{er} messidor an IV.

lance au cours des travaux qui, une fois terminés, sont reçus provisoirement par le maître de digue et le directeur et définitivement quelque temps après seulement par le directeur et la commission, assistés de « l'homme de l'art » qui a concouru à la rédaction du cahier des charges et dressé les devis. L'adjudicataire doit fournir un cautionnement proportionnel à l'importance des travaux et qui n'est rendu qu'après l'acceptation définitive ; très souvent ce cautionnement est fourni par une caution qui hypothèque ses biens à la société pour garantir l'exécution des obligations de l'adjudicataire.

Donc exécution par économie, marché de gré à gré et bail à rabais étaient les seules formes employées par les sociétés sous l'ancien régime ; et elles suffisaient et suffisent encore avec quelques modifications que nous étudierons à l'exécution de tous les travaux qui intéressent les dessèchements.

CHAPITRE IX

BUDGET

Le budget est le résumé des prévisions des recettes et des dépenses de l'association. Il est dressé chaque année par le directeur et les commissaires qui le soumettent ensuite à l'approbation de l'assemblée générale.

Dans le chapitre des dépenses figurent tout d'abord celles qui ont un caractère périodique et sont à peu de choses près les mêmes tous les ans : ce sont les frais d'administration, de confection des rôles ; les frais ordinaires d'entretien : bacage, sarclage et recurement des canaux ; le traitement des agents et employés de la société ; les impôts ; les primes d'assurance. On inscrit ensuite les dépenses nécessitées par les travaux neufs ou les grosses réparations reconnus urgents ou seulement utiles par les commissaires : reconstruction d'un pont, d'une bonde ; les sommes nécessaires pour le paiement des intérêts et l'amortissement des emprunts ; les indemnités qui peuvent être dues extraordinairement ; les frais des procès ; les prix d'acquisitions de

toute nature. Il y a toujours un article affectant une certaine somme aux dépenses imprévues ; ces fonds sont mis à la disposition du directeur et des commissaires, seuls juges de l'opportunité de leur emploi dont ils doivent seulement rendre compte.

Au chapitre des recettes figure le prix des objets vendus par la société : coupes de bois, matériaux. Au cas rare de vente d'immeubles on y voit le prix de vente s'il est exigible ou les intérêts. On trouve également l'intérêt des fonds placés par la société, le prix stipulé dans les baux des terrains affermés, les indemnités qui peuvent être dues à la société soit en vertu d'un jugement, soit en vertu d'une transaction, enfin les impositions que les intéressés devront acquitter. A ce chapitre figurent aussi les contributions non acquittées des rôles précédents : ce n'est que lorsqu'il est tout à fait évident qu'elles ne seront jamais payées qu'on les fait passer au chapitre des dépenses.

C'est l'assemblée générale seule qui a le pouvoir d'approuver ce budget : elle le discute et peut le modifier. Il n'est définitif qu'après avoir reçu son approbation à la majorité des voix. Avant que les délibérations fussent imprimées et envoyées à chaque sociétaire, ceux-ci eurent toujours la faculté de les consulter.

La principale ressource de ces sociétés a toujours été les taxes supportées par leurs membres : ces taxes sont variables selon les besoins de chaque année, elles sont toujours déterminées de manière à mettre le budget en

parfait équilibre. Voici le mécanisme : supposons un dessèchement de 6.000 arpents, pour équilibrer le budget on a besoin de 1.500 livres tournois, on votera donc un impôt de 5 sols par arpent ou un impôt de 1.500 livres à répartir entre les 6.000 arpents ; c'est donc à la fois un impôt de quotité et un impôt de répartition dont les deux termes sont connus *a priori* : la part de chaque unité imposable et le produit. Ces contributions sont uniformément réparties sur tous les terrains à raison de leur superficie, sans avoir égard à leur valeur respective : l'unité de surface est la commune mesure (1).

Les taxes sont recouvrées d'après des rôles dressés par le receveur de l'association sur les bases arrêtées par l'assemblée générale. Ordinairement une époque a été fixée pour le paiement, ce temps passé les sociétaires récalcitrants sont poursuivis en suivant les règles de droit commun.

Il résulte de ce que nous avons dit de la nature de ces associations que les taxes qui frappent les biens compris dans leur périmètre sont réelles ; elles suivent les immeubles assujettis en quelques mains qu'ils passent, même si l'acte translatif de propriété ne les a pas mentionnées.

Ces taxes dues par les propriétaires inscrits au rôle devaient être recouvrées contre eux seuls. Cependant dans

1. Délibération de Vix de 1836 à 1837.

les statuts de plusieurs dessèchements on trouve une disposition qui était nécessaire à l'origine alors que plusieurs propriétaires dissicateurs habitaient fort loin, voire même à l'étranger : c'est l'obligation pour le fermier d'acquitter les taxes. Les frais de poursuite contre les propriétaires résidant au loin auraient souvent dépassé le montant de la taxe à percevoir. Les statuts du Petit Poitou stipulent formellement qu'il « ne pourra être fait par aucun des intéressés ou ayants cause, aucune ferme des métairies du Petit Poitou, sans que, par icelles, les métayers, bordiers ou fermiers soient obligés par corps au paiement de ce qui en suit, ès mains, comme dit est, du directeur, ou ayant de lui ordre, un sol de cens dû par chacun arpent de terre, aux seigneurs évêques, abbés ou autres, par chacune fête de Noël, sauf ceux qui en sont chargés par les contrats faits avec les seigneurs ; payable ledit sol de cens, par lesdits métayers, à chacune fête de Saint-Michel, et 4 sols par chacun arpent de terre, employables par lesdits directeurs au paiement des gages des officiers établis par lesdits associés, entretien et réparation des travaux, maison commune et autres frais nécessaires pour les intéressés (1). » On voit par là que les fermiers étaient obligés directement à ce paiement et non pas seulement subsidiairement ; d'un autre côté cette citation est inté-

1. Statuts du Petit Poitou, art. XIII. Statuts du marais de la Claye, art. XV.

ressante parce qu'elle nous montre que bien avant les discussions des théoriciens modernes on vit dans ces taxes des redevances foncières, comme le cens.

Les comptes du caissier étaient approuvés par l'assemblée générale sur le rapport des commissaires.

Les réclamations contre les taxes étaient adressées au directeur ou à l'assemblée générale ; il y était toujours fait droit si elles étaient fondées ; le périmètre déterminé des terrains qui devaient la taxe et le mode de répartition de ces taxes rendaient faciles la vérification de ce qui était dû par un chacun. Nous n'avons pas trouvé trace de conflits graves à ce propos : s'il s'en était élevé, il aurait dû, d'après les édits et déclarations, être tranché soit par des commissaires spéciaux, soit par l'intendant de la province avec appel au conseil du roi (1).

1. Voir chapitre : Du contentieux des marais.

CHAPITRE X

DE CERTAINS GROUPEMENTS DE CES SOCIÉTÉS DE MARAIS

En principe toutes les sociétés que nous venons de voir se former étaient indépendantes les unes des autres ; cependant quelques-unes étaient dans un état de dépendance à l'égard d'autres, plus anciennes, dont elles avaient emprunté les canaux pour écouler à la mer le trop-plein de leurs eaux. — Dans un tout autre ordre d'idée nous voyons parfois ces sociétés se liguier pour protester contre des actes du pouvoir qui attentent à leurs droits.

§ 2. — Groupements résultant d'un état de dépendance.

Les dessèchements les premiers en date étaient tous dans le voisinage immédiat de la mer : par exemple le Petit Poitou et le vieux desséché de Champagné. Les dessèchements qui se formèrent en arrière durent donc leur emprunter leurs canaux pour être reliés à la mer.

Les trois dessèchements des Ablettes, du marais Garreau et du marais Sauvage envoient leurs eaux à la mer par le même canal. C'est en 1655 que les dessécheurs des deux premiers obtinrent du comte de Marans, propriétaire du marais Sauvage, le droit précieux de se servir de son canal. En échange ils s'engageaient notamment à concourir à l'entretien du canal et des écluses à proportion de l'étendue de leurs terres (1). De là naquirent entre ces trois dessèchements des relations de tous les instants qui les obligèrent à se grouper en société pour l'entretien des ouvrages communs : ce qui eut lieu à la suite de difficultés survenues entre elles et dont la nature et la gravité nous est inconnue.

Ce fut pour y mettre fin que fut rendu l'arrêt du Parlement de Paris du 3 octobre 1758 : cet arrêt tout en reconnaissant et en laissant subsister les deux sociétés des Ablettes et du marais Garreau pour l'entretien des ouvrages de dessèchement compris dans leurs ceintures, leur ordonna de se joindre au marais Sauvage et de former une société générale pour l'entretien des ouvrages communs. Cet arrêt réglait même l'organisation de cette société : le propriétaire du marais Sauvage, comte de Marans, nommera un directeur ; de leur côté, tous les autres intéressés se réuniront pour nommer un co-directeur ; l'un des directeurs sera désigné comme caissier ; ils seront tenus d'accepter

1. Voir chap. III., Marais Garreau, des Ablettes, et Sauvage.

lesdites qualités de directeur par acte passé devant notaire et seront responsables de leur gestion. L'un des co-directeurs ne pourra faire aucune réparation sans le concours de l'autre, ni le caissier payer sans le visa de l'autre : les refus doivent être motivés sur un registre et le désaccord est tranché par une réunion des intéressés : à cette assemblée doivent être appelés et présents les propriétaires du tiers ou des deux tiers des marais (non compris le marais Sauvage), suivant que l'intérêt en jeu est inférieur ou supérieur à 300 livres. — En cas de décès de l'un des directeurs, il en est nommé un par qui de droit, et pendant la vacance, l'autre directeur est autorisé à agir seul. Les intéressés peuvent s'assembler tous les ans s'ils le préfèrent pour nommer un directeur. Les contributions seront arrêtées non par l'assemblée générale, mais par les directeurs, qui devront faire procéder par expert à la visite des réparations dont le coût dépasse 300 livres.

Ce mécanisme très embrouillé a été depuis quelque peu modifié en la forme. Il y a toujours deux co-directeurs, l'un nommé par le propriétaire du marais Sauvage (1), l'autre est nommé par les intéressés dont l'assemblée générale a lieu tous les deux ans. Pour y prendre part il faut posséder douze hectares. Les propriétaires du marais Garreau et du marais des Ablettes font donc

1. Le marais Sauvage n'appartient encore aujourd'hui qu'à un seul propriétaire.

partie de deux sociétés et payent deux impôts de marais. Les sociétés sont absolument distinctes et la société générale n'est pas un syndicat de sociétés : s'il en était ainsi, chaque société serait représentée aux réunions par sa commission ; au contraire chaque propriétaire censitaire est convoqué individuellement. Le cens n'est même pas égal : ainsi pour prendre part aux réunions du marais Garreau il suffit de posséder quatre hectares, tandis qu'il faut être propriétaire de douze hectares pour assister aux réunions du marais Sauvage. Cette société appelée société du marais Sauvage est absolument de la même nature et par conséquent soumise aux mêmes règles que les sociétés particulières déjà étudiées, sauf les quelques différences dont nous venons de parler.

Si les marais Garreau et des Ablettes se servent du canal du marais Sauvage, du marais du Devant, aux Taures, du Gros-Aubier et de la Pironnerie s'écoulent par le canal du marais de Mouillepied : il y a donc deux sociétés de Mouillepied, l'une pour les marais compris dans la ceinture de ce dessèchement, l'autre pour tous les marais qui s'écoulent par le canal de ce nom. Il n'y a aucun titre établissant les droits d'un chacun dans la société générale : toutes les recherches faites pour les découvrir sont restées infructueuses (1).

1. Nos recherches personnelles n'ont pas été plus fructueuses que celles qui avaient été déjà faites, par les intéressés comme en témoignent les délibérations de 1868 et 1870.

En fait voici ce qui se passe : les réunions des deux sociétés de Mouillepieu ont lieu le même jour, il n'y a qu'un seul directeur pour les deux, mais deux budgets bien distincts. Les marais du Devant, aux Taures et Gros-Aubier sont seulement représentés par leur directeur (1), la Pironnerie n'est même pas représentée du tout (2), tandis que tous les intéressés appelés à la réunion de la société particulière de Mouillepieu, votent aux réunions de la société générale. Il y a donc manque absolu de représentation proportionnelle à l'intérêt et à l'étendue du territoire. Le marais de Mouillepieu fait donc ce qu'il veut et ne fait appel à ses tributaires que pour les inviter à remplir ses coffres.

Hâtons-nous de dire qu'il n'a pas été porté à notre connaissance qu'il ait jamais abusé de cette dictature. Il n'en reste pas moins vrai que cet état de choses pourrait facilement encourager des abus si la direction de ce marais tombait en des mains moins expérimentées et moins probes que celles qui l'ont gouverné jusqu'ici et le gouvernement encore aujourd'hui. Il ne serait pas même suffisant, à notre avis, d'appeler aux réunions de la société générale les propriétaires des marais tri-

1. Ces trois petits marais ne font plus qu'une société.

2. L'acte constitutif de la Pironnerie, du 23 février 1778, porte que : « ne pourront en aucun cas, les intéressés du marais de la Pironnerie, assister aux délibérations et assemblées desdits marais de Mouillepieu, du Devant et aux Thores (*sic*). »

butaires ayant le cens qui donne droit aux propriétaires de la société particulière de Mouillepied d'assister aux réunions, car en fait rien ne serait changé : la propriété étant très morcelée dans les marais du Devant, aux Taures et de la Pironnerie, aucun propriétaire de ces marais n'aurait un cens suffisant pour prendre part à l'assemblée générale : à moins que l'on admette le droit d'adjonction. Le plus équitable serait de séparer l'assemblée générale du marais de Mouillepied proprement dit de l'assemblée générale du grand marais de Mouillepied, et d'appeler à cette dernière un certain nombre de délégués de chaque société particulière proportionnellement au territoire de chacune.

Le Bouil qui s'écoule par le Petit Poitou dut pendant longtemps contribuer à l'entretien des canaux et des portes au prorata du nombre d'arpents qu'il contenait. Il s'éleva des difficultés vers 1732 : le baron du Langon ne refusait pas de payer, mais demandait qu'on lui présentât les baux au rabais des ouvrages et réparations : rien n'était plus juste et on fit droit à sa demande. En 1774 pour éviter toute difficulté on traita à forfait et il fut entendu que le Bouil donnerait 18 livres au Petit Poitou, chaque année.

Le vieux desséché de Champagné et le marais de la Vacherie ne peuvent pas non plus s'ignorer l'un l'autre, car tous les deux se servent pour porter leurs eaux à la mer du canal de Champagné, que ni l'un ni

l'autre n'ont creusé (1). Ce canal sert en outre au vieux desséché de Champagné pour faire sa prise d'eau de printemps, et aux marais salants de Puyravault et de Champagné pour prendre au commencement de l'été, l'eau salée dont ils ont besoin. Les marais salants sont situés au milieu, la Vacherie en amont, le vieux desséché en aval. Tant d'intérêts divers n'auraient pu être conciliés, s'il n'y avait pas eu entente. On entra en pourparlers dès 1663, mais les négociations n'aboutirent que le 17 mars 1712. Il fut alors convenu que le marais de la Vacherie supporterait deux tiers des frais d'entretien du canal de Champagné et des portes, dites des Amarres ; le marais de Champagné l'autre tiers.

Cette convention fut confirmée en 1857 et 1861, le marais de la Vacherie fut autorisé à établir un batardeau dans le canal de Champagné pour remplacer les portes qui existaient antérieurement à hauteur de l'île de Champagné. De ces différents accords il résulte que le canal et les portes sont soumises tantôt à l'administration du directeur de la Vacherie, et tantôt à l'administration du directeur du Vieux Desséché. Au printemps la Vacherie fait sa provision d'eau pour l'été par la bonde du Pont à Didot pratiquée dans sa ceinture extérieure, du côté du canal des Hollandais ; on ferme alors les portes et tout le canal de Champagné se rem-

1. On a vu que ce canal fut creusé au ^{xiii}^e siècle, probablement par les moines de Moreilles.

plit d'eau douce : le Vieux Desséché peut lui aussi faire sa provision d'eau en ouvrant la bonde pratiquée sur ce canal. Ces provisions faites, la Vacherie établit son barrage en amont des marais salants, pour retenir l'eau douce, en même temps le vieux desséché se clos en fermant sa bonde. On ouvre alors les portes des Amarres, l'eau douce qui se trouvait dans le canal, entre le barrage et les portes s'écoule à la mer et le canal se remplit d'eau salée jusqu'au barrage pour permettre aux marais salants de s'alimenter. — A l'automne on enlève le barrage jusqu'au printemps suivant : quand il n'y a pas de barrage, le directeur de la Vacherie administre tout le canal de Champagné et commande la manœuvre des portes ; quand le barrage est établi, la partie inférieure du canal et les portes obéissent au directeur du vieux desséché de Champagné, dont font partie les marais salants. Cette pratique excellente donne satisfaction à tous les intérêts.

§ 2. — Groupements temporaires pour protester contre des décisions du pouvoir.

En 1763 toutes les sociétés de marais, non seulement du Bas Poitou, mais encore de l'Aunis, sont bouleversées par une ordonnance de l'intendant de Poitiers ordonnant la publicité d'un mémoire signé : Forestier de Bonabry. L'auteur de ce mémoire cherchait à obtenir l'autorisation de dessécher tous les marais mouillés

du Poitou et de l'Aunis, avec le droit de se servir des canaux déjà faits par les dessèchements antérieurs ; de plus il demandait les droits de pêche, chasse et navigation dans les canaux et rivières exclusivement à tous autres ; le droit de porter des armes nonobstant toute défense ; le droit de démolir les maisons et moulins des particuliers, de détourner les rivières, étangs, fontaines et ruisseaux. Il est clair que si ces droits exorbitants avaient été accordés à Forestier de Bonabry, les dessèchements antérieurs auraient été gravement atteints dans leurs intérêts et leurs droits : d'un côté on supprimait les marais mouillés qui leur étaient très utiles comme réservoir où ils pouvaient alimenter leurs canaux au printemps ; de l'autre, la propriété de leurs ouvrages de dessèchement et les droits qui en découlaient leur échappaient en grande partie. Toutes les sociétés se réunirent en assemblée extraordinaire et s'entendirent pour protester contre les prétentions de ce mémoire ; elles furent même secondées dans leur protestation par les propriétaires des marais mouillés eux-mêmes qui représentèrent, avec juste raison, que leurs marais étaient productifs et que leurs produits étaient indispensables aux marais. Bientôt les sociétés eurent la joie d'apprendre que par arrêt du 21 juillet 1764 le conseil du roi avait rejeté la demande faite au roi par Forestier de Bonabry (1).

1. *Archives départementales de la Vendée*, Section E., liasse 1.

Vingt ans plus tard une nouvelle concession est faite à M. de Chizeul, par le comte d'Artois : elle porte sur cent dix mille arpents de terres vaines, lais et relais de mer sur les rivières de la Sèvre, de l'Autise, de la Vendée et du Lay. C'était pour les dessèchements une question vitale, car cette concession obtenue probablement par la ruse d'un courtisan, englobait tous les marais desséchés et non desséchés et dépouillait par le fait même les propriétaires de ces marais. Il y eut une réunion de tous les directeurs qui présentèrent au comte un mémoire. Celui-ci reconnut son erreur et la spoliation qu'elle entraînait : il rapporta la concession. Les sociétés en furent averties par une lettre de M. de Verdun, surintendant du comte, adressée à l'évêque de La Rochelle en date du 30 avril 1703 : cette lettre fut déposée chez Vinet, notaire à Fontenay, qui fut chargé d'en délivrer une expédition à chacun des Directeurs pour être classée aux archives des sociétés (1).

1. Délibération du Petit Poitou du 18 août 1783.

CHAPITRE XI

DES CANAUX D'INTÉRÊT GÉNÉRAL APPELÉS

« ECOURS GÉNÉRAUX »

En outre des ouvrages de dessèchement proprement dits, il existe des canaux importants qui concourent indirectement au dessèchement des marais en facilitant l'écoulement des eaux, qui, chaque hiver, couvrent les marais non desséchés et menacent parfois les digues des marais desséchés. Pour être complet, il importe de signaler ce qui avait lieu lorsqu'il s'agissait de remettre en état un canal de ce genre dont le bon fonctionnement intéressait à la fois plusieurs dessèchements et marais mouillés.

Quatre canaux en bas Poitou ont ce caractère ; ce sont : le canal du Lay, le canal des Cinq Abbés, le canal des Hollandais, enfin le contrebote de Vix. Bien que présentant tous un caractère d'utilité générale, ils diffèrent profondément entre eux quant à leur origine et à leur administration. Ils ont toujours été plus liés à l'administration que les dessèchements que nous

avons étudiés ; du moins jusqu'à la formation de sociétés destinées à les administrer, comme nous le verrons bientôt. Des notions historiques sur chacun d'eux sont indispensables pour comprendre comment sont actuellement répartis les frais faits pour leur entretien.

§ 1. — Canal du Lay (1).

Nous avons vu que la construction par les moines de Saint-Michel du Bot Grolleau, qui supprimait le bras oriental du Lay avait été préjudiciable aux marais de la Claye qui se trouvèrent beaucoup plus inondés qu'auparavant. C'est pour essayer de combattre cette fâcheuse conséquence que les propriétaires des marais de la Claye s'unirent la première fois : on ne peut pas préciser l'époque, mais ce dut être peu de temps après l'achèvement du Bot Grolleau. La puissance des moines était telle que les propriétaires des marais de la Claye n'osèrent pas se plaindre de l'injustice qui les atteignait et résolurent seulement de creuser un canal de la Claye à Saint-Benoist : telle est l'origine du petit canal du Lay. On s'aperçut vite de l'insuffisance de ces travaux et les propriétaires se réunirent de nouveau en 1656 sous la direction du marquis de la Boulaye : celui-ci s'attaqua directement à l'œuvre néfaste des moines et

1. *Archives départementales de la Vendée*, série E, liasses 2 et 5. *Archives nationales* G 7, 1671.

arrêta le projet d'un canal coupant le Bot Grolleau et allant directement à la mer. Mais il ne voulut jamais, comme on l'a prétendu (1), rétablir le bras oriental du Lay qui se jetait dans la baie de l'Aiguillon. Le canal devait être parallèle à la rivière de Saint-Benoist (2) qui débouchait alors près de la ferme actuelle de la Belle Henriette ; la pointe de l'Aiguillon n'existait pas. — Un mémoire anonyme, daté de 1696, nous apprend que ce canal répondit pleinement à ce que l'on attendait de lui : dès le mois de mai les eaux étaient retirées et l'abondance vint dans le pays (3). Malheureusement le marquis de la Boulaye mourut bientôt après et personne ne surveilla plus le canal : les moines de Saint-Michel en profitèrent alors pour rétablir la digue et le marais redevint ce qu'il était avant : un vaste marécage. — A partir de cette époque l'histoire du marais de la Claye n'est que l'histoire d'un long procès entre les propriétaires intéressés et les moines de Saint-Michel qui abusèrent de leur puissance avec un cynisme révol-

1. CAVOLEAU : Statistique de la Vendée.

2. Dans l'arrêt de 1704 invoqué par Cavoleau rien ne permet même de deviner ce qu'il y trouve. Au contraire un acte d'opposition du Chapitre de Luçon du 20 avril 1713 est beaucoup plus précis : il nous permet de combattre l'opinion de Cavoleau : une carte est jointe à cet acte et nous montre le tracé du canal. Ces documents sont aux *Archives nationales* (G. 7, 1671.)

3. Mémoire daté de 1696. *Archives dép. de la Vendée*. Série E, 1. 2.

tant. Nous nous contenterons d'indiquer les principales étapes de cette contestation.

En 1704 (1) le roi ordonna que les propriétaires de la cabane de la Morinière (2) démoliraient la digue qu'ils avaient élevée à travers le canal et remettraient toute chose en état : cet arrêt et les sommations qui furent faites ne purent vaincre l'entêtement des moines. Ils firent opposition. L'intendant de Poitiers voulut alors faire recurer ce canal aux frais des propriétaires voisins, les travaux furent adjugés et le tout fut confirmé par le Conseil d'État (3). M^{me} la douairière de Duras forma opposition à cet arrêt (4) et demanda que tous les terrains situés à droite et à gauche du nouveau canal, depuis la Claye jusqu'à Saint-Benoist, soient tenus de contribuer aux réparations : il s'agissait de faire contribuer aux dépenses les propriétés des moines. Cette opposition donna lieu à deux enquêtes ; les religieux de Saint-Michel prétendirent qu'ils ne tiraient aucune utilité du canal parce que leurs propriétés étaient défendues contre les débordements du Lay par la digue qu'ils avaient construite. On leur répondit avec justice que la construction du nouveau canal n'était devenue nécessaire que par l'établissement même de

1. Arrêt du Conseil du 26 août 1704-

2. Cette cabane appartenait aux moines de Saint-Michel.

3. Ordonnance du 26 juillet 1706. — Adjudication du 4 juillet 1711. — Arrêt du 4 août 1711.

4. *Archives nationales* (G. 7, 1671).

cette digue qui avait intercepté le cours naturel des eaux du Lay, que ce canal n'avait été exécuté que pour remplacer l'ancien lit supprimé par eux : il était donc juste qu'ils coopérassent aux dépenses qu'ils avaient nécessitées.

Pour plus de sûreté l'intendant de Poitiers délégua au mois d'août 1715 l'ingénieur de la province pour faire un nivellement de ces marais ; cela permit de constater que le sol était plus élevé en dehors du bot Grolleau qu'en dedans ; et que par conséquent la pente naturelle du terrain mèneraient les eaux à la mer à travers le marais de Saint-Michel, en passant entre Saint-Denis et Grüe, c'est-à-dire par l'ancien bras oriental du Lay. Sur ce rapport le Conseil d'État confirma le 12 avril 1723 les arrêts de 1704 et 1711. Malgré la vieille règle : opposition sur opposition ne vaut ; les religieux du Saint-Michel firent opposition à cet arrêt et furent déboutés. De nouvelles difficultés s'élevèrent à propos de l'arpentage des terrains ; enfin l'arrêt du 19 mai 1739 confirma tous les arrêts précédents. L'intendant de Poitiers arrêta le 19 mai 1740, entre les propriétaires de tous les héritages situés tant en dessus qu'en dessous du bot Grolleau, la répartition des sommes nécessaires pour l'achèvement du nouveau canal : les religieux de Saint-Michel furent enfin obligés de se soumettre. Les travaux furent terminés l'année suivante. Un arrêt du 3 août 1741 invita les propriétaires à se réunir pour nommer une direction chargée de veiller à l'entretien de ces ouvrages. Les inté-

ressés se réunirent en l'hôtel du subdélégué de Fontenay-le-Comte le 19 juin 1642 et arrêtèrent en assemblée générale les statuts de leur société. Les statuts furent approuvés et l'exécution en fut ordonnée par arrêt du conseil du 21 août 1742. — Depuis cette époque jusqu'à la Révolution, il ne s'éleva plus de difficultés, et les moines acquittèrent régulièrement les taxes dont leurs propriétés étaient frappées.

La Société des « Intéressés au récurément du nouveau lit de la rivière le Lay » comme on disait alors, ou « Société des marais de la Claye », comme on dit aujourd'hui, n'est pas une société de marais desséchés ; son titre ancien était beaucoup plus juste et faisait bien mieux voir son objet : grouper tous les intéressés au prompt écoulement des eaux du Lay. Cela nous explique pourquoi ces propriétaires ne s'associèrent pas d'eux-mêmes, aussitôt le canal creusé, comme les associés des dessèchements le firent dès les travaux terminés. Ici, les territoires tributaires n'étaient pas délimités par une ceinture de digues. Où commençaient-ils ? où finissaient-ils ?... Incertitude, querelles, contestations, procès. L'administration dut intervenir et obliger les propriétaires de ces terrains, qui n'étaient liés par aucun acte de société, à payer les taxes : pour cela elle dressa elle-même les rôles et en ordonna l'exécution.

Ce qui nous étonne aujourd'hui c'est que l'administration d'alors nous paraît n'intervenir qu'à regret ; elle semble estimer que pour ces questions d'intérêt

commun, il est bien préférable que les propriétaires intéressés s'organisent entre eux sans avoir besoin de recourir à elle ; nous la voyons après avoir aplani toutes les difficultés qui pouvaient mettre obstacle à leur entente, les inviter à faire eux-mêmes un règlement et approuver ces statuts qui sont la négation de toute intervention administrative gênante et consacrent, au contraire, l'appui de l'autorité dans un cas où elle est éminemment utile : l'homologation des rôles. D'après les édits et déclarations, la compétence administrative était de règle en notre matière, ce principe est rappelé formellement dans l'arrêt d'homologation : « si aucuns (empêchements) interviennent Sa Majesté s'en est, et à son conseil, réservé connaissance, et icelle interdit à toutes ses cours et autres juges. »

Les droits importants des associés sont très bien définis par le dernier article des statuts : les intéressés sont autorisés « à régler et arrêter entre eux pour le bien et l'avantage des marais de la compagnie, telles autres délibérations, articles et statuts qu'ils jugeront nécessaires à l'avenir, et lesquels, comme les présents articles, auront entre lesdits intéressés, leurs veuves ou ayants cause, force de loi, pour être par eux exécutés en vertu de l'homologation qu'ils requièrent actuellement et sans qu'il soit besoin d'autre arrêt à cet égard, soit même s'il s'agit de nouveaux ouvrages d'augmentation qu'ils jugeraient nécessaires pour la perfection dudit desséchement, dont les devis seront par eux

arrêtés, et les marchés conclus et exécutés et payés comme conventions ordinaires et entre particuliers » (article XXII des statuts). Si l'on considère les autres articles des statuts du marais de la Claye on voit qu'ils ne sont que la reproduction des usages des marais desséchés. Ce dernier article ne doit pas être autre chose et viendra confirmer ce que nous disons en traitant des rapports des sociétés de marais desséchés avec l'administration, sous l'ancien régime.

En un mot les travaux du Lay qui, jusqu'en 1742, furent faits administrativement, ont été confiés à cette époque à une société qui adopta dans ses statuts les dispositions de ceux du Petit Poitou, complétées et modifiées par les usages reçus depuis dans les dessèchements. On ne peut signaler qu'une seule différence notable : les fonctions de directeur et de caissier furent toujours séparées.

Les moines de Saint-Michel, enfin domptés, payèrent régulièrement leur quote-part (1) jusqu'à la Révolution ; à cette époque leurs biens furent vendus et la société du marais de Saint-Michel se forma. Les propriétaires des biens compris en dedans du bot Grolleau et payant à la société de la Claye, ne consentirent à entrer dans la nouvelle société qu'autant qu'ils cesseraient de payer des contributions à celle de la Claye. Malgré les arrêts

1. Les rôles des dernières années de l'ancien régime sont aux *Archives départementales de la Vendée*, série E, liasse 2.

de 1704, 1711, 1723 et 1739, tout fut remis en question et une autre procédure commença. Les moyens invoqués par la Société de Saint-Michel contre la Société de la Claye étaient : que les travaux relatifs au curement du Lay ne produisent aucun avantage à ces propriétés, défendues des inondations par le bot Grolleau ; et que la nation a vendu ces biens quittes de toutes charges. Le premier argument avait déjà été maintes fois développé par les moines et repoussé par le conseil. Au second argument on pouvait répondre et on répondit en effet que cette imposition est une charge inhérente à la propriété, qui ne s'évanouit pas parce que les actes translatifs de cette propriété sont muets à cet égard. Les droits de la société de la Claye furent reconnus et les propriétaires dissidents s'exécutèrent de mauvaise grâce.

En 1848 de nouvelles difficultés s'élevèrent encore. Cette fois elles furent terminées par une transaction en 1850 (1). La société de Saint-Michel reconnut qu'elle profitait des travaux faits dans le Lay et que ces travaux sont rendus nécessaires, au moins en partie, par les ouvrages antérieurs faits par ceux que représente la société (les moines), ouvrages qui avaient eu pour résultat d'apporter des obstacles au libre écoulement des eaux du Lay. Il fut convenu que la Société de Saint-Michel paierait chaque année à celle de la Claye

1. Acte de Buet, notaire à La Roche-sur-Yon.

1.650 francs, somme fixée à forfait et invariable quels que soient les besoins du marais de la Claye ; mais les propriétaires des terrains situés en dedans du bot Grolleau et tributaires de la Claye n'assisteront plus aux réunions de ce marais.

Ainsi fut définitivement clos un différent né en 1656, jugé définitivement par de nombreux arrêts, mais repris quand même au mépris de l'autorité de la chose jugée.

**§ 2.— Canal des Cinq Abbés, canal des Hollandais
et contrebot de Vix.**

L'histoire de ces trois grands canaux ne peut être séparée.

Nous connaissons l'origine du canal des Cinq Abbés et du canal des Hollandais (1) qui n'est autre que l'ancien Achenal le Roy, recreusé sur une partie de son cours par les dissicateurs du xvii^e siècle pour servir de ceinture extérieure à leurs marais. Le tracé en est le même, excepté dans la partie qui longe le marais de la Vacherie ; les entrepreneurs de ce dessèchement jugèrent à propos de reporter le canal plus près des terres hautes, pour augmenter la superficie du marais.

Pendant longtemps ces deux canaux furent entrete-

1. Voir chapitre 1^{er}, § 2.

nus par ceux qui avaient pris part à leur creusement. Il faut convenir qu'ils s'acquittaient bien mal de leurs obligations. Les commissaires, nommés par Charles VII en 1455, durent intervenir : il résulte du procès-verbal de visite que l'entretien du canal des Cinq Abbés était à la charge de l'évêque de Maillezais, qui fut depuis l'évêque de La Rochelle, comme représentant l'ancien abbé de Maillezais, de l'abbé et couvent de Saint-Michel-en-l'Herm, du prieur de Vouillé, représentant l'abbé de Saint-Maixent, de l'abbé et du couvent de l'Absie-en-Gastine, de l'abbé et du couvent de Nieul-sur-l'Antise, chacun pour une cinquième partie (1). L'historien du Tangon dit, qu'en 1568, le canal le Roy eut besoin de réparations et qu'elles furent faites par les habitants des mêmes paroisses qui l'avaient creusé.

A l'époque des grands dessèchements du xvii^e siècle les abbés cessèrent d'entretenir le canal des cinq Abbés dont l'entretien passa à la charge des dessécheurs, leurs ayants cause, tout au moins pour partie, car tous les marais ne furent pas desséchés. C'est à la même époque que l'achenal le Roy fut recreusé par les dessécheurs du Petit Poitou et de la Vacherie ; ce qui lui fit donner beaucoup plus tard le nom de canal des Hollandais. C'est une satisfaction donnée à l'opinion très répandue, mais fausse, qui attribue aux Hollandais tout le mérite des dessèchements du bas Poitou.

1. Grandes assises de Marans : 2 septembre 1846. *Archives communales de Marans*.

Le contrebot de Vix, au contraire, est postérieur aux dessèchements et fut rendu nécessaire par eux. En 1662 le dessèchement de Vix était terminé ; il opposait une forte digue aux débordements de la Sèvre. En même temps, de l'autre côté de cette rivière, s'achevait en Aunis le dessèchement de Tangon, qui avait une digue parallèle à celle de Vix. On s'aperçut aussitôt que le lit de la Sèvre se trouvant plus resserré qu'il ne l'était avant, les eaux affluaient vers la partie inférieure avec une grande violence et menaçaient de renverser tout ce qui se trouvait sur leur passage ; les digues de ces marais nouvellement construites et certains quartiers de Marans furent menacés de destruction. Le 26 février 1662 le seigneur de Marans, les intéressés de Vix et de Tangon tinrent une assemblée dans laquelle on chercha un remède. On n'en trouva pas d'autre que le creusement d'un nouveau canal auxiliaire du cours de la Sèvre, qui conduirait directement à la mer sans passer par Marans une partie des eaux de la rivière. Le canal fut creusé en 1664 sur la rive droite, entre la Sèvre et le marais de Vix ; c'est le contrebot de Vix, ainsi nommé parce qu'il fut creusé au pied du bot ou digue du marais de Vix. Il commence à l'aqueduc de l'Autise et se termine à l'anse du Braud. Les dépenses ont été payées par le seigneur de Marans et par les intéressés de Vix et de Tangon (1). Rappelons que sa

1. Délibérations de la Société de Vix des 1^{er} août et 1^{er} octobre 1664.

construction avait été prévue lors des transactions entre les dessécheurs de Vix et les propriétaires des marais qu'ils firent traverser par leur canal (1). Ainsi creusé, ce canal était donc la propriété de ceux qui en avaient pris l'initiative et supporté seuls la dépense.

Pendant que les marais de Vix, de Tangon, et le comte de Marans conservaient l'administration du contrebote de Vix, leur œuvre, le marais du Petit Poitou prenait la direction des canaux des Cinq Abbés et des Hollandais, en qualité de principal ayant cause des moines qui avaient creusé et entretenu jusque-là le canal des Cinq Abbés et en qualité d'auteur du recreusement de l'achenal le Roy. Mais ces sociétés n'avaient nullement l'intention de prendre à leur charge tous les frais d'entretien et de réparation de ces canaux qu'elles considéraient à juste titre comme des « écours d'intérêt général ». Leur tendance fut au contraire de faire contribuer à leur entretien la plus grande superficie de marais, de manière à ce que leur part dans les contributions fût diminuée. Pour obliger les propriétaires étrangers au paiement des taxes en dehors de tout engagement contractuel, ces sociétés durent recourir à l'intendant de la province.

En 1674 le contrebote de Vix eut besoin de réparations, l'on s'aperçut particulièrement qu'il était trop étroit et qu'il était nécessaire de construire une écluse

1. Voir: marais de Vix.

à son embouchure, pour empêcher qu'il ne fût comblé par les vases de la mer. Une pareille écluse n'était pas moins nécessaire au canal des Cinq Abbés qui avait également besoin d'être curé. La Société de Vix et le Petit Poitou s'adressèrent au conseil du roi qui ordonna (1) que les travaux nécessaires seraient exécutés sous la direction de l'intendant de La Rochelle et sur les plans et devis arrêtés par lui ; et que les dépenses seraient acquittées au moyen d'une contribution extraordinaire imposée par le même intendant sur les propriétés de ceux qui avaient contribués jusque-là soit à leur entretien, soit à leur creusement. Le même arrêt fixait à 14 sols par arpent la taxe imposée sur les propriétés tributaires du contrebot de Vix, et à 12 sols seulement pour les Cinq Abbés.

L'uniformité de la taxe pour chaque canal fait présumer qu'elle ne fut imposée que sur les marais desséchés, parce que les marais non desséchés étant d'une valeur inférieure n'auraient très probablement pas été taxés aussi fortement ; il semble donc que pour cette fois ils furent dispensés de contribuer à l'entretien des deux écouers.

Bien que les propriétés fussent imposées dans des proportions différentes pour chacun des deux canaux, il est très probable que l'on fit une masse générale

1. Arrêt du 20 avril 1675.

des fonds ; on regarde du moins comme certain qu'il n'y eut qu'un seul caissier (1).

En 1711 l'intendant de Poitiers représenta que le contrebot de Vix, le canal des Cinq Abbés et le canal le Roy avaient besoin d'être curés et que leurs écluses avaient besoin de réparations. Un arrêt du conseil du 5 décembre 1711 ordonna que ces travaux seraient exécutés et que les sommes nécessaires seraient imposées sur tous les propriétaires des marais desséchés et non desséchés, proportionnellement au nombre d'arpents qu'ils possédaient. Cette extension du territoire tributaire s'explique et se justifie facilement si on le prend dans son ensemble : l'application de détail qui choque parfois peut cependant s'expliquer elle aussi. Il apparut que tous les marais desséchés et non desséchés profitaient des écours généraux : les marais desséchés pouvaient y faire des prises d'eau pour l'irrigation et ces canaux facilitaient l'écoulement rapide des eaux débordées de la Vendée, de l'Antise et de la Sèvre, ce qui soulageait leurs digues ; les marais mouillés, grâce à ces écours, étaient inondés moins longtemps. Il était donc juste que tous contribuent aux dépenses et non pas seulement ceux qui avaient creusé ces canaux ou leurs ayants cause. Vraie d'une manière abso-

1. Mémoire sans date aux Archives du Petit Poitou. — On peut affirmer malgré cela que ce mémoire est de 1779 ou 1780 car il a trait à un procès entre le Petit Poitou et la Société de Vix ; il en sera question plus loin.

lue pour les marais mouillés tributaires du contrebot de Vix, qui ne retirèrent que des avantages de cet ouvrage, cette assertion et moins évidente pour les marais mouillés tributaires des Cinq Abbés et du chenal le Roy : si ces canaux créés pour leur utilité, leur étaient maintenant nécessaires, n'était-ce pas la faute des dessécheurs qui, en empêchant les eaux de se répandre sur leurs domaines au moyen de leurs digues, les obligeaient à rester en plus grande quantité sur les marais laissés en dehors des dessèchements ?

Certainement, oui : la situation des marais mouillés fut aggravée par les dessèchements. Dès lors les marais desséchés n'auraient-ils pas dû supporter seul le surcroît d'entretien qu'ils rendaient nécessaire ? Au contraire les marais mouillés auraient dû supporter seuls la plus grande partie des réparations à faire à l'achenal le Roy qui avait été creusé par eux et que seuls ils avaient entretenus jusqu'aux dessèchements réguliers du ^{xvii}^e siècle. La coopération aux travaux de ces deux canaux se justifie par le fait qu'il n'y eut toujours qu'une seule caisse pour pourvoir à leur entretien.

En disant que l'application de détail est parfois choquante nous voulons dire que le principe de la contribution de tous les marais aux écours généraux une fois posé, on se préoccupa peu de savoir à quel canal tel ou tel de ces marais devait contribuer, en tenant compte des avantages retirés des sacrifices pécuniaires, des antécédents et de la situation de ce marais. On se con-

tenta de diviser arbitrairement le territoire en deux parts, selon les besoins des écours généraux, de manière à égaliser les charges : ce fut le principal objectif ; accessoirement on tint compte de la situation des propriétés. C'est ce qui explique que le marais de Mouillepieu contribua au contrebote ; alors que, logiquement, à notre avis, tous les marais situés sur la rive droite de la Vendée auraient dû contribuer aux Cinq Abbés. On ne put égaliser les charges qu'en donnant au contrebote des tributaires naturels des Cinq Abbés : le souci de l'égalité rendit donc les intendants injustes en leur faisant méconnaître d'autres éléments de répartition dont il aurait fallu tenir compte.

Les intendants de Poitiers et de La Rochelle étaient chargés de l'exécution de l'arrêt de 1611. Les travaux à faire au contrebote et aux Cinq Abbés furent adjugés séparément. On fit un rôle pour le canal des Cinq Abbés et l'achenal le Roy et deux pour le contrebote : l'un pour la généralité de Poitiers, l'autre pour la généralité de La Rochelle. — Suivant ce rôle de 1713 les dessèchements du Petit Poitou, du Bouil, de la Vacherie, le marais de la Pironnerie (non encore desséché), les marais mouillés des paroisses du Gué de Velluire, de Velluire, du Poiré, de Vouillé, de Chaillé, du Taugon de Mouzeuil, de Saint-Martin-sous-Mouzeuil, de Nalliers, de Sainte-Gemme, de Luçon, de Chaix et d'Auzay contribuèrent au paiement des travaux des Cinq Abbés, les autres aux réparations du contrebote de Vix. Si la

Société de Vix, administrateur officieux du contrebote, se montra satisfaite de cette répartition artificielle, il n'en fut pas de même du Petit Poitou : ce fut la source de nombreuses difficultés.

En 1728 la Société du Petit Poitou entreprit de faire réparer l'achenal des Cinq Abbés et adressa requête à l'intendant de Poitiers pour être autorisée à faire faire les visites, devis et adjudications, et à percevoir des contributions sur les propriétaires de marais et les paroisses qui avaient été comprises dans le rôle de 1715 dressé par M. de Richebourg, alors intendant, en exécution de l'arrêt de 1711. Mais dans le nouveau rôle (1) on comprit : les marais Garreau, des Ablettes et de Mouillepieds qui ne figuraient pas sur le rôle de 1715 mais sur le rôle de 1713 pour le contrebote de Vix ; le marais Garreau ne figurait même nulle part. En 1753 de nouvelles réparations furent faites et dans le rôle du 9 décembre 1751 figurent les marais Garreau, des Ablettes et de Mouillepied. — Ces marais trouvèrent si naturel de contribuer à l'entretien des Cinq Abbés qu'ils ne songèrent même pas à protester.

En 1751 le contrebote de Vix eut à son tour besoin de réparations. La Société de Vix s'adressa directement au conseil du roi qui ordonna (2) les réparations et la perception de contributions selon le rôle de 1713. Con-

1. Rôle du 9 décembre 1729.

2. Arrêt du 28 mars 1752.

formément à cet arrêt l'intendant de Poitiers mit au rôle le marais des Ablettes (1) et l'intendant de La Rochelle le marais de Mouillepied (2). Arrivé de Bois-neuf, qui était alors directeur de ces deux marais, fit opposition à chacun de ces rôles. Son opposition pour le marais des Ablettes fut rejetée (3), mais admise pour le marais de Mouillepied qui fut déchargé (4). On reconnaissait donc que Mouillepied ne devait rien au contrebot de Vix, mais était tributaire des Cinq Abbés. Le seul moyen invoqué par ces oppositions était les taxes payées en 1728 et en 1753 au Cinq-Abbés. Pourquoi admit-on une solution différente à l'égard des Ablettes? Logiquement les deux décisions, quelles qu'elles fussent, auraient dû être semblables.

La Société de Vix mécontente intenta un procès au Petit Poitou au sujet des contributions du marais de Mouillepieds. Ce qui n'empêcha pas le Petit Poitou lorsqu'il fit faire d'autres travaux aux Cinq Abbés en 1771 de porter au rôle, non seulement les marais Garreau, des Ablettes et de Mouillepieds, mais encore les marais dits Gros Sillons, Alouettes Rouges, Aux Taures et Du Devant. Les directeurs de ces marais demandèrent alors à l'intendant de Poitiers auquel des deux écours généraux ils devaient payer. L'intendant déchargea les

1. Rôle du 3 mai 1753.

2. Rôle du 24 mai 1753.

3. Arrêt du conseil du 3 avril 1770.

4. Ordonnance du 15 septembre 1754.

marais Aux Taures, Du Devant, Gros Sillons et Alouettes Rouges et ordonna le paiement provisoire des contributions du marais de Mouillepieds, sauf au Petit Poitou à les restituer selon l'issue du procès pendant au Conseil entre cette société et celle de Vix (1). Le procès se termina par l'arrêt du Conseil du 9 mai 1780 qui adopta les yeux fermés la répartition arbitraire et empirique des marais faite en 1771. Mais nous répétons que si l'on avait tenu compte de la situation des lieux, des antécédents historiques et de l'intérêt même des marais situés entre la Vendée, le canal de Vix et le canal des Cinq Abbés : ces marais auraient été reconnus tributaires du canal des Cinq Abbés (2). — Comment expliquer l'anomalie qui réside dans le fait que certains dessèchements exercent leur droit de prise d'eau sur les Cinq Abbés ou sur les marais mouillés qu'il draine, ne paient pas pour l'entretien de ce canal, mais paient pour les travaux du contrebot de Vix avec lequel ils n'ont aucune relation ?

Pour les travaux dont nous venons de parler, voici quel était le mécanisme administratif : l'intendant nommait un homme de l'art pour faire les plans et devis des ouvrages jugés nécessaires et ce commissaire acceptait la fonction devant le subdélégué qui présidait à tou-

1. Ordonnance du 31 août 1772.

2. Notons que le vieux desséché de Champagné ne contribuait jamais à aucun écouls général, car il ne profite d'aucun.

tes les opérations. La rédaction du cahier des charges et des devis était faite par un notaire qui insérait à son procès-verbal toutes les observations qui lui étaient présentées. Les ouvrages étaient adjugés après trois affiches et publications par devant le subdélégué de l'intendant, parties présentes ou dûment appelées. Les travaux étaient reçus par un commissaire nommé par l'intendant ou son subdélégué. Les rôles de répartition étaient dressés par la Société directrice, approuvés et rendus exécutoires par l'intendant, et recouvrés par le directeur soit de Vix, soit du Petit Poitou. Les contributions ne rentraient pas facilement, surtout de la part des propriétaires des marais mouillés qui reprochaient, non sans raison, à Vix et au Petit Poitou, de trop les laisser à l'écart pour l'administration de ces canaux.

Pour prévenir ces oppositions les Sociétés de Vix et de Tangon prirent l'habitude de convoquer aux assemblées les propriétaires de dessèchements particuliers et les syndics des paroisses pour représenter les propriétaires des marais mouillés. Dès la fin de l'ancien régime il y avait donc en fait une société spéciale pour l'administration du contrebot de Vix.

Le Petit Poitou ne suivit pas ce sage et équitable exemple pour les Cinq Abbés et l'achenal le Roy. Sa dictature était dangereuse pour les tributaires, car il pouvait confisquer à son profit seul l'utilité d'ouvrages d'intérêt général, sans pour cela vouloir en suppor-

ter seul les dépenses d'entretien. L'intérêt des marais mouillés et celui des dessèchements par rapport à ces canaux généraux ne sont pas toujours identiques ; ils sont même parfois opposés. Un dessèchement ne demande qu'à être garanti de la submersion ; une fois ce risque éloigné, il est intéressé à ce que l'eau s'écoule le plus lentement possible des marais mouillés afin de pouvoir en prendre selon ses besoins. Tout autre est l'intérêt des marais mouillés qui ne demandent qu'à être débarrassés promptement des eaux qui les couvrent.

En 1809 et en 1813 nous verrons l'administration de ces canaux se modifier et prendre des formes différentes.

CHAPITRE XII

L'ADMINISTRATION ET LES SOCIÉTÉS DE MARAIS AVANT LA RÉVOLUTION

Jamais l'administration royale ne se désintéressa des entreprises faites pour améliorer la situation des marais inondés par les débordements de certaines rivières.

Jusqu'en 1599 le rôle de la royauté fut de nommer des commissaires spéciaux pour l'examen des marais : ce qu'elle fit soit d'office, soit le plus souvent à la suite de doléances des paroisses intéressées. Nous avons déjà vu que ces commissaires eurent un rôle très important (1) : soit en ordonnant des travaux neufs, comme pour l'achenal le Roy ; soit le plus souvent en ordonnant des réparations. Dans tous les cas ils déterminaient ceux qui profitaient des ouvrages, répartissaient la dépense, percevaient les deniers et en surveillaient l'emploi : tout cela dans le but de coordonner les efforts

1. Voir chap. I^{er}, § 2.

particuliers qui ne savaient pas encore s'unir d'eux-mêmes.

Au début du ^{xvii}e siècle les édits et déclarations de Henri IV et Louis XIII ouvrirent une ère nouvelle, la période des dessèchements réguliers, accomplis par de puissantes compagnies concessionnaires ou par les propriétaires eux-mêmes, groupés en sociétés : les uns et les autres jouirent pour ces entreprises de privilèges importants. Il nous faut attendre jusqu'en 1641 pour voir cette législation porter des fruits en bas Poitou ; c'est alors que se fonde la première société : la compagnie Siette, bientôt suivie de beaucoup d'autres.

Pendant les opérations de dessèchement l'administration intervint fréquemment, le plus souvent pour protéger les entrepreneurs contre l'hostilité des petits propriétaires et des populations, et leur permettre de mener à bien l'œuvre entreprise. Mais aussitôt le dessèchement achevé et souvent le jour même du partage, les propriétaires reformèrent de nouvelles sociétés, non plus pour le dessèchement qui était chose faite, mais pour l'entretien des ouvrages qui leur avaient permis de conquérir sur les eaux ces nouveaux domaines ; car il fallait une surveillance active et soutenue pour empêcher les eaux de reprendre leur ancien empire. Usant du droit que leur avait accordé l'article 19 de l'édit de 1607, qui reconnaissait ainsi, à l'avance, les sociétés qui se formeraient, les dessécheurs firent des règlements ou statuts qu'ils s'engagèrent à observer. A la fin des sta-

tuts du Petit Poitou, on lit : « Tout ce que dessus les dites parties ont respectueusement stipulé et accepté, et à ce faire, tenir, garder et accomplir, chacun en son fait et promesse, ont obligé et hypothéqué tous et chacun de leurs biens présents et à venir. »

L'administration s'était seulement réservé le droit d'approuver ces statuts : « S'ils veulent (les dessécheurs) obliger autrui et le public, ils les remettront aux commissaires qui les feront approuver par le conseil. » En fait ces statuts ne furent jamais approuvés par le conseil du roi : seuls ceux du marais de la Claye reçurent cette haute approbation. Toutes les sociétés, sous l'ancien régime, suivaient les statuts du Petit Poitou, et nous avons vu qu'ils n'avaient reçu qu'une consécration tout à fait incidente dans l'arrêt du Parlement de Paris du 1^{er} août 1654 (1). Sur ce point les édits et déclarations ne furent pas écoutés.

L'administration laissa aux sociétés de marais qui venaient de se fonder une liberté presque absolue sur le choix des moyens pour parvenir à leur but. A l'appui de cette assertion on ne peut invoquer aucun texte émané du pouvoir et consacrant cette indépendance ; mais les statuts du Petit Poitou ne font allusion à aucune autorisation administrative : leur lecture donne l'impression juste qu'ils ne sont qu'un règlement fait par des propriétaires ayant conscience d'être les maîtres abso-

1. Voir Société du Petit Poitou (chap. IV, § 1^{er}).

lus dans le desséchement qui est leur œuvre et entendant se comporter comme tels. Pratiquement enfin on ne trouve nulle part dans les archives de ces sociétés trace d'une autorisation quelconque donnée par l'administration. Les actes du directeur élu ne furent jamais contrôlés que par l'assemblée générale et jamais dans cette assemblée on ne vit des représentants de l'intendant ou de son subdélégué.

C'est sans autorisation que la société faisait les travaux d'entretien et même les travaux neufs ; elle les payait avec ses propres ressources. La comptabilité du directeur-caissier ou du caissier spécial ne fut jamais vérifiée et apurée que par les commissaires désignés à cet effet par l'assemblée générale. On plaidait des procès importants, témoin celui qu'eut à soutenir le Petit Poitou contre des Villates, seigneur de Champagné ; le vieux desséché de Champagné vendait la moitié de son communal pour faire face à des embarras financiers ; le Petit Poitou achetait un bois et une carrière ; les marais de Mouillepieds et aux Taures transigeaient avec les petits propriétaires de la Pironnerie ; tous faisaient les emprunts dont ils avaient besoin en discutant librement les conditions avec le prêteur ; jamais pour tous ces actes juridiques importants on ne parla d'autorisations à demander soit au conseil du roi, soit à l'intendant, soit à son subdélégué.

Les taxes étaient perçues comme des dettes ordinai-

res et c'était par les voies ordinaires de contrainte que l'on poursuivait le débiteur récalcitrant.

Ce ne fut que vers 1722 que les relations de tutelle entre ces sociétés et l'administration commencèrent à apparaître bien timidement ; si timidement qu'elles n'ont pas laissé de traces. Pour nous éclairer nous n'avons qu'un passage conçu en termes forts laconiques, de la délibération des intéressés au marais du Petit Poitou de 1722 : il y est dit qu'à cette époque on commença à faire contrôler les délibérations à Fontenay. Quels furent la cause, le but et l'objet de ce contrôle ? Fut-il spécial au Petit Poitou ou s'étendit-il en même temps aux autres sociétés ? Faute de titres et documents, on ne peut faire que des conjectures. Cet usage ne dut pas être général et l'initiative ne vint pas de l'administration, nous semble-t-il : celle-ci aurait traité pareillement toutes les sociétés de dessèchement, or les délibérations de cette époque sont muettes ; il est invraisemblable qu'un tel changement n'eut pas laissé de traces. C'est donc que cette innovation resta localisée. Le Petit Poitou dut volontairement contracter cette habitude dans le but probable de donner une plus grande force impérative aux décisions prises dans les délibérations et pour mieux faire rentrer les contributions ; mais cela n'empêcha pas les taxes de rester de simples dettes entre particuliers. Le contrôle dut avoir une importance très minime. Quel qu'il ait été, il était intéressant à noter, car on voit parfois dans la loi de pluviôse

an VI le point de départ de l'intervention administrative dans la surveillance des sociétés de marais (1).

En résumé, dans notre ancien droit, ce contrôle indéterminé mis à part : le régime des associations syndicales des propriétaires de marais desséchés du bas Poitou était une indépendance quasi absolue vis-à-vis de l'administration. Il nous faut faire des réserves au point de vue des affaires contentieuses, dont nous traitons à part.

La règle de conduite de l'administration nous semble évidente : quand les intéressés ne s'entendaient pas entre eux pour faire les travaux urgents qui intéressaient leurs propriétés, elle intervenait utilement en coordonnant leurs efforts : c'est ce qu'elle fit du ^{xiii}^e au ^{xvii}^e siècle pour tous les marais et plus tard pour les écours généraux seulement. Lorsqu'il y avait une société qui réussissait pleinement à sauvegarder tous les intérêts groupés, alors, l'administration lui donnait pleins pouvoirs et se retirait sans jalousie. C'est ce qui nous fait ajouter, bien que le cas ne se soit jamais présenté, que si les sociétés constituées avaient négligé leurs intérêts et compromis leur œuvre, l'administration serait intervenue au nom de l'intérêt public.

1. GAIN, *Associations syndicales*, p. 12.

CHAPITRE XIII

LOIS QUI RÉGISSENT ACTUELLEMENT LES MARAIS DU BAS-POITOU

La Révolution avec toutes ses conséquences : suppression des ordres religieux et confiscation de leurs biens, émigration de la noblesse, vint jeter le trouble dans les sociétés de marais et les désorganiser en partie. Bien que les guerres de Vendée, qui éclatèrent peu de temps après, n'eussent d'autre effet, dans le marais, que de faire planer une atmosphère de crainte, elles ne furent cependant pas étrangères à l'abandon où furent laissés les dessèchements par les intéressés eux-mêmes. Chacun ne songeait qu'à échapper à la persécution dont il se croyait menacé ; les réunions des sociétés n'étaient plus suivies que par un très petit nombre d'intéressés qui n'osaient prendre seuls les décisions importantes ; les contributions ne rentraient qu'en partie ; les travaux d'entretien étaient négligés. Cependant la plupart des sociétés ne cessèrent jamais complètement de fonc-

tionner : on put ainsi éviter une ruine complète des ouvrages, en ordonnant et faisant exécuter les réparations absolument nécessaires.

Les marais desséchés par les moines de Saint-Michel, le Chapitre de Luçon et les hospitaliers de Puyravault, se ressentirent plus directement de la Révolution qui eut pour conséquence de changer leur administration. Entretenus jusque-là par un unique propriétaire, ils se trouvèrent subitement privés de toute direction par la dissolution des ordres religieux, devinrent biens nationaux et furent vendus par parcelles à différents propriétaires. Leurs acquéreurs furent de suite frappés de la nécessité de s'unir pour l'entretien des ouvrages de dessèchement qui profitaient à tous ; mais il leur fallut le temps de prendre contact et d'échanger leurs vues sur une organisation future. Pendant tout cela digues et canaux se dégradaient et menaçaient ruine. Dans la première réunion des intéressés du marais de Saint-Michel, qui eut lieu le 17 fructidor an IV, les craintes des intéressés sont formulées avec précision : « Les ouvrages desdits dessèchements sont restés presque sans répartitions, et sont exposés à être détruits par les flots de la mer, ce qui entraînerait la perte totale des marais. » Les intéressés du marais de Triaize étaient déjà groupés dès le 8 octobre 1792 et l'article 23 des statuts qu'ils adoptèrent montre qu'il y avait péril en la demeure : on n'eut pas le temps d'attendre que l'arpentement général soit fait et il fut décidé qu'une

première contribution serait payée tout d'abord au sou la livre du prix des baux. Quant au marais du Commandeur il fut alors incorporé pour quelque temps par le Petit-Poitou : ce qui eut tout au moins l'avantage de lui éviter la période de crise pendant laquelle les marais de Triaize et de Saint-Michel restèrent sans direction.

Ceux qui prirent l'initiative de réunir les propriétaires de ces marais pressentirent des résistances : si les acquéreurs de biens nationaux devaient être prêts à se grouper dans l'intérêt commun, il n'en devait pas être ainsi des propriétaires plus anciens qui jusque-là avaient profité gratuitement des travaux des moines. A défaut de statuts et d'anciens usages il fallut obtenir l'autorisation de l'administration départementale pour se réunir, ce qui eut en outre l'avantage de donner plus d'autorité à la convocation (1).

L'arrêté qui autorisa les propriétaires du marais de Triaize à s'assembler ne doit pas passer inaperçu ; il montre que la loi du 4 pluviôse an VI n'innova pas, mais consacra un usage administratif qui avait été adopté antérieurement et que l'administration de la Vendée avait reconnu et établi dès le 18 juillet 1792 : cet arrêté permettait aux pétitionnaires de se réunir paisiblement et sans armes pour traiter de leurs inté-

1. Arrêté du 18 juillet 1792 pour Triaize, et arrêté du 15 thermidor an IV pour Saint-Michel.

rêts, en prévenant la municipalité du lieu de leur réunion, à la charge par eux de présenter leurs délibérations à l'homologation des corps administratifs. C'est ainsi que les statuts du marais de Triaize établis sous forme de délibération furent soumis à l'autorité départementale qui les approuva le 15 janvier 1793.

C'était déjà beaucoup et cette initiative de l'administration rendit de grands services : une loi n'en était pas moins nécessaire pour consacrer avec plus d'autorité encore les droits des propriétaires de marais.

L'arrêté de l'administration départementale du mois de juillet 1792 semble ne pas avoir été étranger à la loi du 4 pluviôse an VI qui en reproduit les dispositions en les complétant par des décisions qu'il n'appartenait qu'à l'autorité législative de prendre. L'attention du pouvoir central dut être éveillée sur la situation des propriétaires de marais par les rapports des administrateurs de la Vendée : L'article 1^{er} de la loi donne beaucoup de force à cette opinion en montrant clairement que l'on fit cette loi surtout pour les propriétaires de marais situés dans la Vendée, les Deux-Sèvres et la Charente-Inférieure.

Le but de cette loi fut donc d'arrêter les dégradations auxquelles étaient exposés les marais desséchés et de procurer à leurs propriétaires les moyens de les réparer. Chassiron, rapporteur du projet de loi au Conseil des Anciens, fit remarquer que c'était de bonne politique ; il restait encore onze cent mille arpents à

dessécher en France : il fallait exciter à le faire en traitant favorablement les citoyens qui en se réunissant avaient déjà opéré ce dessèchement (1).

Loi du 4 pluviôse an VI

La loi du 4 pluviôse an VI s'analyse en six dispositions : elle confère trois droits et impose trois obligations. D'abord « les propriétaires de marais desséchés situés dans les départements de la Vendée, des Deux-Sèvres et de la Charente-Inférieure, connus sous le nom de : dessèchement des anciennes provinces d'Aunis, Poitou et Saintonge ; et tous autres propriétaires de marais desséchés, sont autorisés à se réunir pour l'entretien de leurs dessèchements et pour délibérer sur leurs intérêts communs(2). » — En second lieu, ces propriétaires ainsi réunis ont le droit de prendre des « délibérations ou arrêtés » à la majorité des suffrages(3). — Enfin les agents, les syndics ou le directeur de ces sociétés sont autorisés à poursuivre en leur nom l'exécution des délibérations, devant tous juges et tribunaux compétents. Ils peuvent aussi faire faire des commandements aux intéressés pour tout ce qui a trait

1. *Moniteur* du 8 pluviôse an VI. *Bulletin des lois*, 179, n° 1684.

2. Article premier, loi du 4 pluviôse an VI.

3. Art. 4, loi du 4 pluviôse an VI.

à l'entretien des dessèchements et l'opposition ou l'appel ne pourront pas suspendre l'exécution provisoire (1).

Ces précieuses prérogatives n'étaient pas accordées sans certaines restrictions sages et modérées, qui, selon l'expression de Chassiron au Conseil des anciens, avaient pour but de donner au gouvernement tous les moyens de surveillance sans entraver la propriété. On imposait aux propriétaires intéressés à un même dessèchement l'obligation de prévenir l'autorité municipale du jour, du lieu et de l'objet de leur réunion (2). Les délibérations devaient être rendues exécutoires par l'approbation de l'administration du département (3). — Enfin « lorsque la nation aura quelque intérêt dans les dessèchements ou défrichements elle sera toujours représentée dans ladite assemblée par un commissaire, nommé par l'administration centrale, qui sera chargé de stipuler l'intérêt de la nation (4). »

Les propriétaires de marais se déclarèrent satisfaits de cette loi qui, malgré sa brièveté, était assez complète pour permettre aux sociétés existantes de vivre et de prospérer, et à de nouvelles sociétés de se former : c'est en vertu de la loi de l'an VI que les propriétaires du marais du Commandeur demandèrent en l'an X, à être séparés du Petit-Poitou qu'ils avait incor-

1. Art. 5, loi du 4 pluviôse an VI.

2. Art. 2 de la loi du 4 pluviôse an VI.

3. Art. 4 de la loi du 4 pluviôse an VI.

4. Art. 3 de la loi du 4 pluviôse an VI.

porés et se groupèrent en société particulière. La première délibération de la société du Commandeur est du 28 fructidor an X : ce marais n'eut jamais de statuts particuliers et suivit le droit commun des marais, c'est-à-dire pour le Bas-Poitou, les statuts du Petit-Poitou. Il se forma aussi vers la même époque une autre petite société, sous le nom de Société du petit marais de Triaize, composée d'acquéreurs de biens du chapitre de Luçon non compris dans le grand marais de Triaize : ce petit marais comprenait cinq grandes fermes, formées de lais de mer récemment endigués et situés en dehors de la digue-ceinture du grand marais.

Grâce à cette loi, les sociétés purent pourvoir, sans crainte d'être inquiétées, aux besoins des marais dont elles avaient la surveillance ; elles se soumirent de bonne grâce aux quelques obligations qui leur étaient imposées ; on vit alors apparaître dans le procès-verbal des délibérations la phrase devenue traditionnelle : « L'autorité municipale préalablement avertie », et les délibérations furent soumises à l'homologation de l'administration départementale.

L'article 4 de la loi exige que les délibérations et arrêtés soient pris à la majorité des suffrages, sans plus s'expliquer sur la manière dont cette majorité doit être entendue. A-t-on voulu parler d'une majorité absolue, c'est-à-dire formée par la moitié plus une des voix des propriétaires intéressés, appelés à prendre part aux assemblées par les statuts ou les usages ? ou

bien la majorité relative formée par la moitié plus une des voix des membres présents est-elle seule requise? Rien dans la loi ne permet de résoudre la question. Selon nous, le plus sage est de suppléer à cette insuffisance des textes par l'usage alors admis dans nos sociétés de marais, puisqu'il n'a pas été abrogé par la loi, ni désavoué par elle. Nous dirons donc que la majorité relative suffit et que les délibérations adoptées par les membres présents sont valables à l'égard de tous(1): cet usage a de tout temps été confirmé par l'autorité administrative qui n'a jamais fait de difficultés pour homologuer les décisions votées par la moitié plus un des membres présents.

L'article 3 qui réserve à l'administration centrale le droit de nommer un délégué quand la nation a quelque intérêt au dessèchement, a besoin d'être précisé. Faut-il que la nation ait un intérêt pécuniaire direct, comme d'après l'article 23 de la loi du 24 juin 1865, c'est-à-dire qu'elle soit elle-même propriétaire dans le dessèchement ou qu'elle ait accordé une subvention? ne suffit-il pas au contraire d'un intérêt général, basé sur les dangers de l'impaludisme ou sur l'intérêt du fisc au bon entretien des marais? Nous remarquerons d'abord que la nation s'était empressée de vendre tous les biens confisqués et qu'elle n'en possédait plus aucun; d'autre part, jamais à cette époque nos sociétés de marais

1. Ordonnance royale du 3 février 1768.

n'avaient encore sollicité des subventions du gouvernement, pas plus qu'elles ne l'ont fait depuis (1). Les rédacteurs de la loi ne durent donc pas songer à ces hypothèses, mais eurent plutôt en vue l'intérêt de police et de surveillance que la nation pourrait exercer le cas échéant. Les rédacteurs de la loi se sont du reste exprimés en termes vagues : « Lorsque la nation aura quelque intérêt. » Cette formule très élastique semble exclure toute interprétation restrictive. Il faut donc admettre que le législateur de l'an VI reconnut à la nation le droit d'être toujours représenté aux assemblées des sociétés de marais, puisqu'on pouvait toujours dire qu'elle y avait « quelque intérêt ». La pratique confirme notre opinion ; nous voyons en effet, peu de temps après la promulgation de la loi, le directeur du Petit-Poitou écrire à l'administration départementale pour la prévenir de la date de la réunion et la prier de nommer un délégué si elle voulait s'y faire représenter. La délibération nous apprend qu'il y eut un délégué présent, sans nous laisser voir un intérêt direct et immédiat pour la nation. On constate aussi dans les délibérations des sociétés que cette pratique dura fort peu, et dès l'année suivante on ne voit plus de délégués aux assemblées, soit que les directeurs aient négligé de les

1. Tout récemment cependant, une demande de subvention a été faite à l'Etat par la société de Moricq. — Il est vrai qu'il s'agit d'effectuer des travaux énormes destinés à empêcher la mer de détruire les dunes de la Belle-Henriette.

convoquer, soit ce qui paraît plus vraisemblable que l'autorité départementale ait reconnu l'inutilité d'une pareille mesure, puisqu'elle était appelée à homologuer les délibérations ou arrêtés des sociétés. — Remarquons enfin que la loi de l'an VI ne parle que d'un seul délégué quel que soit l'intérêt de la nation dans le dessèchement : la loi de 1865 ordonne au contraire que le nombre des délégués sera proportionnel à l'intérêt de l'État, du département ou de la commune. L'idée inspiratrice de ces deux dispositions ne dut pas être la même et la loi du Directoire n'eut en vue que l'intérêt fondé sur le droit de police dérivant du droit de propriété limité des marais même desséchés.

Loi du 14 floréal an XI

Malgré la loi de l'an VI, la Révolution qui avait bouleversé en France toutes nos institutions civiles et politiques fut sur le point d'étendre son influence sur nos marais : un vent novateur soufflait sur les dessèchements et parfois les plus intéressés à en maintenir la prospérité firent tous leurs efforts pour en désorganiser l'administration (1). Fort heureusement le département était alors dirigé par des hommes prudents et éclairés qui sentirent le danger et firent tous leurs efforts pour le prévenir. L'administration n'avait pas encore cette ten-

1. CAVOLEAU : Rapport au préfet de la Vendée du 25 mars 1815.

dance à restreindre le plus possible à son profit l'initiative privée en matière de dessèchement. Elle eut alors la sagesse de comprendre que ce qu'elle pouvait faire de plus utile pour les marais était de maintenir les anciens règlements qui les régissaient.

C'est pour éviter les funestes effets de l'anarchie destructive qui menaçait les marais que fut rendue la loi du 14 floréal an XI relative au curage des canaux et des rivières non navigables.

L'article premier était ainsi conçu : « Il sera pourvu au curage des canaux et rivières non navigables et à l'entretien des digues qui y correspondent de la manière prescrite par les anciens règlements ou d'après les usages locaux. » Disposition très sage qui maintenait les anciens règlements parce qu'ils avaient été le fruit de l'expérience et de la réflexion, « parce qu'ils avaient été rédigés après un examen approfondi de toutes les convenances » (1).

On a parfois contesté que cette loi soit applicable aux marais desséchés, à leurs canaux et aux ouvrages d'art qui y correspondent, et l'on dit : un marais n'est pas un cours d'eau. Fort bien, mais la loi de l'an XI n'est pas seulement relative au curage des cours d'eau non navigables, mais bien au curage des canaux et rivières non navigables, et à l'entretien des digues qui y correspondent ; or nos marais se composent de canaux et de

1. CAVOLEAU. Mémoire de 1815.

digues, ouvrages intimement liés pour former un tout : le dessèchement. — Dans un mémoire présenté au Conseil d'État en 1855 au nom de la Société de Saint-Michel, Cosse et Bernay (Aunis), on veut opposer cours d'eau à marais, il y est écrit : « On appelle cours d'eau, des eaux qui suivent une direction déterminée naturellement ou artificiellement par la disposition des lieux ; on les nomme cours d'eau par opposition aux eaux stagnantes ou non courantes, qui ne suivent aucune direction. Les marais au contraire sont des terres abreuvées ou couvertes d'eaux stagnantes qui n'ont ni direction ni écoulement. » Ces définitions nous semblent contenir la condamnation de la doctrine que nous combattons et qu'elles ont pour but d'établir. En effet, si l'on nous obligeait à classer les marais desséchés dans une de ces deux catégories, sans nous autoriser à en créer une troisième en leur faveur, nous n'hésiterions pas à les considérer comme cours d'eau, plutôt que comme marais : car ce ne sont pas « des terres abreuvées ou couvertes d'eaux stagnantes qui n'ont ni direction ni écoulement », mais bien au contraire des eaux auxquelles on a donné un écoulement artificiel et que l'on contient par des digues.

Le doute, sur l'application de la loi de l'an XI aux dessèchements, n'est plus permis après avoir lu les discours de l'orateur du tribunal devant le Corps législatif. Curieuse coïncidence, cet orateur est le même Chassiron qui, cinq ans auparavant, avait pris la parole

au Conseil des Anciens comme rapporteur de la loi du 4 pluviôse an IV. Le début de son discours rappelle le préambule de l'édit de 1599 et s'en inspire sans aucun doute. Il rappelle ensuite la loi du 4 pluviôse an VI et l'arrêté du Directoire du 19 ventôse de la même année : ce dernier avait trait aux « rivières navigables et flottables », et aux « canaux d'irrigation et de dessèchement ». Chassiron termine en affirmant que le projet de loi proposé, réuni à l'arrêté du 19 ventôse an VI et à la loi du 4 pluviôse sera des plus utile. Jamais au cours de ce discours il n'a édité que la loi proposée et celle de l'an VI avaient des objets différents ; bien au contraire, elles sont présentées comme se complétant l'un l'autre et l'idée des dessèchements de marais est si peu étrangère à la loi discutée que l'orateur fait un rapide historique des dessèchements.

Dans la pensée de ses auteurs cette loi devait donc bien s'appliquer aux dessèchement. Cavoleau dans un mémoire qu'il adressait en 1815 au préfet de la Vendée n'en doute pas un instant et ne pose même pas la question. L'opinion du savant secrétaire général de la Vendée est très précieuse : Cavoleau était d'une compétence si incontestée en matière de marais qu'il ne s'éleva jamais une seule difficulté sérieuse sans qu'il fut appelé à donner son avis. Il regarde la loi de l'an XI comme ayant eu pour but de laisser les marais se régir par leur anciens usages et de proscrire les innovations que quelques-uns voulaient y apporter. Sa si-

tuation administrative ne permet pas de douter que telle fut l'opinion de l'administration départementale de la Vendée au lendemain du vote de la loi : on combina dès lors les dispositions des lois du 4 pluviôse an VI et du 14 floréal an XI pour régler l'administration des différents dessèchements.

Le pouvoir central, lui non plus, ne comprenait pas autrement la loi de l'an XI, et le décret qui autorise la société de Saint-Michel et approuve ses statuts porte : « Vu la loi du 14 floréal an XI. » Ce décret daté du 1^{er} septembre 1807, précède de peu de jours la loi du 16 septembre 1807 : la société de Saint-Michel est la dernière organisée en Bas-Poitou avant cette loi. Nous voyons donc que, si dans la pensée des rédacteurs de la loi de floréal, celle-ci devait s'appliquer aux règlements qui avaient pour but l'entretien des dessèchements, l'administration qui était chargée de l'appliquer, ne la comprenait pas autrement (1).

Nous n'avons connaissance d'aucune difficulté concernant nos marais qui ait amené le Conseil d'État à se prononcer sur cette question ; mais en général sa jurisprudence tend à restreindre l'application de la loi de floréal aux cours d'eau naturels ; elle n'admet pas son application pour les canaux et fossés d'assainissement et de défense. Cependant un arrêt très discuté a décidé que les riverains doivent procéder au curage de simples

1. Voyez DUFOUR : *Droit administratif*, t. V, p. 99.

fossés de dessèchement lorsque les anciens règlements leur imposent cette charge (1). Il n'y a là qu'une analogie avec la question qui pourrait être soumise au Conseil d'État de savoir si la loi de l'an XI a eu pour objet de conserver les anciens usages de nos dessèchements ? On ne peut critiquer la réponse du Conseil d'État sans la connaître : quelle qu'elle soit, elle pourrait nous confirmer dans notre opinion, mais non nous la faire abandonner. Nous tenons pour certain que cette loi n'est pas étrangère à l'administration de nos marais desséchés.

L'article 2 de la loi disposait que lorsque l'application des règlements en usage éprouverait des difficultés, ou lorsque des changements, des situations nouvelles exigeraient des modifications, il y serait pourvu par un règlement d'administration publique rendu sur la proposition du préfet du département. D'après l'article 3 les rôles de répartition des taxes devaient être rendus exécutoires par le préfet et être recouvrés de la même manière que celui des contributions publiques. L'article 4 avait trait à la compétence : toutes les contestations relatives au recouvrement des taxes et à la confection des travaux devaient être portées devant le conseil de préfecture, sauf recours au gouvernement qui statuait en Conseil d'État.

1. Conseil d'État, 13 février 1885, D , 86.3.90.

Loi du 16 septembre 1807.

Les édits et déclarations de Henri IV, Louis XIII et Louis XIV avaient été le point de départ de nombreux dessèchements de marais, tant en Bas-Poitou que dans le reste du royaume. Nous avons vu que le principe de dessèchement obligatoire nettement posé dans l'édit de 1599 s'était peu à peu atténué dans la suite jusqu'à disparaître complètement. Les dessèchements qui furent faits en vertu de ces édits eurent lieu au cours du xvii^e siècle; au xviii^e siècle ils deviennent très rares et en Bas-Poitou nous n'en trouvons que deux : le dessèchement du marais de Moricq en 1723 et celui du marais de la Pironnerie en 1774 : ce n'est certes pas qu'il ne restât plus de marais à dessécher mais l'impulsion donnée s'était ralentie et les marais desséchés étaient un obstacle au dessèchement des marais mouillés. La révocation de l'Édit de Nantes en 1685 fut funeste à ces entreprises en obligeant les Hollandais qui avaient été l'âme de beaucoup de sociétés à regagner leur pays; car si leur rôle a été exagéré surtout pour les marais du Bas-Poitou, on ne peut nier cependant qu'ils aient eu une heureuse influence impulsive et entraînent souvent nos nationaux dans ces grandes entreprises.

On sentit alors le besoin de donner un essor nouveau à ces travaux pour arriver au complet dessèchement des marais de l'Empire : tel fut l'objet de la loi du

16 septembre 1807, appelée loi sur le desséchement des marais, mais qui était un véritable code des travaux publics.

Elle posait de nouveau le principe du desséchement obligatoire et fut suivie de nombreux dessèchements volontaires ou forcés : leur organisation sort du cadre de notre étude ; nous devons seulement résoudre la question de savoir quel fut l'effet de cette loi sur les marais desséchés antérieurement à sa promulgation ? Pour nous, l'article 27 qui pose une règle de police mis à part, nous affirmerons que cette loi n'eut et ne devait avoir aucun effet sur les sociétés qui nous intéressent. C'est une loi tout entière tournée vers l'avenir, on ne trouve aucune allusion au passé dans les discours des deux orateurs du Tribunal qui vinrent soutenir le projet devant le Corps législatif. Les titres qui ont trait à l'obligation du desséchement et à sa réglementation pratique, à la fixation de la valeur des marais avant et après le desséchement, au paiement des indemnités en cas de dépossession ne pouvaient évidemment pas s'appliquer à nos sociétés qui jouissaient depuis longtemps du fruit des labeurs des dessécheurs (1).

Le titre X de la loi de 1807 a pour objet de déterminer les fonctions administratives et les attributions des

1. Conseil d'Etat, 12 mai 1827 : affaire Danglade contre le syndicat du marais de Pibran. (DALLOZ, *Rép. Marais*, n° 68).

commissions spéciales, institutions dont l'origine remonte au XIII^e siècle. Les commissions constituées par la loi de 1807 sont-elles compétentes pour statuer sur les difficultés qui pourraient s'élever dans un desséchement antérieur à cette loi ? Remarquons tout d'abord que cette discussion n'a plus aujourd'hui aucun intérêt pratique, les commissions spéciales ayant été supprimées par l'article 26 de la loi du 21 juin 1865 (1). Même antérieurement à 1865 il n'y avait lieu à l'intervention d'une commission de cette nature que dans le cas d'un desséchement opéré en vertu du titre 1^{er} de la loi du 16 septembre 1807. Ces commissions étaient des juridictions d'exception dont il ne fallait pas étendre les attributions sans texte : elles étaient instituées pour faciliter le prompt desséchement des marais et avaient pour principal but de juger les contestations qui pourraient s'élever entre les propriétaires et l'entrepreneur, avant, pendant ou après le desséchement, sans jamais pouvoir trancher une question de propriété. Nulle disposition de la loi de 1807 ne laisse supposer de la part du législateur la plus petite intention de soumettre les difficultés que pourraient soulever les anciens dessèchements à ces commissions qu'il venait d'instituer.

1. Cette suppression est cependant controversée. Le Conseil d'Etat admet que les commissions spéciales ont survécu à la loi de 1865 en ce qui concerne les associations régies par la loi de 1807. — Cette controverse est étrangère à notre sujet ; nous l'indiquons seulement.

Par application de ces principes, le Conseil d'État a jugé, même antérieurement à la loi du 21 juin 1865, que l'institution d'une commission spéciale ne saurait être réclamée par un syndicat constitué en exécution de la loi du 4 pluviôse an VI, de celle du 14 floréal an X, et de l'article 27 de la loi du 16 septembre 1807, dans des vues de salubrité et d'assainissement, et pour pourvoir à la conservation et au perfectionnement d'anciens dessèchements antérieurs à la loi du 16 septembre 1807 (1).

Seul l'article 27 de cette loi a une portée générale et il y a lieu de l'appliquer aux dessèchements du Bas-Poitou opérés au xvii^e siècle : il résulte de cet article que la conservation des travaux de dessèchement est commis à l'administration publique. « Toutes réparations et dommages seront poursuivis par voie administrative comme pour les objets de grande voirie. Les délits seront poursuivis par les voies ordinaires soit devant les tribunaux de police correctionnelle, soit devant les cours criminelles, en raison des cas. » Notre opinion est partagée par le conseil d'État qui admet que cet article s'applique, quelles que soient les conditions sous lesquelles une ancienne association de dessèchement a été autorisée antérieurement à la loi de 1807 (2).

1. Conseil d'État, 29 nov. 1855. D., 1856.3.33.

2. Conseil d'État, 10 février 1843 (DALLOZ, *Répertoire*, Marais, n^o 78).

Loi du 21 juin 1865

Plus près de nous la loi de 1865 sur les associations syndicales est venue remanier certains points de la législation. Son but a été de rendre plus indépendantes de l'autorité préfectorale les associations qui se formeraient en vue de travaux que l'intérêt général n'exigeait pas impérieusement, et même les associations qui se constitueraient volontairement en vue de travaux nécessaires. Elle ne nous intéresse que par les dispositions qui s'appliquent aux associations antérieurement formées. Les législateurs de 1865 connaissaient les précédents en la matière : ils furent rappelés dans l'exposé des motifs. Après avoir offert aux propriétaires de secouer totalement ou en partie la tutelle administrative étroite instituée par la loi de 1807 pour les associations qui se formèrent dans la suite, le législateur de 1865 songea aux inconvénients graves qu'entraînerait le défaut d'entente entre propriétaires obligés à certains travaux d'utilité générale et dut prévoir le cas où les associations déjà formées négligeraient de se reformer dans les termes de la nouvelle loi : c'est pourquoi l'article 26 maintint, en la modifiant, la législation antérieure qui armait l'administration du droit de coercition. Cet article 26 est ainsi conçu : « La loi du 16 septembre 1807 et celle du 14 floréal an XI continueront à recevoir leur exécution, à défaut de formations d'associations libres

ou autorisées, lorsqu'il s'agira de travaux spécifiés aux numéros 1, 2 et 3 de l'article 1^{er} de la présente loi (1). Toutefois il sera statué à l'avenir par le conseil de préfecture, sur les contestations qui, d'après la loi du 16 septembre 1807, devaient être jugées par une commission spéciale. En ce qui concerne la perception des taxes, l'expropriation et l'établissement de servitudes, il sera procédé conformément aux articles 15, 16, 18 et 19 de la présente loi. » Ces quatre articles sont donc devenus applicables à toutes les associations syndicales, quelle que soit leur époque de formation.

ART. 15. — « Les taxes ou cotisations sont recouvrées sur des rôles dressés par le syndicat chargé de l'administration de l'association, approuvés s'il y a lieu et rendus exécutoires par le préfet. Le recouvrement est fait comme en matière de contribution directe. »

ART. 16. — « Les contestations relatives à la fixation du périmètre compris dans l'association, à la division des terrains en différentes classes, du classement des propriétés en raison de leur intérêt aux travaux, à la répartition et à la perception des taxes, à l'exécution des travaux sont jugées par le conseil de préfecture sauf recours au Conseil d'État. Il est procédé à l'apurement des comptes de l'association selon les règles établies pour le compte des receveurs municipaux. »

1. Le paragraphe 3 de l'article 1^{er} concerne les dessèchements de marais.

ART. 18. — « Dans le cas où l'exécution des travaux entrepris par une association syndicale autorisée exige l'expropriation de terrains, il y est procédé conformément aux dispositions de l'article 16 de la loi du 21 mai 1836, après déclaration d'utilité publique, par décret rendu en Conseil d'État. »

ART. 19. — « Lorsqu'il y a lieu à l'établissement de servitudes, conformément aux lois, au profit d'associations syndicales, les contestations sont jugées suivant les dispositions de l'article 5 de la loi du 10 juin 1854. »

Telles sont les dispositions législatives qu'il nous faut combiner pour avoir le régime légal particulier de nos associations syndicales du Bas-Poitou. Il est à remarquer que pas une seule ne se reforma soit en association syndicale libre, soit en association syndicale autorisée, dans les termes de la loi de 1865. D'après l'article 26 de cette loi, la loi de floréal an XI continue donc à les régir, c'est-à-dire leurs anciens statuts et règlements, sauf les dérogations formellement apportées par les lois postérieures.

Donc : loi du 4 pluviôse an VI. — Loi du 14 floréal an XI. — Article 27 de la loi de 1807. — Article 26 de la loi du 21 juin 1865.

Nous allons étudier les modifications apportées par cette législation aux règles d'administration intérieure de ces sociétés et à leurs rapports avec l'administration, tels que nous les avons étudiés sous l'ancien régime.

CHAPITRE XIV

CAPACITÉ ACTUELLE ET NATURE JURIDIQUE DE CES SOCIÉTÉS DE MARAIS

La loi du 4 pluviôse an VI a formellement reconnu la personnalité juridique des sociétés de dessèchement, et leur a donné à toutes une existence légale : les lois postérieures sont venues confirmer et étendre leur capacité et leurs prérogatives en décidant que les taxes seraient perçues comme les contributions publiques et que ces associations pourraient exproprier.

Comme autrefois elles peuvent acquérir à titre onéreux ou à titre gratuit, vendre, échanger, hypothéquer, transiger, compromettre, plaider. Les actes de la vie juridique sont toujours accomplis par le directeur. Remarquons seulement que le directeur dans les sociétés du Bas-Poitou ne tient pas ces pouvoirs des statuts et que par conséquent il doit être habilité par une délibération de l'assemblée générale des intéressés, délibération qui doit être approuvée par le préfet en vertu de la loi du 4 pluviôse an VI.

Quelques observations importantes sont ici nécessaires. Les actes de donation doivent nécessairement être passés devant notaire, et la procuration donnée à un tiers par le donataire pour accepter en son nom, doit être notariée (art. 931 et 933 C. c.) : il faudra donc que la délibération qui autorise le directeur à accepter une donation au nom de l'association syndicale soit reçue par un notaire qui devra assister à la réunion : une expédition de cette délibération sera annexée à l'acte d'acceptation. — Les articles 5, 7 et 8 de la loi du 4 février 1901, sur la tutelle administrative en matière de dons et legs, recevront aussi leur application, ces sociétés étant de véritables établissements d'utilité publique. Lorsqu'il s'agira d'accepter un legs en immeuble d'une valeur supérieure à trois mille francs et toutes les fois où, quelle que soit la valeur du legs, il y aura réclamation de la part des familles, l'acceptation devra être autorisée par décret en Conseil d'État ; pour toute autre donation, il n'y aura aucune formalité supplémentaire à remplir, l'autorisation préfectorale qui est alors suffisante résultera de l'approbation de la délibération requise par la loi. Dans tous les cas, il pourra toujours y avoir acceptation provisoire de la part de la société. Ajoutons aussi que la jurisprudence appliquerait certainement à nos associations la règle dite : de la spécialité.

L'hypothèque conventionnelle ne peut être consentie que par acte passé en la forme authentique (art. 2127

C. c.) et il en est de même de la procuration donnée pour la consentir (1). Toutefois cette règle souffre un tempérament et l'on admet qu'une hypothèque est valablement consentie par acte sous seings privés, ou en vertu d'une procuration sous signature privée, sous la condition que ces actes soient ensuite régulièrement déposés chez un notaire. Mais nos sociétés de dessèchement ne sont pas commerciales et ne pourraient pas se prévaloir de l'article 69 de la loi du 1^{er} août 1893.

L'article 1596 du Code civil devrait recevoir son application s'il y avait vente de biens appartenant à une association syndicale; mais, selon nous, ce serait en vertu de sa disposition contre les mandataires et non en vertu de sa disposition contre les administrateurs : ces sociétés n'étant pas des établissements publics. Ce n'est donc pas le directeur qui est frappé de cette incapacité relative, mais le mandataire pour les biens qu'il est chargé de vendre ; et nous croyons que le directeur pourrait acheter des biens de la société à la vente desquels il n'aurait pas pris part, vente qui aurait été dirigée par un syndic spécialement désigné à cet effet.

Le mandat général d'administrer donné au directeur par les statuts ou l'usage, ne comporte pas le pouvoir d'aliéner ou d'hypothéquer qui doit être exprès (art. 1988 C. c.). Si le directeur ou le syndic chargé de la

1. Cassation, 13 décembre 1885. D., 86.1.97 et la note, Cassation, 15 novembre 1880. D., 81.1.118.

convention n'avait pas régulièrement reçu mandat, cette convention serait nulle (art. 1108 du C. c.).

Tous les actes de la vie juridique qui sont autorisés ou ordonnés par l'assemblée générale des intéressés, doivent être autorisés par l'administration préfectorale à laquelle la loi du 4 pluviôse an VI a confié le soin d'approuver les délibérations des propriétaires de marais qu'elle autorisait à se réunir : cette formalité dérive du droit de contrôle de l'État consacré par cette loi et non de l'incapacité propre de ces associations. Pratiquement le résultat est le même, car les directeurs des sociétés du Bas-Poitou doivent toujours être autorisés par l'assemblée générale pour accomplir les actes qui dépassent l'administration ; mais, si l'on suppose que les statuts de l'une de ces sociétés eussent autorisé le directeur à vendre et à hypothéquer dans des limites déterminées, sans avoir besoin au préalable de l'avis conforme de l'assemblée générale : la différence apparaîtrait alors, car une délibération des intéressés n'étant plus nécessaire pour habilitier le directeur, l'approbation préfectorale ne serait plus nécessaire.

Ces sociétés ont donc une capacité très étendue et jouissent de nombreuses et importantes prérogatives ; d'un autre côté elles sont soumises à une sorte de tutelle administrative depuis la loi du 4 pluviôse an VI. Cela suffit-il pour autoriser à voir dans ces associations des communes d'un caractère spécial, et à les classer

parmi les établissements publics ? Cette question est très controversée dans la doctrine et en pratique le Conseil d'État et la Cour de cassation donnent des solutions absolument différentes.

Si l'on devait considérer comme établissement public tout groupement reconnu par l'État et doué par lui de certaines prérogatives pour atteindre plus facilement un but d'utilité générale et publique ; il faudrait dire que les associations syndicales du Bas-Poitou sont des établissements publics : elles ont été formellement reconnues et autorisées par la loi du 4 pluviôse an VI, il y en a même qui ajoutent à cette autorisation générale une reconnaissance spéciale émanant des pouvoirs publics. D'un autre côté rien n'est plus vrai que de dire qu'elles poursuivent un but d'utilité générale ; sans elles les marais desséchés qu'elles surveillent redeviendraient de vastes marécages aux émanations dangereuses, au grand détriment non seulement des propriétaires, mais de tous les habitants de la contrée. Mais telle n'est pas pour nous la notion de l'établissement public : sont seuls établissements publics ceux qui constituent des services publics et font par conséquent partie de l'organisation administrative. Au contraire, les établissements d'utilité publique présentent un caractère d'utilité générale qui les a fait reconnaître par la loi et douer de prérogatives plus ou moins étendues, mais ils ne se rattachent pas d'une façon intime à l'administration : c'est dans cette seconde catégorie que nous

rangeons les associations syndicales du Bas-Poitou. Il faut bien convenir que la situation de ces associations est quelque peu exceptionnelle. Le législateur leur a reconnu des avantages dont jouissent seuls les établissements publics en leur permettant de lever de véritables impôts et en soumettant leur comptabilité au contrôle administratif. Il n'en est pas moins vrai que ces associations ne sont que des groupements d'intérêts privés et que le but unique des propriétaires qui en font partie est d'obtenir par des sacrifices modiques une plus-value de leur patrimoine privé : il se trouve qu'indépendamment de leur volonté ces améliorations profitent à tous ; l'intérêt général se trouve dès lors mis en jeu et oblige le gouvernement à encourager les propriétaires dans leurs entreprises. Les administrations publiques ont un caractère d'uniformité pour tout le pays, au contraire chaque association syndicale a ses statuts, règlements et usages particuliers. Ce sont ces multiples raisons qui nous empêchent de considérer les associations syndicales en général et plus spécialement celles du Bas-Poitou, comme des établissements publics.

La doctrine que nous venons de développer et d'adopter est suivie par la Cour de cassation qui dans un arrêt du 1^{er} décembre 1886 pose nettement le critérium qu'elle adopte pour distinguer les établissements publics et d'utilité publique (1) ; c'est celui que nous avons adopté.

1. Cassation, 1^{er} décembre 1886. D., 87.1.183. Voyez aussi Nîmes, 22 avril 1872 (D., 73.5.249.)

Nous n'avons pas connaissance d'un seul arrêt où le Conseil d'État se soit prononcé directement sur la question . Mais on trouve deux arrêts où il statue incidemment sur le caractère juridique de nos sociétés de marais. Dans l'un, c'est le Petit-Poitou qui est en cause ; dans l'autre, le marais de Taugon, en Aunis, dont la situation juridique est identique à celle des marais du Bas-Poitou. Au principal, il s'agissait de savoir si les biens de ces associations syndicales devaient être soumis à la taxe des biens de mainmorte. Outre les établissements qu'elle visait nominativement, la loi de 1849 visait tous les « établissements publics légalement autorisés » ; les associations syndicales n'ayant pas été désignées par la loi ne payèrent pas l'impôt tout d'abord, et rejimbèrent lorsqu'on voulut les y soumettre ensuite ; c'est ainsi que l'affaire vint au Conseil d'État qui eut ainsi à interpréter la loi de 1849. Ces exemptions lui parurent injustes et il décida que les marais du Petit-Poitou et de Taugon étaient des établissements publics en vertu de l'article 1^{er} de la loi du 4 pluviôse an VI. Sans relever l'erreur de cet arrêt qui attribue à l'édit de 1599 la constitution du syndicat du Petit-Poitou, nous dirons en suivant les principes que nous avons posés, que la loi de l'an VI ne fit que constater l'utilité publique et générale des sociétés de marais sans les incorporer à l'administration publique ; le texte même de la loi et les paroles du rapporteur que nous avons citées en sont la preuve ; ces sociétés ne sont donc que

des établissements d'utilité publique au sens actuel du mot. Mais en 1849 on ne distinguait pas entre les établissements publics et d'utilité publique : aussi peut-on supposer que dans les deux arrêts précités le Conseil d'État ait simplement voulu dire que par les mots : « établissements publics légalement autorisés », le législateur de 1849 a eu en vue tout à la fois ce que nous appelons aujourd'hui établissements publics et établissements d'utilité publique. Dans ce cas, nous accepterions ces arrêts sans réserve. Le Conseil d'État s'est visiblement laissé influencer par la nécessité de soumettre ces associations à l'impôt de mainmorte, pour faire cesser l'injustice que créait leur situation privilégiée à côté des établissements de charité qui payaient cet impôt : il n'a pu le faire qu'en les faisant rentrer dans les termes de la loi de 1849. Mais rien n'empêcherait le Conseil d'État, s'il avait à se prononcer directement sur la question de qualifier ces associations syndicales « établissements d'utilité publique » sans pour cela contredire sa jurisprudence (1).

Posant en principe que les associations syndicales du Bas-Poitou sont des établissements d'utilité publique et non des établissements publics, nous en admettons.

1. En notre sens : DUCROQ : *Cours de droit administratif*. Godoffre, *Journal de droit administratif*, 1866, n° 116. ALAUZET : *Revue du notariat*, 1866, n° 1649. *Contra* : AUCOC (Conférences); PICARD : *Traité des eaux*.

toutes les conséquences quand elles ne seront pas contredites par un texte précis.

Ces sociétés pourront plaider librement, sauf l'application de la loi de l'an VI qui soumet les délibérations à l'approbation préfectorale ; mais jamais le conseil de préfecture ne sera appelé à donner son autorisation, comme lorsqu'il s'agit d'une commune. — Le ministère public n'est pas obligé de conclure dans les affaires qui intéressent les sociétés de dessèchement ; et si elles sont mal défendues, elles ne peuvent pas user de la requête civile. — L'article 2045 du Code civil ne s'applique pas à leurs transactions. — Les baux qu'elles consentent sont passés en la forme ordinaire.

Nous ne croyons pas que leur capacité soit entière en ce qui concerne les emprunts : cette incapacité n'est édictée par aucun texte, mais elle doit être admise comme le corollaire logique du privilège accordé à ces associations de percevoir leurs taxes dans la forme des contributions publiques ; on ne doit pas leur permettre de se lancer dans des entreprises aventureuses. Ces sociétés devront se faire autoriser à emprunter par l'autorité préfectorale. Bien que le décret du 9 mars 1894 ne réglemente, à notre avis, que les associations syndicales formées dans les termes de la loi de 1865, il est probable que l'on appliquerait aux sociétés du Bas-Poitou la règle qu'il a posée, savoir : les emprunts seront autorisés par le préfet ou par décret du chef de l'État selon qu'ils seront inférieurs ou supérieurs à 50.000 fr.

Mais ces autorisations obtenues, les conventions qui auront pour but de réaliser les emprunts seront passées selon le droit commun.

Au contraire les sociétés de dessèchement se séparent nettement des établissements d'utilité publique pour se rapprocher des établissements publics, dès qu'il s'agit de leur comptabilité (1).

Voies d'Exécution. — Comment un créancier de l'une de nos associations syndicales, arrivera-t-il à se faire payer si on lui refuse le paiement amiable ?

La réponse est délicate, aussi les avis sont-ils très partagés. Présentons le problème sous sa forme la plus simple et la plus concrète : un créancier du Petit-Poitou, par exemple, auquel on refuse le paiement de sa créance peut-il recourir contre la société aux voies d'exécution de droit commun : saisie-arrêt, saisie-exécution, saisie immobilière, — ou doit-il s'adresser au préfet qui aura le droit d'inscrire d'office le montant de la créance au budget de l'association ?

La majorité des auteurs se prononcent pour l'inscription d'office lorsque le débiteur est une association syndicale reconnue ; il est inutile de faire remarquer que tous ceux qui assimilent ces associations aux établissements publics sont de cet avis. — Cette opinion semblait prévaloir aussi en pratique lorsque vers 1888 certains jugements vinrent décider au contraire que les

1. Voir Chapitre suivant, § 3.

créanciers des associations syndicales autorisées peuvent saisir-arrêter les fonds entre les mains du caissier (1). Cette jurisprudence nous paraît critiquable. Les principes mêmes de la saisie-arrêt s'opposent à cette interprétation : pour qu'une saisie-arrêt soit valable, il faut nécessairement que le tiers saisi soit débiteur du saisi, or dans nos associations syndicales, le caissier n'est pas un tiers à l'égard de la société, mais un agent chargé de la comptabilité et du maniement des deniers ; il n'est pas non plus débiteur de la société, il est caissier et c'est tout (2). On peut ajouter que si ce système était admis en pratique, il présenterait de graves inconvénients ; ces sociétés ont rarement des fonds de réserve et préfèrent s'imposer selon les besoins : une saisie-arrêt faite entre les mains du caissier paralyserait l'action de l'association en l'empêchant d'entreprendre sans tarder les travaux qui peuvent être très urgents ; le préjudice pourrait être très disproportionné avec la créance, cause de la saisie-arrêt. — Par contre, rien ne s'opposerait à ce qu'une saisie-arrêt soit faite entre les mains d'un tiers débiteur de l'association, mais pratiquement ce moyen de contrainte est tout à fait insuffisant, parce que ces sociétés ne sont jamais créancière de sommes importantes, leurs seules créances sont les prix de vente des coupes de bois ou les fermages de

1. Tribunal civil de Marmande, 31 janvier 1888.

2. Bordeaux, 27 janvier 1844. S. 44,2,256.

petites parcelles peu importantes. Il ne peut pas être question de saisir-arrêter les taxes perçues en la forme des contributions publiques : Le Conseil d'État n'admet même pas la compensation opposée à des dettes dont le montant est recouvrable comme en matière de contributions directes (1).

La saisie-exécution aurait les mêmes inconvénients pratiques que la saisie-arrêt : on ne conçoit pas la situation d'une société appelée subitement, pour se garantir d'une inondation, à réparer une digue qui commence à céder sous le poids des eaux, et qui ne peut rien faire, ses magasins venant d'être saisis. — Les associations qui possèdent d'autres immeubles que leurs digues et leurs canaux sont rares : on ne peut donc pas songer à la saisie immobilière comme moyen d'exécution : les canaux, les digues sont des ouvrages qui présentent un intérêt général, c'est en vue de leur bon entretien que ces associations ont été reconnues d'utilité publique et comblées de faveurs et de prérogatives importantes ; c'est sur cette utilité qu'est basé le droit pour l'autorité préfectorale d'ordonner d'office, en vertu de l'article 27 de la loi de 1807, les travaux d'entretien urgents que les sociétés commises à l'administration des dessèchements négligeraient de faire. Le but de toute saisie étant d'arriver à la vente, on ne peut pas permettre que digues et canaux soient vendus

1. Conseil d'État, arrêt du 10 janvier 1890, *Le Droit*, 22 janvier 1890.

et détournés de leur but d'utilité générale. Ces moyens ordinaires d'exécution sont donc inadmissibles dans les cas où ils pourraient être efficaces, et inefficaces lorsqu'ils seraient admissibles. Ils sont donc insuffisants pour procurer aux associations syndicales le crédit dont elles ont besoin, afin de se procurer promptement les fonds nécessaires pour remédier à des accidents subits et imprévus.

Il faut donc accepter le système de l'inscription d'office par le préfet dans l'intérêt même de ces sociétés qui y trouveront un plus grand crédit et ne seront pas gênées par des saisies dans leur administration. La nécessité d'admettre ce système n'en est pas une justification suffisante : voyons s'il n'est pas possible de l'édifier sur des textes. Nous remarquerons tout d'abord que le paiement des dettes est une opération de comptabilité ; les dettes se rattachent intimement aux travaux qui en sont la principale source, à la perception des taxes qui servent à les acquitter, et aux fonctions de caissier ; or pour tous ces objets, les associations syndicales sont soumises aux mêmes règles que les établissements publics par des textes formels, les articles 15 et 16 de la loi de 1865 qui, nous l'avons vu, s'appliquent aux sociétés du Bas-Poitou en vertu du renvoi de l'article 26 de la même loi. On peut donc, par analogie, faire découler de ces textes le droit d'inscription d'office : les voies d'exécution se rattachent si intimement aux opérations qu'ils concernent que l'on

ne conçoit pas qu'elles obéissent à d'autres principes.

Enfin, nous croyons pouvoir trouver un argument, peut-être le meilleur, en faveur de l'inscription d'office, dans la loi du 6 juillet 1860 qui autorise le Crédit foncier de France à prêter aux départements, aux communes et aux associations syndicales de propriétaires, les sommes qu'ils auront obtenu la faculté d'emprunter; ces prêts pourront être consentis sans affectation hypothécaire; quelle sera alors la garantie de leur remboursement? Pour répondre, nous ne pouvons mieux faire que de citer textuellement le passage suivant de l'exposé des motifs de cette loi : « A la vérité, on a pensé que les contributions autorisées par le législateur pour assurer le service des intérêts et le remboursement des emprunts contractés par les communes... etc...constituait une garantie aussi solide que des inscriptions hypothécaires; elles sont établies sur des propriétés, leur perception est aussi sûre que celle du revenu, il n'y a pas d'exemple que des communes, des départements ou des associations syndicales aient manqué à leurs engagements. » Mais comme il faut tout prévoir, qu'arrivera-t-il si ces débiteurs manquent à leurs engagements? « C'est au gouvernement à faire exécuter les paiements. » Et comment le fera-t-il? Par son droit d'inscription d'office. Les avantages conférés par la loi de 1860 aux associations syndicales ne peuvent pas se concevoir sans le droit d'inscription d'office; il faut donc l'admettre.

CHAPITRE XV

ADMINISTRATION ACTUELLE DES SOCIÉTÉS DE MARAIS DU BAS-POITOU

Après avoir constaté les modifications que le droit moderne a apportées à la capacité des associations formées sous l'ancien régime pour l'entretien des dessèchements du Bas-Poitou, on doit rechercher si ces mêmes lois ne sont pas venues modifier l'administration des mêmes sociétés, au point de vue de l'organisation intérieure, des travaux de la comptabilité et de leurs relations avec l'administration départementale.

§ 1. — Organisation intérieure.

Nous poserons comme principe que les statuts et les usages suivis antérieurement doivent continuer à recevoir leur application dans toutes leurs dispositions qui ne sont pas contredites par les principes et les dispositions formelles du droit moderne. L'organisation est la

même qu'autrefois : on trouve encore l'assemblée générale, le directeur, les commissaires et le caissier.

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES. — L'autorité, le pouvoir de décision et la capacité résident toujours dans l'assemblée générale : la loi du 4 pluviôse an VI l'a formellement reconnu ; elle autorise les propriétaires des marais du Bas-Poitou à se réunir pour délibérer sur leurs intérêts communs et à prendre des délibérations ou arrêtés « à la majorité des suffrages ». Le mode de notation est toujours le système censitaire avec ou sans droit d'adjonction pour les petits propriétaires, mais sans permettre aux grands propriétaires de disposer de plusieurs voix. On peut se faire représenter aux assemblées.

Les pouvoirs de l'assemblée générale et sa compétence sont tels qu'ils étaient à l'origine, mais les délibérations doivent être approuvées par le préfet pour être exécutoires (art. 4 de la loi de pluviôse an VI). L'autorité municipale doit être prévenue du jour, de l'heure et de l'objet de la réunion (art. 2 de la loi de pluviôse an VI).

DIRECTEUR. — Il n'a été dérogé en rien à la nomination et aux pouvoirs du directeur ; mais sa nomination émanant de l'assemblée générale doit être approuvée par le préfet : celui-ci ne peut refuser son approbation si la nomination a été régulière et encore moins nommer directement un directeur : en agissant ainsi il commettrait un abus de pouvoir.

COMMISSAIRES. — Nous nous sommes déjà expliqué

sur l'utilité de ces auxiliaires du directeur bien que leur existence ne soit pas prévue par les statuts, mais consacrée par un usage très ancien. Pour régler leurs attributions l'usage sera donc tout-puissant. Ils doivent être pris parmi les propriétaires intéressés et nous tenons pour contraire à l'esprit général des statuts des sociétés et à la législation des dessèchements l'usage qui s'est parfois introduit de nommer des commissaires non propriétaires.

§ 2. — Travaux

Comme autrefois les travaux sont proposés à l'assemblée générale par le directeur, mais sauf le cas d'urgence, l'assemblée seule peut les ordonner et voter les fonds nécessaires. Le directeur est chargé de faire exécuter les travaux sous sa surveillance et celle du maître de digue : pour les travaux importants on fait appel aux lumières d'un ingénieur des ponts et chaussées ou à tout autre « homme de l'art », choisi librement par l'association syndicale. Dans les statuts des sociétés du Bas-Poitou, même dans ceux du marais de Saint-Michel qui ne datent que du 1^{er} septembre 1807 on ne trouve aucune disposition imposant les ingénieurs au choix des intéressés. L'homme de l'art dresse les plans et devis sur lesquels se fait l'adjudication s'il y a lieu, ou suivant lesquels les travaux sont exécutés de toute autre manière : il dirige lui-même les travaux ou seu-

lement les surveille. Les modes d'exécution sont ceux que nous avons déjà indiqués, mais on doit remarquer que l'adjudication tend à devenir le mode normal pour les travaux importants. L'adjudication est souvent divisée : maçonnerie, charpente, fer ; ce qui permet aux petits entrepreneurs locaux de concourir aux adjudications ; l'unité de direction est sauvegardée par la surveillance de l'homme de l'art. — Les adjudications ne sont plus faites devant un notaire, mais seulement devant la commission syndicale. — Il faut aussi remarquer que tandis que les honoraires de l'homme de l'art sont fixées par convention, ceux de l'ingénieur sont arrêtés par le tarif du 10 mai 1854 et recouvrées en vertu du décret du 27 du même mois par le percepteur sur mandat exécutoire délivré par le préfet (1).

Ces sociétés peuvent faire déclarer d'utilité publique, par décret rendu au Conseil d'État, les travaux qu'elles entreprennent : cette reconnaissance confère les mêmes droits dont jouit l'administration pour ses propres travaux ; expropriation, — occupation temporaire, — fouilles, — extraction de matériaux, — enfin compétence administrative pour les contestations qui peuvent s'élever à l'occasion de ces travaux. — En ce cas les plans et devis doivent être approuvés par l'administration préfectorale.

Il faut tenir compte des articles 26 *in fine* et 18 *in fine*

1. Conseil d'État, 26 décembre 1868. — *Recueil Lebon*, 1868, page 1080.

(ce dernier modifié par la loi du 22 décembre 1888) de la loi de 1865, qui renvoient aux dispositions de la loi du 21 mai 1836 pour la procédure à suivre en cas d'expropriation, mais la déclaration d'utilité publique devra être faite par décret en Conseil d'État et non par simple arrêté du préfet. La Cour de cassation a même décidé qu'il fallait à peine de nullité réunir au préalable et consulter la commission d'enquête organisée par les articles 8, 9 et 10 de la loi du 3 mai 1841. Au cas d'établissement de servitude c'est le juge de paix qui est compétent pour statuer sur les contestations qui peuvent s'élever, et s'il y a lieu à expertise il ne doit être nommé qu'un seul expert (art. 19 de la loi de 1865 et art. 5 de la loi du 10 juin 1854).

Tous les travaux faits par ces associations sont-ils des travaux publics ?

Certainement non, et les travaux entrepris par les associations syndicales ne jouissent des droits et privilèges dont profitent les travaux publics que s'ils ont été déclarés d'utilité publique et exécutés d'après les plans et devis approuvés par l'administration: c'est seulement alors que l'association syndicale pourra user des droits qui appartiennent à l'administration en cas d'occupation temporaire, de fouilles, d'extraction de matériaux et soumettre à la juridiction administrative les contestations qui surviennent à l'occasion de ces travaux (1).

1. Conseil d'État, 14 janvier 1881. Journal *La Loi* du 15 janvier 1881.

D'autre part le Conseil d'État a jugé que le caractère d'utilité publique ne pourrait être reconnu aux ouvrages exécutés dans l'intérêt privé de l'administration en sa qualité de propriétaire : par exemple les travaux faits par une société de dessèchement pour irriguer les terrains, sont faits dans un intérêt privé, non en vue de dessécher les marais (1). Cette distinction que l'on peut faire théoriquement et même pratiquement à l'origine des dessèchements, nous semble impossible actuellement dans les sociétés du Bas-Poitou qui entretiennent les ouvrages faits il y a deux siècles, sans négliger l'irrigation des terrains compris dans leur périmètre : leurs canaux servent à la fois au dessèchement et à l'irrigation ; la distinction devient ainsi très délicate.

Ajoutons que les travaux entrepris par nos vieilles sociétés du Bas-Poitou étant de simples travaux d'entretien, sont fort heureusement le plus souvent de peu d'importance, et que jamais ces sociétés n'ont sollicité une déclaration d'utilité publique, ce qu'elles auraient cependant pu faire comme toute association syndicale autorisée et reconnue par l'administration. Le Conseil d'État a reconnu que les réparations faites à des ouvrages de dessèchement, de défense, de canalisation par ordres des syndicats pour l'utilité et la conservation des ouvrages pourraient faire l'objet d'une reconnais-

1. Conseil d'État, 17 février et 25 août 1865, 6 mars 1872, *Recueil Lebon*, 1865, p. 214 et 854; 1872, p. 138.

sance d'utilité publique et constituer des travaux publics (1).

Nos associations n'ont jamais sollicité de subventions du gouvernement pour leurs travaux. Il faut cependant envisager cette éventualité : on peut supposer que les digues de tel ou tel marais viennent à se rompre et que par suite le pays soit inondé ; la réfection des digues entraînerait des dépenses considérables au moment même où le revenu des terres serait nul : l'État pourrait alors prêter son concours financier. En ce cas faudrait-il appliquer l'article 23 de la loi de 1865 ? Nous ne le croyons pas, car le législateur a limitativement désigné dans l'article 26 de la même loi les dispositions qu'il entendait étendre aux associations déjà constituées, et l'article 23 ne figure pas dans l'énumération qu'il donne. Mais, pratiquement, on arrivera au même résultat sans avoir besoin de l'article 23 de la loi de 1865. En effet l'État, en accordant une subvention, ne paie pas une dette, mais vient gratuitement en aide à la société éprouvée : il pourra donc imposer telles conditions qu'il lui plaira.

Nous déduisons enfin de l'article 27 de la loi de 1807 le droit pour le préfet d'ordonner d'office les travaux nécessaires dans l'intérêt général et que les associations

1. Conseil d'Etat, 26 décembre 1868. *Recueil Lebon*, 1868, page 1080.

négligeraient d'entreprendre (1) : l'État est intéressé à ce que les marais desséchés ne redeviennent pas marécages. Les préfets devront se montrer très réservés dans l'exercice de ce droit et toujours commencer par mettre l'association en demeure d'ordonner les travaux nécessaires. Dans l'histoire des sociétés de marais du Bas-Poitou on n'a pas d'exemple de cette exécution d'office, les propriétaires se sont toujours montrés jaloux de la conservation des ouvrages dont l'entretien leur était confié. Ces pouvoirs du préfet ont comme corollaire le droit d'inscrire d'office au budget les sommes nécessaires.

§ 3. — Comptabilité

La comptabilité des associations syndicales du Bas-Poitou est régie par les dispositions de la loi du 14 floréal an XI et par les articles 15 et 16 de la loi du 21 juin 1865.

Depuis la loi du 21 juin 1865 nos sociétés sont sous le même régime financier que les associations syndicales autorisées, créées en vertu de cette loi : nous nous contenterons d'en poser les principes et d'indiquer les dérogations qui se sont glissées dans la pratique en Bas-Poitou (2).

1. Conseil d'État, 10 février 1843 (DALLOZ, *Répertoire*, Marais, n° 78).

2. Voir pour le détail les nombreuses études faites sur la loi de 1865, notamment celle de Gain.

Ce budget est encore établi et voté dans les formes que nous avons indiquées. Les dépenses et les recettes ont peu varié. Il convient cependant d'ajouter au chapitre des dépenses les sommes résultant du droit d'inscription d'office, seule forme d'exécution que nous ayons admise contre ces sociétés. — Non seulement la délibération qui approuve le budget doit être approuvée par le préfet, mais les rôles de répartition eux-mêmes doivent être homologués et rendus exécutoires par ce même magistrat. Ils sont ensuite recouvrés dans la forme des contributions publiques par les caissiers de ces associations.

Jusqu'en 1840, les caissiers furent toujours pris parmi les intéressés, et par conséquent en dehors des comptables publics : souvent même les fonctions de directeur et de trésorier étaient exercées par le même individu. — Le 6 mars 1840 une circulaire du ministre des Finances vint permettre aux associations syndicales autorisées de charger du recouvrement et de l'emploi des fonds l'un des percepteurs ou receveurs municipaux de la localité. Quelques associations ne tardèrent pas à profiter de cette autorisation qui leur offrait de grands avantages au point de vue de la facilité du recouvrement des taxes : on paye plus facilement au percepteur qu'à un receveur particulier et c'est un fait que les sociétés qui ont adopté ce système sont bien moins éloignées que les autres du recouvrement intégral des rôles. Mais un percepteur des contributions

directes ne peut être nommé receveur d'une association syndicale qu'à la charge d'être soumis pour ce service spécial aux dispositions des règlements qui régissent la comptabilité des communes, ce qui entraîne parfois quelque retard dans les paiements.

Dès cette époque les comptes de ces percepteurs-caissiers furent apurés par le conseil de préfecture après avoir subi l'examen de la commission syndicale et de l'assemblée générale.

Le percepteur doit déposer un cautionnement en numéraire dont la quotité est fixée par le préfet sur la proposition de l'assemblée générale et l'avis du receveur des finances de l'arrondissement. — Les remises qui lui sont faites sont réglées, sur la proposition des associations et l'avis du préfet, par le ministre des Finances, dit la circulaire du 6 mars 1840 ; mais depuis le décret du 25 mars 1852, ces remises sont réglées par le préfet.

Les fonds réalisés au delà des besoins journaliers du service sont déposés à la caisse du receveur des finances de l'arrondissement, ils peuvent être retirés sur simple mandat du directeur de l'association syndicale : cette dernière prescription amène quelques retards dans les paiements, retards préjudiciables aux salariés des associations.

Certaines associations songèrent, vers 1850, pour profiter des avantages de la permission qui leur était donnée, sans en supporter les inconvénients, à charger le

percepteur du recouvrement des rôles et un agent particulier de la garde des fonds recouvrés et de leur emploi. Nous ne sommes nullement étonnés que l'administration n'ait jamais consenti à ce que le service financier de chaque association soit scindé en deux parties : qu'il y ait un agent pour la recette et un agent pour la dépense ; que le premier soit placé sous la surveillance et la direction du receveur des finances de l'arrondissement et que le second soit affranchi de l'observation des règles tracées aux comptables publics et placé en dehors de l'action administrative.

Au contraire, les associations qui préférèrent conserver leurs caissiers particuliers ne furent pas soumises à ces règles : les comptes de leurs caissiers ne furent pas apurés par le conseil de préfecture.

Aujourd'hui encore les comptes de ces caissiers sont seulement approuvés par l'assemblée générale des intéressés. Cette pratique nous paraît inconciliable avec l'article 16 de la loi de 1865 qui veut qu'il soit procédé par le conseil de préfecture à l'apurement des comptes des caissiers des associations syndicales, sans distinguer entre les caissiers particuliers et les percepteurs exerçant ces fonctions.

Il est incompatible avec les principes actuels de la comptabilité publique que les fonctions de directeur et de caissier soient réunies sur la même tête : celui qui ordonnance les paiements ne doit pas avoir le maniement des deniers. Quelques petites sociétés de peu

d'étendue et dont les ressources sont légères ont encore un directeur-caissier dans le but d'éviter des frais ; il est à souhaiter que cette anomalie disparaisse.

§ 4. — Rapports avec l'administration.

L'administration a le droit et le devoir de surveiller les associations syndicales et de les empêcher d'abuser des privilèges qui leur sont reconnus par les lois. Les lois de l'an VI et de 1807 (art. 27) lui accordent un large droit de contrôle, mais elle ne doit pas en abuser non plus.

L'importance de l'intervention administrative nous est connue en matière de travaux et de finances : ce sont ses deux principaux objets.

Cette intervention ne doit pas être tracassière : on est malheureusement obligé de constater qu'elle a parfois pris ce caractère : c'est ainsi que l'administration préfectorale, après une lutte de six ans obligea le marais Du Devant à adopter des statuts particuliers en 1862, alors que depuis son origine ce marais suivait les statuts du Petit-Poitou qui lui suffisaient parfaitement. La mesquinerie des prétentions de l'administration apparaît lorsque l'on compare ces deux règlements qui ne diffèrent que par les termes (1). Mais on doit reconnaî-

1. Délibérations des marais aux Taures, Du Devant et Gros-Aubier de 1856, de 1860 et de 1862.

tre que l'administration préfectorale a généralement exercé son droit de contrôle avec beaucoup de tact et presque sans le faire sentir, parfois même en le faisant désirer comme sous la sage administration de Cavo-
leau (1).

Les sociétés qui font l'objet de notre étude ont en effet une physionomie propre et se distinguent nettement des syndicats formés en vertu de la loi de 1807. Elles présentent ce caractère particulier d'avoir été formées volontairement par l'adhésion unanime des intéressés et d'avoir été plus tard reconnues et autorisées par la loi qui en même temps consacra leurs anciens usages et règlements ; il ne faut pas oublier cependant qu'elles ont un but tel qu'il aurait été permis à l'administration de les former en vertu de la loi de 1807 si elles n'avaient pas déjà existé.

L'intervention préfectorale doit être limitée aux cas autorisés par la loi et ne se manifester que lorsque l'intérêt général l'exige. En tout autre hypothèse les associations syndicales doivent avoir le libre choix des moyens pour parvenir à leur but : ce n'est que lorsqu'elles oublient ce but ou s'en détournent que l'administration a le droit d'intervenir.

Le contrôle de l'administration s'exerce par le service de l'hydraulique agricole qui a pour agents des ingénieurs spéciaux et les ingénieurs des Ponts-et-Chaus-

1. Cavo-
leau était secrétaire général de la Vendée en 1813.

sées : sans vouloir discuter la science des ingénieurs que nous mettons hors de doute, nous nous croyons autorisé à dire que leur connaissance des lieux est tout à fait insuffisante. Plusieurs marais professent à leur égard des sentiments de défiance tout à fait regrettables mais que l'on peut expliquer par des erreurs préjudiciables que se sont parfois glissées dans leurs rapports. Pour les simples travaux d'entretien qu'elles ont à faire, les sociétés préfèrent l'expérience des localistes pour s'exposer à moins de surprises.

Qu'on nous pardonne de citer à ce propos le passage d'un mémoire adressé au préfet de la Vendée en 1809 par le directeur du marais de la Vacherie ; nous l'avons trouvé dans les archives de cette société : « Toutes les fois qu'un appel de fonds a été nécessité pour subvenir aux réparations, entretien, ou améliorations à faire aux dessèchements, c'est dans les assemblées annuelles des sociétaires intéressés qu'il y a été statué ; et à cet égard quoi de plus raisonnable que de laisser à l'intérêt particulier le soin de sa propre conservation. Malheur à l'époque où changeant ce mode si certain d'administration les marais pourraient être abandonnés aux soins et à la surveillance de tout autre que des propriétaires. Bientôt des projets enfantés dans des cabinets, d'autant plus beaux en apparence qu'ils n'auraient point de contradiction ; d'autant plus faciles dans leur exécution qu'ils ne devraient rien coûter à leurs auteurs, viendront porter la subversion et l'anéantissement là où

depuis tant d'années règnent sûreté et sécurité, garanties par la nécessité qui réunit tous les sociétaires intéressés. »

Appendice.

Nous devons dire quelques mots des recours généraux dont nous nous sommes déjà occupé pour montrer les différences qui les séparaient sous l'ancien régime des sociétés de marais desséchés proprement dits.

Ces différences se sont atténuées et les lois de l'époque intermédiaire appliquées aux unes et aux autres ont fait disparaître toute différence entre ces sociétés au point de vue de leurs rapports avec l'administration publique : nous ne parlons pas de la société des Cinq-Abbés et des Hollandais qui fut réorganisée en syndicat forcé par le décret du 15 janvier 1813 ; par cela elle sort du cadre de notre étude.

Le marais de la Claye est toujours soumis à son règlement de 1742 pour son organisation intérieure ; ses rapports avec l'administration sont identiques à ceux que nous avons étudiés précédemment.

Dès la fin de l'ancien régime nous avons vu que les sociétés de Tangon et de Vix, principales intéressées au bon fonctionnement du contrebot de Vix, prendre l'habitude de convoquer aux réunions les syndics des paroisses des marais mouillés dans le but de prévenir des oppositions. Cette pratique aboutit au règlement de

1809 qui fut approuvé par l'autorité préfectorale et consacra la pratique antérieurement admise : le contrebot de Vix est administré par une société spéciale dont l'organisation intérieure diffère profondément des sociétés des marais desséchés ; mais les relations de cette société avec l'administration sont les mêmes que celles des sociétés de dessèchement.

CHAPITRE XVI

CONTENTIEUX DES MARAIS

Au cours des ^{xiii}e, ^{xiv}e, ^{xv}e et ^{xvi}e siècles nous avons rencontré des commissaires royaux avec des attributions très larges ; ils devaient tantôt ordonner des travaux neufs, tantôt les réparations nécessaires, mais ils étaient toujours chargés de juger les contestations que ces travaux pouvaient entraîner.

L'édit de 1599 qui confie à Bradley le dessèchement des lacs et marais de France et lui accorde des privilèges importants dut prévoir les difficultés et contestations qui ne manqueraient pas de s'élever entre les propriétaires et le maître des digues du royaume ; l'édit posait en effet le principe du dessèchement obligatoire. Bradley obtenait le monopole des dessèchements en France et devenait un véritable concessionnaire de travaux publics : les dispositions qui établissent en sa faveur, un privilège de juridiction doivent donc sembler toutes naturelles, car il importait que les contestations

soient jugées promptement si l'on ne voulait pas ruiner entrepreneurs et entreprises de dessèchement. L'article 19 de l'édit attribue compétence en première instance aux Tables de Marbre des eaux et forêts : les appels étaient portés devant le Parlement. Pour occasionner le moins de retard possible les sentences étaient exécutées par provisions, « nonobstant et sans préjudice de l'appel, pourvu que la chose soit réparable ». C'était le droit commun ; les appels des jugements rendus « à l'ordinaire » par les Tables de Marbre étaient portés devant le Parlement, les jugements rendus « à l'extraordinaire » étaient seuls en dernier ressort. De droit commun aussi les sentences des Tables de Marbre étaient exécutoires par provision lorsque l'affaire n'excédait pas la somme de deux cents livres en principal ou vingt livres en rente.

Ce système ne donna pas et ne pouvait pas donner de bons résultats : les contrées privées de Tables de Marbre, et c'était le cas du Bas-Poitou, devaient aller plaider à Paris devant des juges qui n'avaient aucune connaissance des lieux : il en résultait, de plus, des lenteurs.

Dès l'édit de 1607 on reconnut l'erreur commise et on attribua la compétence pour tous les travaux relatifs aux dessèchements à des commissaires « à ce députés », concurremment avec les juges des lieux (1). Cette

1. Édit de 1607, articles 4, 18, 19, 21.

décentralisation (autant que l'on puisse parler de décentralisation à cette époque) était heureuse, parce que pour toutes les contestations qu'entraînent les dessèchements de marais, les juges les plus compétents sont certainement les plus rapprochés, qui peuvent à leur guise examiner les lieux litigieux avant de se prononcer. Mais il aurait fallu choisir entre les commissaires et les juges ordinaires, cette concurrence devait faire naître des difficultés et des lenteurs. L'édit de janvier 1607 fut suivi au mois de février d'une déclaration royale qui nommait en chaque généralité les commissaires qui devaient connaître des procès relatifs aux dessèchements.

L'arrêt de règlement du 22 octobre 1641 et la déclaration de Louis XIII du 3 juillet 1613 confirment cette double compétence.

Nous arrivons ainsi à la déclaration du 20 juillet 1643 qui fut, comme on le sait, le point de départ des nombreux dessèchements du Bas-Poitou. Elle aussi parle du « plus prochain juge royal des lieux, ou les commissaires qui seront par nous députés. » De ces deux juridictions rivales, laquelle devait être préférée par les intéressés ? — Les commissaires choisis avec soin par l'autorité royale semblaient offrir plus de garanties au point de vue de la compétence : ils étaient spécialistes dans les questions de dessèchement. Leur juridiction était aussi plus rapide et plus économique. Mais ils étaient nommés directement par l'autorité royale, dans

le but de faciliter les entreprises de dessèchement c'est ce qui devait les rendre suspects de partialité aux yeux des propriétaires qui préférèrent le jugement plus indépendant des juges ordinaires. Les entrepreneurs au contraire avaient tout avantage à recourir à la juridiction des commissaires que l'on avait créés pour eux. Il est facile de saisir dès lors tous les inconvénients de cette dualité de juridiction qui avait pour conséquence la diversité de solutions dans des différends de même nature. Selon que la décision attaquée avait été rendue par les juges ordinaires ou par les commissaires, l'appel était porté devant le Parlement ou devant le Conseil du roi.

L'autorité royale comprit enfin la nécessité de réserver la connaissance de ces litiges aux commissaires en premier ressort et à son Conseil, en appel. Dès l'édit de 1644 qui autorisait Jacques Brun à dessécher les marais de Beaucaire il n'est plus question « des juges ordinaires des lieux ». Les parlements jaloux de l'autorité croissante du Conseil accueillirent cette réforme avec leur insoumission habituelle et ne négligèrent jamais de statuer sur ces litiges lorsqu'ils en eurent l'occasion : un exemple typique est l'arrêt du Parlement de Paris du 1^{er} août 1654 qui homologue les statuts des marais de Coulom à la mer, bien que les édits aient toujours réservé au Conseil du roi l'homologation de ces règlements. Jusqu'à leur disparition les Parlements continuèrent à juger les contestations relatives aux dessèchements de

marais, sans jamais se déclarer incompetents : rappelons l'arrêt du 3 octobre 1758 qui établit les droits du marais Sauvage envers ses tributaires et constitue un véritable règlement pour l'administration de ce marais.

La juridiction du Conseil fit cependant de plus en plus de progrès : nous rappellerons pour preuve les nombreux arrêts relatifs au marais de la Claye, au marais de Moricq, au canal des Cinq-Abbés et au Contrebot de Vix. L'arrêt du 21 août 1742 qui confirme et homologue les statuts du marais de la Claye, porte : « La majesté s'en est, et à son conseil, réservé connaissance et icelle interdit à toutes cours et autres juges. »

Nous devons aussi signaler qu'au cours du XVIII^e siècle les attributions des commissaires nous semblent être passées presque complètement aux intendants de justice, police et finance : c'est ainsi que dans les longs débats auxquels donna lieu le desséchement du marais de Maricq, entre les propriétaires et le concessionnaire, nous voyons fréquemment intervenir l'intendant et le Conseil du roi, jamais les commissaires.

Sous l'ancien régime, après quelques essais malheureux de compétence concurrente, la règle fut donc la compétence des commissaires ou des intendants avec appel au conseil du roi.

La loi des 26 décembre 1790 et 5 janvier 1791 resta étrangère aux marais déjà desséchés de la volonté même de ses auteurs. Elle est cependant intéressante à signaler, car si elle institue des commissions spéciales

pour statuer sur les différends qui pourront s'élever au sujet des dessèchements qu'elle ordonne, elle proclame en termes très précis que les commissaires ne statueront que par voie de conciliation, et que les parties pourront se pourvoir contre leur décision devant le tribunal du lieu. C'est donc bien l'autorité judiciaire qui est compétente et nous ne voyons pas comment on a pu soutenir que cette loi avait reconnu la législation ancienne, c'est-à-dire la compétence administrative (1).

La loi du 4 pluviôse an VI qui fut faite spécialement en vue de nos marais et qui est fondamentale en la matière s'écarte encore plus de la législation de l'ancien régime. Nous avons vu que le but du législateur, nettement avoué par le rapporteur de l'assemblée des anciens, fut de permettre aux propriétaires des marais desséchés d'entretenir leurs propriétés en n'accordant à l'autorité administrative que le minimum de contrôle nécessaire : il n'est donc pas étonnant de voir l'article 5 de cette loi proclamer la compétence des tribunaux ordinaires.

Ce ne fut que la loi du 14 floréal an XI qui revint au principe de la compétence administrative. La loi du 28 pluviôse an VIII avait institué les conseils de préfecture, il était naturel que l'on songeât à eux pour leur

1. CAVOLEAU : Rapport au préfet de la Vendée, du 15 décembre 1809. COMTE DE DIENNE, op. cité, p. 461.

attribuer la connaissance de contestations qui par leur nature étaient de leur compétence : désormais les contestations relatives au recouvrement des rôles, aux réclamations des individus imposés et à la confection des travaux, durent être portés devant le conseil de préfecture. Rien de plus logique puisque la même loi décidait que les taxes syndicales seraient perçues en la forme des contributions publiques. Les arrêtés des conseils de préfecture étaient susceptibles d'appel devant le gouvernement qui statuait en Conseil d'État.

Vint ensuite la loi du 16 septembre 1807. Personne ne conteste que le contrôle de l'administration, prévu par l'article 27 de cette loi, s'exerce sur les dessèchements antérieurs à cette loi comme sur les dessèchements postérieurs. Le domaine d'application des dispositions finales de cet article est plus contesté. La réparation des dommages causés aux ouvrages dont nos sociétés ont la garde et l'entretien, sera-t-elle poursuivie devant le conseil de préfecture ? Nous répondons oui, car la loi n'a pas distingué ; et les termes généraux dans lesquels est conçu cet article nous font croire qu'en l'édicant le législateur n'avait pas seulement en vue la conservation des travaux qui allaient s'effectuer mais aussi de ceux que des propriétaires plus diligents avaient exécutés antérieurement. Le principe de la non-rétroactivité des lois ne vient pas paralyser notre opinion : en effet si ce principe s'opposait à ce que l'auteur de dégradations commises sur une digue le 10 septem-

bre 1807 soit poursuivi en réparation du préjudice causé devant le conseil de préfecture, en vertu de la loi du 16 septembre 1807, postérieure aux dégradations ; il ne s'oppose pas au contraire à ce que les dégradations commises postérieurement à cette loi soient poursuivies selon ses prescriptions, quand bien même l'association syndicale poursuivante a été formée avant 1807.

Nous ne connaissons aucune décision du Conseil d'État prononcée sur ce point de droit à l'occasion de l'un de nos marais ; mais il a décidé que « le conseil de préfecture est compétent pour connaître des contraventions commises sur les ouvrages servant au dessèchement des marais, alors que la transaction par laquelle les intéressés s'étaient volontairement constitués en association, antérieurement à la loi du 16 septembre 1807 a été approuvée par un décret se référant à cette loi (1). » Rien ne prouve que le Conseil d'État ne se prononcerait pas dans le même sens s'ils s'agissait d'une société librement constituée et approuvée antérieurement à 1807. Si on nous objecte que nos sociétés n'ont jamais été approuvées par décret, à l'exception de la société de Saint-Michel, nous répondrons qu'elles ont été approuvées législativement par la loi de l'an VI. Il faut ajouter que depuis l'an VI toutes les délibérations de ces sociétés ont été approuvées par le préfet et que beaucoup de ces délibérations portent des décisions réglemen-

1. Conseil d'État, 23 mai 1884. DALLOZ, 85,3,109.

taires pour la conservation des digues et des canaux.

La loi de 1865 est venue confirmer pour toutes les associations syndicales non libres la compétence du conseil de préfecture en matière de contestations relatives à la perception des taxes, et à l'exécution des travaux (art. 26 et 15). Elle ajoute enfin que les comptes du receveur de l'association seront apurés par le conseil de préfecture sans distinguer si ce receveur est un agent spécial ou un percepteur.

Mais il ne faut pas oublier que le conseil de préfecture est une juridiction d'exception et qu'on ne doit lui attribuer que la connaissance des affaires qui lui sont confiées par un texte de loi. Pour les autres contestations il faudra distinguer : celles qui par leur nature rentrent dans le contentieux administratif devront, selon nous, et faute de texte contraire, être portées devant le juge de droit commun en matière administrative ; les autres resteront de la compétence des tribunaux civils.

Le conseil de préfecture est compétent pour statuer sur les contestations qui peuvent s'élever à l'occasion des travaux publics exécutés par nos associations syndicales. — La compétence embrasse à la fois les difficultés entre l'entrepreneur qui dirige les travaux et la société qui les fait faire, et les procès de toute sorte qui peuvent surgir entre les propriétaires d'une part et la société et l'entrepreneur de l'autre pour indemnité ou dommages-intérêts (art. 15 de la loi du 21 juin

1865). — Mais toutes les fois que les travaux n'ont pas fait l'objet d'une reconnaissance d'utilité publique, ils ne constituent pas des travaux publics et ce sont les tribunaux civils qui sont alors compétents.

Les contestations soulevées par le recouvrement des taxes doivent être portées devant le conseil de préfecture (art. 15 de la loi du 21 juin 1865).

« Toutes réparations et tous dommages (aux ouvrages de dessèchement) seront poursuivis par voie administrative comme pour les objets de grande voirie. » (Art. 27 de la loi de 1807.) C'est le conseil de préfecture qui est compétent.

Enfin le conseil de préfecture juge et apure les comptes des receveurs des associations syndicales en premier ressort, car les revenus annuels n'excèdent pas 30.000 francs.

Quel est le conseil de préfecture compétent? — Cette question se pose pour certains marais du Bas-Poitou qui sont actuellement situés partie en Vendée, partie en Charente-Inférieure. — En matière de travaux publics le conseil de préfecture compétent est celui de la situation des travaux. En matière de taxe c'est celui du département dont le préfet a homologué les rôles, c'est-à-dire celui de la situation des immeubles. Il en est de même pour l'examen des comptes du caissier.

Enfin en matière de contravention c'est le conseil de préfecture de la situation des dégradations. Notons qu'il a été jugé par le Conseil d'État que, pour que le

Conseil de préfecture soit compétent, il ne suffit pas qu'il y ait eu violation de la police d'un marais, mais il faut de plus une dégradation ou un dommage (1).

Devant quel juge doivent être portées les contestations qui rentrent par leur nature dans le contentieux administratif mais dont nul texte spécial ne confie la solution au conseil de préfecture ? La réponse est très controversée ; l'examen de cette discussion sortant du cadre de notre étude, nous nous bornerons à tenir pour certaine la solution admise par la jurisprudence. Quel est le juge de droit commun en matière administrative ? — Nous répondrons : c'est le Conseil d'État.

Devant quelle juridiction administrative doit-on porter les contestations relatives aux élections des syndics et du directeur. L'assemblée générale qui a nommé la commission administrative peut soulever des oppositions, les élections peuvent être contestées : aucun texte en ce qui concerne nos associations syndicales du Bas-Poitou n'attribue compétence au conseil de préfecture pour les différends de cette nature. D'autre part, il est évident que les tribunaux civils sont ici incompétents : c'est donc au Conseil d'État, juge de droit commun en matière administrative, qu'il faudra s'adresser si l'on veut contester les élections intervenues. — L'article 30 du décret du 9 mars 1894 ne nous est pas opposable :

1. Conseil d'État, 3 août 1866, 19 décembre 1867 : syndicat des marais de Bohère. *Recueil Lebon*, 1866, page 934, et 1867, page 948.

ce décret a été fait pour réglementer les associations syndicales formées dans les termes de la loi de 1865, mais non les sociétés plus anciennes. Sans aucun doute le conseil de préfecture est désormais compétent pour statuer sur les contestations que pourraient soulever l'élection des syndics d'une société formée dans les termes du titre 3 de la loi de 1865. Nous estimons même qu'il serait préférable que cette compétence soit généralisée; mais dans l'état actuel des textes il nous semble impossible d'étendre la compétence des conseils de préfecture aux élections des associations syndicales antérieures à la loi de 1865 et à la loi de 1807. Le décret de 1898 n'a pas eu et ne pouvait pas avoir l'intention de réglementer les associations syndicales antérieures à la loi de 1865. Si la disposition de l'article 30 *in fine*, du décret se trouvait dans la loi de 1865 et si l'article 26 de cette loi renvoyait à ce texte, en même temps qu'aux articles 15, 16, 18, 19, notre solution serait tout autre; mais un décret ne peut pas empiéter sur le domaine législatif et ajouter à la loi dont il a pour but de réglementer l'application.

Récemment le conseil de préfecture de la Vendée s'est déclaré incompétent pour statuer sur la validité des élections du directeur de la société du Petit-Poitou (1).

Le ministre de l'Agriculture connaît des recours hié-

1. Arrêté du 10 avril 1907.

rarchiques contre les arrêtés du préfet agissant dans la limite de ses pouvoirs : par exemple quand il ordonne d'office certains travaux. Mais les décisions du ministre ne sont jamais des jugements, et sont susceptibles d'un recours en annulation devant le Conseil d'État.

Le Conseil d'État est aussi juge de l'appel formé contre les décisions des conseils de préfecture. Dans ce cas il juge en la forme et au fond : il réforme et modifie les jugements qui lui sont soumis. D'autres fois il statue seulement sur la forme et sur le point de droit, sans connaître du point de fait : il fait alors l'office de Cour de cassation administrative : il casse la décision et renvoie l'affaire à un autre tribunal de même ordre sans statuer sur le fond du litige : il en est ainsi toutes les fois qu'il est saisi par un recours pour violation de la loi.

Enfin la Cour des comptes connaît en appel des recours formés contre les arrêts des Conseils de préfecture qui apurent les comptes des comptables. Si le revenu d'une société dépassait 30.000 francs, il jugerait en premier et dernier ressort.

Telle est la part des tribunaux administratifs ; les autres difficultés devront être portées devant les tribunaux de l'ordre judiciaire : juges de paix et tribunaux de première instance. Ceux-ci connaissent de tous les différends qui mettent en discussion des questions de propriété ou de possession, d'état ou de capacité des personnes ; les contestations soulevées par les contrats de droit civil passés

par ces sociétés sont aussi de leur compétence exclusive ; enfin eux seuls peuvent prononcer l'expropriation pour cause d'utilité publique (loi du 3 mai 1841). Il faut bien remarquer que par application des articles 26 et 18 de la loi de 1865, les expropriations que les sociétés de dessèchement voudront faire auront lieu selon la loi du 21 mai 1856, après déclaration d'utilité publique par décret rendu en Conseil d'État. Le tribunal d'arrondissement qui prononcera l'expropriation devra donc nommer un jury spécial composé de quatre jurés seulement et présidé par l'un des membres du tribunal ou par le juge de paix du canton : en cas de partage ce magistrat aura voix délibérative.

Constatons aussi que par application des articles 26 et 19 de la loi de 1865, qui renvoient à l'article 5 de la loi du 10 juin 1854 : c'est le juge de paix qui est compétent pour statuer sur les contestations que peuvent soulever les servitudes établies au profit de nos sociétés comme conséquence de leurs travaux.

Telles sont les principales règles de compétence en matière de dessèchement de marais.

CHAPITRE XVII

MODIFICATIONS AUX STATUTS

Les sociétés de dessèchement du Bas-Poitou dont nous connaissons maintenant la situation juridique et administrative, peuvent modifier leurs statuts : quelles sont les formalités qu'elles doivent remplir et les principes qu'elles doivent suivre dans cette transformation?

Il faut ici envisager deux hypothèses : ces modifications peuvent être volontaires, c'est-à-dire voulues par les propriétaires intéressés ; elles peuvent aussi être imposées par l'administration, en vertu de son droit de police, en cas de difficultés pour l'application des anciens règlements ou usages locaux.

Modifications volontaires. — Supposons que nos sociétés n'existent pas et qu'elles veuillent se former aujourd'hui, elles seraient forcées de se soumettre à la loi du 21 juin 1865 et de se constituer soit en associations libres, soit en associations autorisées. Mais elles existent, si elles veulent modifier leurs statuts doivent-elles obligatoirement remplir les formalités prescrites

par la loi de 1865 soit pour les associations libres, soit pour les associations autorisées? — Nous chercherions en vain un texte qui put nous aider dans la solution de cette question.

Vers 1867 le Petit-Poitou voulut rajeunir ses statuts, c'est-à-dire en bannir les dispositions surannées se rapportant à un état social disparu ou abrogées par l'usage et les délibérations ; puis y faire rentrer toutes les résolutions importantes prises dans les assemblées annuelles et approuvées par l'autorité préfectorale. Le directeur de cette société s'adressa à la préfecture pour savoir ce qu'il devait faire pour atteindre ce but. Il lui fut répondu que la société ne pourrait se modifier sans se soumettre aux formalités de la loi de 1865, en conséquence il devait tout d'abord faire savoir à la préfecture si le Petit-Poitou voulait se transformer en société libre ou autorisée, pour que l'on puisse lui indiquer les formalités à remplir. Nous regrettons que la question n'ait pas été portée au Conseil d'État.

Celui-ci fut appelé à se prononcer en 1886 sur la modification des statuts d'une association forcée (1), constituée sous le régime de la loi de 1807, et qui demandait que le principe de l'élection des syndics lui fût appliquée. Il décida qu'« il ne suffit pas que la majorité des membres d'une association, déterminée par l'arti-

1. Avis de la section de la commission provisoire chargée de remplacer le Conseil d'État en 1886. *Bulletin de l'Hydraulique agricole*, fascicule E, p. 125.

cle 12 de la loi de 1865, se soit prononcée en faveur de l'élection des syndics pour que l'administration doive considérer ce vote, émis sur un point spécial d'organisation, comme une demande d'autorisation formelle en vue de passer sous le régime de la loi nouvelle. Il faut que la majorité combinée de la moitié ou des deux tiers exprime un vote formel pour la refonte des statuts. » On peut induire de cet avis que toute refonte des statuts d'une association forcée doit être faite dans les termes de la loi de 1865, et notamment que cette refonte doit être demandée par la majorité des membres de l'association, déterminée par l'article 12 de la loi de 1865. Il est permis de supposer que le Conseil d'État ne donnerait pas d'autre solution à l'égard de nos sociétés constituées volontairement et autorisées ; d'autant plus que, comme nous l'avons déjà fait remarquer, si elles sont volontaires par leur naissance, elles ont un but qui permettrait de les organiser en syndicat forcé si le régime actuel ne leur permettait plus d'atteindre ce but : la conservation des ouvrages de dessèchement.

Si aucun texte ne vient appuyer cette doctrine que nous croyons devoir être celle du Conseil d'État et que nous acceptons, aucun texte ne vient non plus la contredire et elle est conforme à l'esprit de la loi de 1865 qui fut faite dans le but de moderniser, de simplifier et d'unifier l'organisation des associations syndicales en les réduisant à deux types principaux, sauf l'applica-

tion de la loi de 1807 pour certains travaux obligatoires et seulement à défaut d'associations volontaires.

Les sociétés de dessèchement du Bas-Poitou qui veulent modifier leur règlement doivent donc se plier aux exigences de l'article 12 de la loi de 1865, c'est-à-dire que les modifications aux statuts doivent être demandées par la majorité des intéressés représentant au moins les deux tiers de la superficie des terrains, ou par les deux tiers des intéressés représentant plus de la moitié de la superficie. Si cette majorité de la moitié ou des deux tiers est facile à obtenir au moment de la formation des associations syndicales, alors que tous les propriétaires intéressés sont poussés vers le groupement par le désir d'améliorer leur patrimoine, il n'en est plus ainsi dans des sociétés existant depuis plus de deux siècles ; telle modification aux statuts qui paraît nécessaire aux uns, peut sembler inutile ou même dangereuse aux autres.

Les sociétés du Bas-Poitou doivent donc vivre telles qu'elles sont ou se reconstituer dans les termes de la loi de 1865.

Mais pratiquement ces sociétés ont à leur disposition un moyen légal et régulier de tourner la difficulté : elles ont toujours eu le droit, droit qui a été reconnu par les articles 4 et 5 de la loi du 4 pluviôse an VI, de prendre en assemblée générale des intéressés, à la majorité des voix, des délibérations ou arrêtés qui ont force exécutoire après l'homologation du préfet : c'est

ainsi que la fonction de commissaire s'est introduite dans la plupart de nos sociétés, que le cens a été maintes fois modifié, que les pouvoirs du directeur ont été étendus ou diminués, etc.. Toutes ces décisions sont obligatoires en vertu de la loi de l'an VI et aujourd'hui ces sociétés vivent plus d'après ces délibérations obligatoires que d'après les statuts qu'elles ont profondément modifiés.

On arrive ainsi à des conséquences tout à fait bizarres : ces sociétés qui ne peuvent pas modifier leurs statuts en une seule fois sans se soumettre à la loi de 1865 et obéir à ses prescriptions, peuvent au contraire modifier ces mêmes statuts à la condition d'être prudentes et de n'introduire chaque année qu'une réforme pour ne pas attirer l'attention et se voir opposer la loi de 1865. Comme les délibérations réglementaires sont obligatoires jusqu'à ce qu'elles aient été abrogées par d'autres, après un certain nombre d'années il pourrait ne plus rien rester des statuts primitifs.

Une autre conséquence non moins curieuse de ces deux idées : impossibilité de modifier les statuts sans recourir à la loi de 1865 et droit de prendre des délibérations exécutoires, consiste en ce que, si une société voulait réunir en un règlement toutes les décisions exécutoires prises depuis plus ou moins longtemps et encore en vigueur, qui toutes ont été approuvées par le préfet, et si elle soumettait ce règlement ainsi formé à l'approbation du préfet sous forme de délibération :

celui-ci refuserait de l'approuver, et cependant toutes les modifications aux statuts qui y sont contenues ont déjà été approuvées par l'autorité préfectorale et sont exécutoires : la compilation n'a été qu'un fait matériel.

Nos sociétés ne pourraient donc pas faire imprimer cette compilation en la faisant suivre de l'approbation générale qu'on leur refuse, mais elles pourraient faire imprimer ce règlement en faisant suivre chaque article de la date de l'approbation de la délibération où il a été puisé : sa force exécutoire n'en souffrirait en rien.

Nous ne pouvons que signaler ces anomalies qu nous semblent inévitables dans l'état actuel des textes, à moins de reconnaître franchement à nos sociétés le droit de modifier leurs statuts en dehors de la loi de 1865 : ce qui nous semble impossible.

Modifications forcées. — Si l'application des statuts et règlements des associations syndicales du Bas-Poitou venait à offrir des difficultés insurmontables et que les intéressés ne s'accorderaient pas entre eux pour faire les modifications nécessaires, l'administration, en vertu du droit de police que lui ont conféré les lois de l'an XI et de 1807 pourrait agir d'office et imposer les changements nécessaires pour le bon fonctionnement de l'association.

Quand, comment et dans quelles formes se ferait cette intervention de l'autorité administrative?

La loi du 14 floréal an XI après avoir maintenu l'ap-

plication des anciens règlements et des usages locaux, nous dit par son article 2 : « Lorsque l'application des règlements, ou l'exécution du mode consacré par l'usage éprouvera des difficultés, ou lorsque des changements survenus exigeront des dispositions nouvelles, il y sera pourvu par le gouvernement dans un règlement d'administration publique, rendu sur la proposition du préfet du département. » Cette disposition était des plus sage ; en effet, quelque bons que puissent être les règlements en vigueur, ils ne sont pas à l'abri des attaques du temps et il peut survenir, dans la situation physique des dessèchements, des changements qui appellent des modifications dans la manière de les administrer.

Il est certainement préférable que les propriétaires intéressés se mettent d'accord sur les règles nouvelles qu'il importe d'adopter, mais il peut se faire que l'entente soit impossible. L'administration a alors le droit et le devoir d'intervenir, soit d'office, soit sur la demande de quelques intéressés. Toutefois elle doit rester dans les limites prudentes que lui trace la loi de l'an XI et ne pas s'immiscer à la légère dans les sociétés de dessèchement pour en bouleverser l'organisation. Elle ne doit accueillir la demande d'un règlement d'administration publique faite par quelques intéressés, que si ceux-ci lui prouvent que l'application des statuts actuels éprouvent de graves difficultés, ou que des changements dans la situation des lieux exigent, pour le

plus grand avantage du dessèchement, des modifications à ces statuts. Toute demande qui ne serait pas appuyée par la preuve de l'un de ces deux faits devrait être rejetée.

Dans quelles formes se feraient aujourd'hui ces modifications forcées ?

La loi de l'an XI décidait qu'en ce cas il intervenait un règlement d'administration publique, rendu sur la proposition du préfet du département. Mais la loi du 14 floréal an XI a été abrogée par l'article 29 de la loi du 8 avril 1898, sur le régime des eaux.. L'article 20 de cette loi est ainsi conçu : « A défaut d'anciens règlements ou usages locaux, ou si l'application des règlements et l'exécution du mode de curage consacré par l'usage présentent des difficultés, ou bien encore si des changements survenus exigent des dispositions nouvelles, il y est procédé en conformité de la loi du 21 juin 1865, 22 décembre 1888 sur les associations syndicales. » Les cas visés sont les mêmes que dans la loi de l'an XI, mais la solution est différente, car la loi de 1898 renvoie à la loi de 1865, qui est inapplicable par hypothèse dans le cas particulier de modifications forcées que nous examinons. L'article 21 prévoit cette hypothèse et nous dit : « Dans le cas où les tentatives faites en vue d'arriver à la constitution d'une association syndicale libre ou autorisée, n'aboutiraient pas, il est statué par un décret délibéré en Conseil d'État ; chaque décret est précédé d'une enquête et d'une ins-

truction dont les formes sont déterminées par un règlement d'administration publique. » Avant de modifier d'office les statuts, l'administration doit donc inviter les propriétaires intéressés à le faire eux-mêmes et à se reformer en association syndicale libre ou autorisée, dans les termes de la loi de 1865.

CONCLUSION

Lorsque nous passons devant la boutique d'un marchand d'antiquité, notre curiosité est vivement attirée par les objets qui se pressent à l'étalage, témoins muets mais fidèles d'époques qui ne sont plus. Nous admirons la structure des meubles anciens, dont la solidité massive a résisté à la dure épreuve du temps ; mais nous ne pouvons nous empêcher de les comparer à nos meubles modernes et, tout en reconnaissant que les uns et les autres suffisent à tous les besoins, nous estimons notre mobilier actuel plus pratique.

L'étude des vieilles sociétés de marais du Bas-Poitou suscite de semblables réflexions. On ne peut pas ne pas admirer le talent d'hommes tels que : de Strada, Hœufft, Siette, Brisson, etc... qui surent à travers mille difficultés mener à leur fin leurs grandes entreprises de dessèchement et en assurer l'avenir en les dotant de règlements dictés par l'expérience la plus réfléchie et la plus sûre d'elle-même. Il est vraiment remarquable que ces statuts aient pu conserver leur autorité jusqu'à nos

ours, à travers maints changements politiques et sociaux. Ils suffisent encore à tous les besoins de nos dessèchements. Cependant leur antiquité même est un grave défaut. En effet, s'ils règlent excellemment l'administration intérieure de chaque société, ils sont muets sur les rapports de ces sociétés avec l'administration : ce dont on ne saurait leur faire un reproche, il n'y a pas moins là cependant une lacune regrettable. Les inconvénients sont encore aggravés par la multiplicité des textes législatifs qui régissent les dessèchements du Bas-Poitou depuis la loi de pluviôse an VI jusqu'à la loi de 1865.

De là vient qu'il est impossible de percevoir clairement quels doivent être légalement les rapports entre l'administration et les sociétés du Bas-Poitou, et quels sont les droits et les devoirs réciproques des uns envers les autres. Aussi est-ce une lutte perpétuelle entre ces sociétés et l'administration préfectorale. L'étude minutieuse des délibérations des sociétés conduit à constater que dans toutes les difficultés qui se sont élevées entre l'administration et tel ou tel dessèchement, ni l'une ni l'autre des parties ne semble certaine des droits qu'elle veut faire valoir : aussi voyons-nous presque toujours la victoire rester à celle qui fait preuve de plus de ténacité et d'entêtement, l'autre abandonnant la lutte faute de se sentir suffisamment armée.

Cette considération seule peut expliquer la situation actuelle de nos différentes sociétés de marais vis-à-vis de l'administration. Nous avons vu que tous les dessé-

chements du Bas-Poitou ont une origine presque semblable et que les sociétés fondées pour pourvoir à leur entretien sont de même nature : toutes ont été fondées par la libre réunion des propriétaires intéressés et reconnues par l'administration. Les formes de cette approbation seules ont différé selon les époques, mais la loi de l'an VI a reconnu et consacré législativement toutes ces sociétés. En droit elles ont donc toutes la même situation juridique, ont des droits égaux, et leurs relations avec l'administration doivent être semblables. En fait il en est tout autrement, surtout à ce dernier point de vue, et nous voyons l'administration devenir de plus en plus exigeante vis-à-vis de certaines sociétés, tandis qu'elle en laisse d'autres dans un oubli relatif, se bornant à homologuer leurs délibérations et leurs rôles de contributions. On remarque que les sociétés dont l'administration exige le plus sont précisément celles qui se sont montrées les plus dociles à ses injonctions ; au contraire celles qui ont résisté dès le début n'ont plus été inquiétées.

Cet état de choses est foncièrement injuste et toutes les sociétés du Bas-Poitou devraient être soumises à une règle commune, au lieu d'être traitées plus ou moins rigoureusement selon leur faiblesse. Ajoutons que ces différences proviennent le plus souvent d'empiétements de l'administration qui use toujours de ces droits. Toutefois, on doit rappeler ici que les comptes des caissiers spéciaux de certaines sociétés ne sont pas

soumis au conseil de préfecture, ce qui nous semble contraire à l'article 16 de la loi de 1865.

Donc, où il devrait y avoir unité et conformité, il y a pluralité et diversité.

Il est fort à craindre que cet état de choses aille en s'aggravant par la suite et que bientôt les sociétés du Bas-Poitou ne soient métamorphosées en fait de telle façon qu'il soit impossible de les reconnaître et de les rattacher toutes à leur même origine.

Leur situation actuelle est donc quelque peu anarchique : il faut y chercher un remède. Le seul efficace, selon nous, serait de changer et de moderniser leur situation juridique. Il faudrait que ces sociétés prennent conscience d'elles-mêmes, envisagent en toute sincérité l'obscurité qui règne sur leur situation vis-à-vis de l'administration et volontairement se reforment soit en associations libres, soit en associations autorisées, pour vivre désormais sous le régime net et précis des lois du 21 juin 1865 et 22 décembre 1888, et du décret du 9 mars 1894.

Tout le monde gagnerait à ce changement, les sociétés aussi bien que l'administration : les uns et les autres connaîtraient désormais avec certitude leurs droits respectifs, ce qui éviterait bien des conflits.

Cette transformation est-elle possible ?

Nous ne croyons pas que les sociétés de marais du Bas-Poitou puissent se transformer en associations syndicales libres, car l'article 5 de la loi de 1865 exige pour

la formation de ces sociétés le consentement unanime de tous les intéressés. Mais elles pourraient facilement se réorganiser en associations autorisées et le changement qui en résulterait dans leur administration intérieure ne serait pas considérable. On pourrait sans trop de difficulté obtenir la majorité réclamée par l'article 12 de la loi de 1865 et formée soit par la moitié plus un des intéressés, représentant au moins les deux tiers de la superficie des terrains, soit par les deux tiers des intéressés représentant plus de la moitié de la superficie.

Ce qui effraie les intéressés à la pensée d'un changement quelconque c'est l'obligation de rompre avec la routine dans laquelle ils se sont endormis depuis longtemps, ce sont aussi les idées fausses qu'ils se font sur les conséquences de l'état nouveau qui en résulterait. Les intéressés se figurent que s'ils se transformaient en associations autorisées, ils seraient ensuite étroitement riviés à l'administration : il n'en serait rien et peu de chose serait changé à ce qui se pratique aujourd'hui en fait. L'erreur la plus commune consiste à croire qu'ils perdraient le suffrage censitaire qui serait inévitablement remplacé par le suffrage universel : rien n'est plus faux et la loi de 1865 dans son article 20 consacre formellement le suffrage censitaire, avec droit d'adjonction, et même avec droit de cumul de voix pour les grands propriétaires.

Cela montre que cette réforme utile doit être préparée avec soin, patience et intelligence par les plus éclairés.

rés des intéressés. Il faut d'abord familiariser les propriétaires avec la loi de 1865 qu'ils ne connaissent pas assez, et leur en montrer les conséquences, afin qu'ils puissent se prononcer en toute connaissance de cause au moment où la transformation sera mise aux voix.

Nous souhaitons, en terminant, que les intéressés sachent faire taire leurs rancunes personnelles, et imposer silence à leurs rivalités pour se mettre d'accord, au plus tôt, sur la transformation des sociétés de marais du Bas-Poitou en associations syndicales autorisées, soumises à la loi de 1865.

Vu : le Président de la thèse.

R. JACQUELIN

Vu : le Doyen,
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer
Le Vice-Recteur de l'Académie

LIARD

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
PRÉFACE	5
BIBLIOGRAPHIE.	9
CHAPITRE I. — Introduction historique :	
§ 1 ^{er} . — Origine des marais du Bas-Poitou	16
§ 2. — Premiers essais de dessèchement jusqu'en 1599	23
CHAPITRE II. — Édits et déclarations royales de	
Henri IV. — Louis XIII et Louis XIV. —	
Droits, devoirs et privilèges des dessécheurs :	
§ 1 ^{er} . — Édits et déclarations	38
§ 2. — Droits des propriétaires.	42
§ 3. — Privilèges accordés aux dessécheurs du Bas-Poitou par les déclarations de 1641 et 1643. . .	49
§ 4. — Autres privilèges dont profitèrent les dessécheurs bien qu'ils ne leur fussent pas formellement reconnus par la déclaration de 1641.	53
CHAPITRE III. — Dessèchements opérés en Bas-Poitou de 1640 à 1807 :	
§ 1 ^{er} . — BASSIN DE LA VENDÉE ET DE LA SÈVRE . . .	57
a) <i>Dessèchement du Commandeur</i>	57
b) <i>Dessèchement du Petit Poitou</i>	59
c) <i>Vieux desséché de Champagné.</i>	76
d) <i>Marais de Vix et Boisdieu.</i>	81
e) <i>Marais de la Vacherie</i>	89
f) <i>Dessèchement des Bouils.</i>	91
g) <i>Dessèchement du Marais Sauvage</i>	93
h) <i>Dessèchement du Marais Garreau</i>	95
i). — <i>Marais des Ablettes</i>	98

j). — <i>Marais de Mouilleped. — Du Devant. — Aux Taures. — Gros Aubier et des Alouettes rouges.</i>	99	
k). — <i>Marais de la Pironnerie</i>	101	
§ 2. — BASSIN DU LAY.	104	
a). — <i>Marais situés entre le canal de Luçon et le Lay. — Marais de Saint-Michel et de Triaise.</i>	104	
b). — <i>Marais de Moricq</i>	106	
§ 3. — DESCRIPTION D'UN DESSÈCHEMENT.	110	
CHAPITRE IV. — Constitution d'associations pour l'entretien des ouvrages de dessèchement :		
§ 1 ^{er} . — Confection et approbation des statuts	113	
§ 2. — Nature juridique de ces associations. . . .	123	
CHAPITRE V. — Capacité de ces associations syndicales avant la loi du 4 pluviôse an VI.		129
CHAPITRE VI. — De la propriété des ouvrages de dessèchement.		138
CHAPITRE VII. — Fonctionnement et administration intérieure de ces sociétés :		
§ 1 ^{er} . — Assemblées générales	145	
§ 2. — Directeurs, commissaires et autres agents des sociétés de marais	159	
CHAPITRE VIII. — Travaux		167
CHAPITRE IX. — Budget.		175
CHAPITRE X. — De certains groupements de ces sociétés de marais :		
§ 1 ^{er} . — Groupements résultants d'un état de dépendance.	180	
§ 2. — Groupements temporaires pour protester contre des décisions du pouvoir.	187	
CHAPITRE XI. — Des canaux d'intérêt général appelés « écoures généraux »		190
§ 1 ^{er} . — Canal du Lay.	191	

§ 2. — Canal des Cinq Abbés.	199
Canal des Hollandais	199
Contrebot de Vix.	199
CHAPITRE XII. — L'administration et les sociétés de marais avant la Révolution.	212
CHAPITRE XIII. — Lois qui régissent actuellement les marais du Bas-Poitou	218
a) Loi du 4 pluviôse an VI.	222
b) Loi du 14 floréal an XI	227
c) Loi du 16 septembre 1807	233
d) Loi du 21 juin 1865	237
CHAPITRE XIV. — Capacité actuelle et nature juridique de ces sociétés de marais.	240
<i>Voies d'exécution.</i>	249
CHAPITRE XV. — Administration actuelle des sociétés du Bas-Poitou :	
§ 1 ^{er} . — Organisation intérieure.	254
§ 2. — Travaux	256
§ 3. — Comptabilité.	261
§ 4. — Rapports avec l'administration.	265
Appendice	268
CHAPITRE XVI. — Contentieux des marais.	270
CHAPITRE XVII. — Modifications aux statuts :	
§ 1 ^{er} . — Modifications volontaires.	284
§ 2. — Modifications forcées.	289
Conclusion.	293

Plan du groupe central des dessèchements



Plan du groupe central des dessèchements (*Légende*)

Dessèchements.

1. — Marais aux Taures.
2. — Marais Garreau.
3. — Marais de la Pironnerie.
4. — Marais des Ablettes.
5. — Marais du Devant.
6. — Marais Sauvage.
7. — Marais de Mouillepieds.
8. — Marais du Bouil.
9. — Marais du Petit Poitou.
10. — Marais du Commandeur.
11. — Marais : Vieux desséché de Champagné.
12. — Marais de la Vacherie.

Terres Hautes.

- | | | | |
|-----|---------------------|------|-------------------|
| I | Chaillé-les-Marais. | VI | Champagné. |
| II | Vouillé. | VII | Puyravault. |
| III | Aisne. | VIII | Sainte-Radegonde- |
| IV | Le Sableau. | | des-Noyers. |
| V | Moreilles. | | |

Canaux.

- | | |
|----------|---|
| A | Canal et contrebote du marais de Vix. |
| B | Canal du marais Sauvage. |
| C | Canal du marais des Ablettes. |
| D | Canal de Mouillepieds. |
| E | Canal du marais aux Taures. |
| F | Canal des Cinq Abbés (<i>Canal général</i>). |
| G | Canal du Clain (<i>Petit Poitou</i>). |
| H | Canal de la Guinée (<i>Petit Poitou</i>). |
| I | Canal de l'Aulise (<i>Petit Poitou</i>). |
| J | Canal de la Boissière (<i>Petit Poitou</i>). |
| K | Canal de la Chevrotière (<i>Petit Poitou</i>). |
| L | Canal de Sèvre (<i>Petit Poitou</i>). |
| M | Canal du Commandeur (<i>ou de Galerne</i>). |
| N | Canal de Vienne (<i>Petit Poitou</i>). |
| O | Canal de Creuse (<i>Petit Poitou</i>). |
| P | Canal de l'Epine. |
| Q | Canal du Vieux desséché de Champagné. |
| R | Canal de Champagné (<i>Vacherie et Vieux desséché</i>). |
| S | Canal de la Vergne (<i>Vacherie</i>). |
| T | Canal des Hollandais (<i>Ancien achenal le Roy</i>). |
| U | Tracé de l'achenal le Roy avant le dessèchement de la Vacherie. |

Chaque enceinte de marais est entourée de haclures.

